

COMMUNISTE

Ce qui nous distingue : La ligne du Manifeste Communiste à l'Octobre russe, à l'Internationale Communiste, à la lutte contre la dégénérescence de Moscou, au refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la dure œuvre de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en contact avec la classe ouvrière, en dehors de la politique personnelle et parlementariste.

N° 2

JANVIER - FÉVRIER - MARS

1958

Publication trimestrielle Le N° : 200 fr.

Le " Dialogue avec les Morts "

(Critique du XX^e Congrès du P. C. russe)

contient notre critique de la dégénérescence
de l'Internationale et de l'Etat russe.

Envoi franco contre la somme de fr. **270**
en mandat-carte ou mandat-poste adressé à
"PROGRAMME COMMUNISTE".

Directeur-Gérant : C. AUDOUBERT .

Adresser toute correspondance (lettres ou mandats) à :

"PROGRAMME COMMUNISTE" Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert.

S O M M A I R E N° 2

JANVIER - FEVRIER - MARS 1958 .

	<u>pages</u>
- La paix des Spoutniks	1
- Le Marxisme devant la Russie	9
- Physionomie sociale des révolutions coloniales	22
- L'unité syndicale et politique de classe	32
- Triviale résurrection de l'Illuminisme	68
- L'Est européen dans la perspective révolutionnaire	76
- Eléments de l'économie marxiste	97

Publication trimestrielle le n°... 200 Frs
Abonnement : 1 an (4 numéros)... 700 Frs
Abonnement de soutien1000 Frs

LA PAIX DES SPOUTNIKS

"L'offensive soviétique de paix" dont s'ébaubit actuellement l'Occident avait été préparée dès le XXme Congrès du P.C.R., c'est à dire dès février 1956, par deux liquidations impressionnantes. La première fut, comme on sait, celle de Staline dont en garantie de "sincère volonté de coexistence pacifique", les "communistes" russes n'hésitèrent pas à offrir la tête aux impérialismes de l'Ouest, à titre posthume, il est vrai. Quant à la seconde, elle frappait non pas un cadavre, mais la thèse marxiste terriblement vivante de l'INEVITABILITE DES GUERRES EN REGIME CAPITALISTE, que même Staline avait été obligé de reprendre partiellement au précédent Congrès.

Des racines matérielles de cette tentative désespérée de se réconcilier avec le "système social" soi-disant ennemi, nous disions, entre autres, la chose suivante :

" Dans les huit dernières années, la population russe s'est
" accrue à un rythme très rapide, égal à celui d'avant la
" dernière guerre. Mais la natalité et l'augmentation de la
" population se sont arrêtées brusquement en 1942, 43 et 44.
" du fait des terribles hécatombes de la guerre contre les
" Allemands. Or ce sont ces classes creuses qui arrivent
" maintenant à l'âge du service militaire ... Le nombre des
" enfants mâles nés en Russie... est tombé à 2 100 000 en
" 1940, à 1 800 000 en 1941, à 800 000 en 1942, à 300 000
" en 1943 et 44. En 1960, il y aura non seulement peu de
" soldats mais peu de travailleurs.... La Russie d'aujourd'hui
" ... peut consommer beaucoup, mais moins produire et moins
" se battre.

"ELLE OFFRE LA PAIX A CEUX AUXQUELS IL FAUT OFFRIR LA
" GUERRE SOCIALE, PORTANT CELLE-CI EN PLEIN COEUR DE LEUR
" SYSTEME ! " (1)

En effet, seule la Force des Choses - la Crise qui ne pouvait manquer de venir démentir la prétention stalinienne de tout résoudre par des "manoeuvres" - avait pu contraindre l'assemblée du Congrès à des abjurations aussi graves.

Les Spoutniks sont-ils en mesure de démentir l'hypothèse ? De prouver que le pouvoir d'Etat est toujours aussi solidement assis dans le " grand pays socialiste " ? Comme si une expérience de balistique, même remarquable, pouvait infirmer l'approche d'une crise démographique, et pis, effacer des faits reconnus (2) tels que l'in-

(1) - Dialogue avec les Morts ch. Chiffres et Pacifisme p. 78

(2) - Dialogue avec les Morts : Troisième journée.

LA PAIX DES SPOUTNIKS

"L'offensive soviétique de paix" dont s'ébaubit actuellement l'Occident avait été préparée dès le XX^{me} Congrès du P.C.R., c'est à dire dès février 1956, par deux liquidations impressionnantes. La première fut, comme on sait, celle de Staline dont en garantie de "sincère volonté de coexistence pacifique", les "communistes" russes n'hésitèrent pas à offrir la tête aux impérialismes de l'Ouest, à titre posthume, il est vrai. Quant à la seconde, elle frappait non pas un cadavre, mais la thèse marxiste terriblement vivante de l'INEVITABILITE DES GUERRES EN REGIME CAPITALISTE, que même Staline avait été obligé de reprendre partiellement au précédent Congrès.

Des racines matérielles de cette tentative désespérée de se réconcilier avec le "système social" soi-disant ennemi, nous disions, entre autres, la chose suivante :

" Dans les huit dernières années, la population russe s'est
" accrue à un rythme très rapide, égal à celui d'avant la
" dernière guerre. Mais la natalité et l'augmentation de la
" population se sont arrêtées brusquement en 1942, 43 et 44.
" du fait des terribles hécatombes de la guerre contre les
" Allemands. Or ce sont ces classes creuses qui arrivent
" maintenant à l'âge du service militaire ... Le nombre des
" enfants mâles nés en Russie... est tombé à 2 100 000 en
" 1940, à 1 800 000 en 1941, à 800 000 en 1942, à 300 000
" en 1943 et 44. En 1960, il y aura non seulement peu de
" soldats mais peu de travailleurs.... La Russie d'aujourd'hui
" ... peut consommer beaucoup, mais moins produire et moins
" se battre.

"ELLE OFFRE LA PAIX A CEUX AUXQUELS IL FAUT OFFRIR LA
" GUERRE SOCIALE, PORTANT CELLE-CI EN PLEIN COEUR DE LEUR
" SYSTEME ! " (1)

En effet, seule la Force des Choses - la Crise qui ne pouvait manquer de venir démentir la prétention stalinienne de tout résoudre par des "manoeuvres" - avait pu contraindre l'assemblée du Congrès à des abjurations aussi graves.

Les Spoutniks sont-ils en mesure de démentir l'hypothèse ? De prouver que le pouvoir d'Etat est toujours aussi solidement assis dans le " grand pays socialiste " ? Comme si une expérience de balistique, même remarquable, pouvait infirmer l'approche d'une crise démographique, et pis, effacer des faits reconnus (2) tels que l'in-

(1)- Dialogue avec les Morts ch. Chiffres et Pacifisme p. 78

(2)- Dialogue avec les Morts : Troisième journée.

En conclusion, sur le plan des rapports entre Etats, une "offensive de paix" ne décide ni n'améliore rien. Sur le plan des rapports de classes, c'est une entreprise ouvertement contre-révolutionnaire parce que 1)- elle confie à la "raison" (incarnée, la malheureuse, par les politiciens et les diplomates!) le bannissement de la violence capitaliste, qui revient à la seule VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE; 2)- qu'elle abandonne ainsi au Capital le soin de "sauvegarder l'espèce", qui revient au seul SOCIALISME.

Donc, plus le Spoutnik a de poids comme "arme diplomatique" plus aussi il tombe sous les coups de la critique marxiste de la Diplomatie comme "facteur de paix".

Mais dira-t-on, le Spoutnik n'est pas seulement une arme diplomatique : c'est, en puissance, une ARME tout court. Mr. Krouchtchev ne l'a pas caché : " qui possède le satellite, possède aussi le missile, qui sera sans pitié !" Oui : disons même que toute la force "atomique" du Spoutnik comme arme diplomatique lui vient de ce qu'il peut présenter, tel Janus, deux visages : celui de la Paix aux Gobe-Lune du public - et celui de la guerre à l' "interlocuteur" (ou adversaire? !) de l'autre camp. Telle est sa supériorité sur les engins nucléaires qui explosent grossièrement sur la terre, pulvérisant, en attendant autre chose ... la thèse de la POSSIBILITE D'UNE COEXISTENCE PACIFIQUE. Nous proposons donc cette définition du Spoutnik : c'est une fusée intercontinentale tenue en l'air autant par les nécessités d'une politique de trahison au prolétariat socialiste que par les lois de la physique !

A ce titre (1) il a dix fois plus de droits à la haine des rares prolétaires révolutionnaires (et non aveuglement et sottement pacifistes) que la bombe atomique en personne !

En tant qu'arme potentielle, pourtant, il pourrait contribuer à la paix en modifiant en faveur de l'URSS l'EQUILIBRE DES TERREURS ! C'est bien ce qu'a suggéré Krouchtchev, et nous saluons avec joie ces paroles franchement IMPERIALISTES propres à dessiller les yeux. Pour y répondre, ne cherchons pas plus loin que les propres paroles de Mr. Zorine, diplomate "socialiste" à la sous-commission du comité de désarmement, le 27 août 1957 :

" Les dirigeants des puissances occidentales soutiennent volontiers, pour justifier leur position, que la possession d'armes nucléaires par certains Etats exerce un effet PRE-VENTIF et DIMINUE le risque d'une guerre atomiqueNA-

(1)- Compte tenu de sa valeur scientifique question qu'il fallait élucider en la dégagant des énormes stupidités de la propagande, dénoncées même par certains savants bourgeois : cf : "Triviale résurrection de l'Illuminisme ".

" TURELLEMENT, IL N'Y A LA RIEN DE VRAI ! BIEN AU CONTRAIRE
" L'HISTOIRE ENSEIGNE QUE LA COURSE AUX ARMEMENTS A TOUJOURS
" SON ABOUTISSANT LOGIQUE, QUI EST LA GUERRE !"

Mais il s'agissait là des armes NUCLEAIRES ? Oui: non parce que cela n'est pas vrai pour TOUTES les armes, mais parce que ce socialisme-là a dégringolé du niveau DEMOCRATIQUE (donc non communiste) de la suppression des guerres en régime capitaliste, au niveau SOUS-démocratique de l'humanisation de la guerre !

Après cela, Mr Gobe-Lune va-t-il croire qu'il suffit de "dénaturer" un missile en "satellite" artificiel pour annihiler chez l'adversaire toute impulsion à vous rattraper, et donc pour bloquer la course aux armements ? Que l'URSS est sortie de cette course du simple fait qu'elle a maintenu ce missile à une altitude pseudo-sidérale ? Il lit la chronique internationale des journaux !
.....

O Spoutnik, où est donc ta victoire, pour la Guerre comme pour la Paix ? Pour la guerre, quand l'URSS doit s'attendre à des difficultés accrues dans les prochaines années dans cet effort gigantesque pour rattraper l'Occident auquel le prolétariat russe et des pays satellites est sacrifié ? Pour la paix, quand dans la diplomatie " l'URSS propose", mais que les "USA et leurs alliés disposent" ! Car c'est bien de cela que se plaint, en bon philistin, Mr Zorine dans toutes les réunions du "désarmement".

" Interdire l'arme atomique et à hydrogène (30 Avril 1957): ils refusent catégoriquement !

" Du moins, alors, arrêter d'urgence les essais atomiques Cela ferait au moins obstacle dans une certaine mesure au perfectionnement de l'arme atomique "(1) (27 août 1957). Quelle dégringolade! De la paix, à l'interdiction des armes atomiques; et de celle-ci à la bombe atomique NON PERFECTIONNEE !

L'Occident ne put alors se tenir de lui donner, par la bouche de Jules Moch une petite leçon bien méritée de radicalisme : "L'arrêt des essais, PREMIERE mesure pour éliminer l'arme atomique ? Quand il laisse libre la Grande-Bretagne, les USA et l'URSS d'augmenter sans limites leurs stocks, et de disposer d'as-

(1) - cette citation (ainsi que toutes celles de ce passage) se trouve dans les n° 2 356 - 57 de la "documentation française" consacrés en décembre 1957 au désarmement.

sez de bombes pour détruire quinze fois toute l'humanité ? "Drôle de "première mesure", en effet ! Si l'on veut être sérieux, poursuivait l'orateur, il faut "arrêter la production des matières fissiles à fins militaires". Et il exposait tout un plan de contrôle qui ("dans les questions d'argent pas de plaisanteries", comme disait ironiquement K.Marx; même quand il s'agit de "sauvegarde de l'espèce" , comme on voit !) ne COUTERAIT PAS CHER : " 30 millions de dollars par an, pour un budget militaire global des 5 Grands de 60 milliards de dollars ".

Touchée au vif (dans sa propre production de matières fissiles, ne pouvons-nous nous empêcher de penser !), l'URSS se rabattit piteusement sur un procès d'intentions : " EN LIANT la cessation des essais nucléaires à l'arrêt de la production des matières fissiles, dit Mr. Zorine, les Puissances Occidentales MONTRENT qu'elles sont loin de vouloir contribuer à l'arrêt de ces essais ".

C'était dire en clair que l'arrêt de la production des matières fissiles à fins militaires ETAIT DU DOMAINE DE L'UTOPIE. Mais alors que vient-on nous chanter ... même pas de la paix, mais de la guerre "humanisée" non atomique ! Cette réponse de l'URSS autorise en effet à dire : en repoussant l'arrêt de la production des matières fissiles, l'URSS a montré qu'elle est loin de POUVOIR (les procès d'intention nous intéressent peu !) contribuer à l'interdiction de l'arme atomique !

Après tout cela, il s'est trouvé un certain Rajagopalachari (ancien gouverneur de l'Inde) pour écrire à Mr.Kroutchev de prendre énergiquement le taureau par les cornes et de "renoncer unilatéralement à l'utilisation des armes NUCLEAIRES ", ce qui disait-il " n'aurait pas manqué d'entraîner des réactions en chaîne dans le domaine de l'esprit humain " (1). Dans notre ignorance, nous nous demandons encore si c'était un fin humoriste, ou bien un homme qui s'était profondément assimilé les enseignements du XXme Congrès sur la force de l'exemple, et le rôle décisif de ... l' "esprit" dans l'histoire. Mr. Kroutchev, en lui répondant, (car il répondit, avec tout le tact nécessaire) s'en est prudemment tenu pour sa part à la solide expérience de l'humanité sur le rôle de la force : "Impossible, car cela affecterait la SECURITE de l'Etat soviétique".

Le Spoutnik a été lancé, mais la question du désarmement elle, en est au même point mort que le 30 avril, quand Mr.Zorine pour la relancer, ANNONCA que l'URSS acceptait le contrôle international, question sur laquelle toutes les précédentes discussions étaient allées échouer depuis des années.

(1) - Le Monde, le 15 Janvier 1958.

On peut même dire qu'elle va plus mal. La réunion de l'OTAN a en effet montré que l'on était arrivé à la période de COMMERCIALISATION des engins nucléaires, c'est à dire à la diffusion de la fameuse "menace atomique". Et l'on fait de toutes parts la moue sur le plan polonais de "désatomisation" d'une zone-tampon (?)

Aux U.S.A., le vote du budget militaire nous confirme ce que nous disions plus haut de l'effet du Spoutnik dans la course aux armements : les sommes allouées à la production d'engins balistiques sont accrues d'UN MILLIARD DE DOLLARS, les sommes affectées aux engins conventionnels étant réduites. (L'ensemble du budget est augmenté de 900 millions de dollars). Humanisation de la guerre ? Et joute pacifique dans le cadre de l'Année géo-physique internationale ?

Que peut opposer à cette folle course un "communisme" roulé de la fiction politique du désarmement à la science-fiction de la paix des Spoutniks ? Les cohortes des partisans de la paix, philistins impuissants s'il en fût ? Cela revient à dire : RIEN !

o
o

Un savant soviétique annonce pour bientôt un feu d'artifice de Spoutniks : pas des centaines, des MILLIERS, a-t-il précisé. Etant donné ce qui nous est dit dans l'article que le lecteur trouvera plus loin sur l' "apport scientifique" de l'expérience actuelle, on ne voit pas ce qu'il y a à gagner à ce qu'elle soit multipliée par mille. Le résultat le plus clair sera probablement une hécatombe de chiens. Ou bien compte-t-on multiplier par mille le respect que le Spoutnik a inspiré au public comme astre (artificiel) de socialisme et comme espoir de paix ?

Ce respect (nous espérons l'avoir démontré pour la paix) est superstitieux, religieux. Les entités religieuses, nous savons depuis les THESES SUR FEUERBACH qu'il faut non seulement les "ramener à leur base temporelle" (prcfane), mais aussi expliquer "précisément le fait" que cette base temporelle se détache d'elle-même et se fixe dans les nuages, en tant que royaume indépendant", ce qui ne peut être fait " que par les conflits et les contradictions INTERIEURS de cette base temporelle ".

La base temporelle du Saint Spoutnik, c'est la société russe qu'on nous dit socialiste. Mais "le fait précisément" que cette société qui l'a produit, le propose à l'adoration des foules " fixé là-haut dans les nuages" comme symbole d'une paix qu'on chercherait vainement sur la Terre, c'est à dire comme " royaume indépendant " de la paix PROUVE QU'ELLE EST ELLE-MEME toute déchirée par les CONTRADICTIONS du capitalisme, toute engagée dans le CONFLIT impérialiste.



Ce n'est donc pas une société socialiste, et la "révolution des rapports entre les Hommes " qu'impliquerait le Spoutnik selon la propagande, n'a pas plus de réalité que la " révolution dans les rapports entre l'Homme et l'Univers" sur laquelle elle a "scientifiquement" (!) tant déliré. Quant au "bouquet" de Spoutniks qu'on nous annonce, ce sera la meilleure image, dans sa démente même, des contradictions paroxystiques d'un "Etat socialiste" qui ne peut pas avouer qu'il est un impérialisme comme les autres avant d'avoir TOUT tenté pour repousser ce moment fatal, mais qui peut moins encore reprendre la direction de la lutte révolutionnaire mondiale, ou même seulement se placer sur son terrain.

La base temporelle du monde religieux, disait Marx " IL FAUT LA COMPRENDRE DANS SA CONTRADICTION POUR LA REVOLUTIONNER ENSUITE PRATIQUEMENT, EN LEVANT LA CONTRADICTION ". La base capitaliste et impérialiste du Saint Spoutnik - qui sera demain tout un panthéon ! - il faut que le prolétariat international la comprenne, au lieu de s'abandonner aux insipides rêveries interplanétaires dans lesquelles un nouvel illuminisme criminel voudrait l'entraîner. Lui seul, en REVOLUTIONNANT le monde, EN LEVANT par sa DICTATURE libératrice les contradictions économiques d'un capitalisme qui tient tout le globe dans ses griffes, peut mettre fin à la Terreur de la Guerre, à l'infâme et fragile Paix des Spoutniks !

Quarante après la révolution russe d'octobre

LE MARXISME DEVANT LA RUSSIE

LA RUSSIE CONTRE L'EUROPE AU XIX^{me} SIECLE

1.- Dans la première lutte qu'ils livrèrent à propos du " rôle " de la Russie dans la politique européenne, les socialistes marxistes visaient à réfuter l'opinion fausse selon laquelle les conclusions du matérialisme historique étaient inapplicables à ce pays.

Les déductions sociales que Marx avait tirées de l'étude du premier capitalisme, l'Angleterre, avaient été généralisées par lui à la France, l'Allemagne, et l'Amérique en raison de leur portée universelle. L'internationalisme marxiste ne pouvait douter que la même clef permit d'ouvrir la porte qui avait semblé se refermer pour toujours au nez de la société capitaliste avec la défaite des baïonnettes napoléoniennes, retardant d'un siècle tout le développement historique.

2.- Pour la Russie, notre école attendait et préconisait donc, comme pour tous les pays européens, une révolution bourgeoise du type des grandes révolutions anglaise et française. En 1848, celle-ci vint ébranler toute l'Europe, mais, face à elle, la Russie des tsars joua le rôle de rempart de la réaction anti-libérale et anti-capitaliste. C'était une raison supplémentaire pour nous de revendiquer pour ce pays le renversement du mode féodal de production que nous prévoyions.

Jusqu'en 1871, l'appréciation marxiste de toutes les guerres nationales qui se succéderont en Europe sera fonction de leur capacité à entraîner un désastre pour Pétersbourg. Cela fit accuser Marx de pangermanisme anti-russe, mais s'il souhaitait la défaite du tsarisme, c'est parce que son maintien constituait un obstacle non seulement à la révolution bourgeoise, comme nous avons vu, mais à une ULTERIEURE REVOLUTION OUVRIERE en Europe. Telle est aussi la raison pour laquelle la I^{ère} Internationale ouvrière accorda son plein appui aux mouvements des nationalités opprimées par le Tsar, comme l'exemple classique de la Pologne en témoigne.

3.- En 1871, la phase dans laquelle les socialistes appuient les guerres nationales visant à la formation des Etats modernes, les mouvements intérieurs de résurrection nationale et les révolutions libérales est CLOSE pour l'Europe dans la doctrine historique du marxisme.

A cette date, l'obstacle russe se dresse toujours à l'horizon. A moins d'être abattu, il promet de barrer la route à toutes les insurrections ouvrières contre " la confédération des armées européennes", envoyant les Cosaques défendre non plus de Saints Empires, mais les démocraties parlementaires auxquelles le développement occidental aura abouti.

4.- Très vite, le marxisme s'occupe des "questions sociales" de Russie. Il en étudie la structure économique; il y suit le développement des antagonismes de classe, ce qui ne l'empêche nullement de tenir compte en premier lieu des rapports de forces INTERNATIONAUX pour déterminer la marche de la révolution sociale : car la gigantesque construction de Marx a démontré que les conditions de la révolution résident dans une maturité de la structure sociale (dont les étapes du cycle révolutionnaire dépendent) qui se manifeste justement à l'échelle INTERNATIONALE.

Tout de suite, donc, une question se pose: n'est-il pas possible d'ABREGER le développement historique qui, en Russie n'en est pas encore arrivé au stade atteint dès le début du XIX^{me} siècle ou dès 1848 dans le reste de l'Europe ? Nous avons deux réponses de Marx à ce problème : la première en 1877, dans une lettre à un périodique; la seconde en 1882, dans la préface de la traduction russe du Manifeste Communiste due à Vera Zassoulitch.

La Russie pourra-t-elle sauter par dessus le mode capitaliste de production ? La première réponse est en partie positive: OUI, si la révolution russe donne le signal à une révolution ouvrière en Occident, de façon que l'une complète l'autre. Dans la seconde réponse, par contre, se référant à la réforme agraire BOURGEOISE de 1861 qui avait aboli le servage, mais signifiait plutôt la dissolution complète du communisme primitif du village russe, Marx déclarait désormais perdue cette possibilité. Avec Engels, il stigmatisait durement Bakounine, qui avait fait l'apologie de cette réforme :

- " Si la Russie suit la voie qu'elle a prise après 1861
- " elle perdra la plus belle occasion de sauter par-dessus
- " toutes les alternatives fatales du régime capitaliste que
- " l'histoire ait jamais offerte à un peuple. Comme tous les
- " autres pays, elle devra subir les lois inexorables de ce
- " système ".

Voilà tout, concluait brutalement Marx. La révolution prolétarienne ayant manqué en Europe et ayant été trahie, la Russie d'aujourd'hui est tombée dans la barbarie capitaliste; voilà tout...

Des écrits d'Engels sur le mir (1) communiste russe montrent que dès 1875 et à plus forte raison en 1894 le mode capita-

(1)- Polémique avec les Populistes.

liste de production a gagné la partie : désormais il domine non seulement dans les villes, mais dans certaines régions de la campagne russe, et ceci sous le pouvoir tsariste.

5.- En Russie, l'industrie capitaliste a surgi grâce à des investissements directs de l'Etat plutôt que d'une accumulation primitive. Avec elle, c'est le prolétariat urbain et le parti ouvrier marxiste qui apparaissent. Tout comme les premiers marxistes dans l'Allemagne d'avant 1848, ce parti est placé devant le problème d'une DOUBLE révolution. Sa ligne théorique (représentée tout d'abord par Plékhanov, puis par Lénine et les Bolchevicks) est en pleine harmonie avec celle du marxisme européen et international, surtout dans la question agraire, qui est en Russie de première importance.

A cette DOUBLE révolution, quelle sera la contribution des classes rurales, des serfs et des paysans misérables bien que juridiquement émancipés, dont les conditions de vie ont empiré par rapport à celles qu'ils connaissaient dans le féodalisme pur ? Partout ailleurs, serfs et petits paysans ont historiquement soutenu les révolutions bourgeoises, et ils se sont toujours insurgés contre les privilèges de la noblesse terrienne. En Russie, le mode féodal présente cette originalité de n'être pas centrifuge comme cela avait été le cas en Europe, et surtout en Allemagne : pouvoir d'Etat et armée nationale y sont en effet centralisés depuis des siècles. Historiquement, et jusqu'au XIX^{me} siècle, cette condition est progressive, non seulement sous l'aspect politique et historique (c'est à dire en ce qui concerne les origines de l'armée de la monarchie et de l'Etat, importés du dehors), mais aussi SOUS L'ASPECT SOCIAL. L'Etat, la Couronne (et certaines communautés religieuses non moins centralisées) possèdent PLUS de terre et de serfs que la noblesse terrienne : de là la définition de FEODALISME D'ETAT appliquée à la Russie. Un tel féodalisme s'était montré capable de résister au choc des armées démocratiques françaises : pendant de longues années, Marx alla jusqu'à en appeler à des armées européennes, turques et allemandes pour le détruire.

L'histoire a démontré en substance une chose : la voie du féodalisme d'Etat au capitalisme d'Etat était moins longue en Russie qu'en Europe celle du féodalisme moléculaire aux Etats bourgeois centralisés, et du premier capitalisme autonomiste au capitalisme concentré et impérialiste.

LES PERSPECTIVES DE DISPARITION DU DERNIER FEODALISME.

6.- Ces formes sociales séculaires expliquent qu'une classe bourgeoise d'une puissance comparable à celle d'Europe ne se soit jamais formée en Russie. En conséquence, la greffe de la révolution prolétarienne sur la révolution bourgeoise que les marxistes attendaient y apparaissait encore plus difficile que dans l'Allemagne de 1848.

A la différence de ce qui s'était passé en Angleterre, la tradition révolutionnaire allemande s'était tout entière épuisée dans la réforme religieuse. Constatant sa carence au XIX^{me} siècle Engels tournait son attention vers les paysans dont il retraça dans un ouvrage la guerre historique de 1525, et la terrible défaite, due à la lâcheté de la bourgeoisie urbaine, du clergé réformé et aussi de la petite noblesse.

En Russie (où une petite noblesse et un clergé rebelles faisaient également défaut), la classe paysanne pouvait-elle jouer le rôle de substitut de la classe bourgeoise politiquement absente ? Tel fut le premier point sur lequel les marxistes entrèrent théoriquement et pratiquement en lutte contre tous les autres partis. Selon la formule de nos adversaires, la révolution russe ne devait être ni bourgeoise ni prolétarienne, mais PAYSANNE. Mais le " socialisme paysan " est une perspective monstrueuse qu'au cours d'un siècle de polémiques et de luttes de classe le marxisme n'a cessé de repousser. Nos adversaires prétendaient qu'en Russie un tel socialisme pouvait surgir d'un mouvement des petits cultivateurs pour un partage utopiquement égalitaire des terres, l'impuissance de la bourgeoisie et la jeunesse du prolétariat permettant, selon eux, à la paysannerie pauvre d'arriver à un contrôle de l'Etat supérieur à celui des classes urbaines. Ils ne soupçonnaient pas la formidable énergie que la classe ouvrière russe tirait de sa qualité de section du prolétariat européen : la bourgeoisie naît nationale et ne se transmet pas d'énergie par-dessus les frontières; le prolétariat, lui, naît international et comme classe, il est présent dans toutes les révolutions "étrangères"; quant à la paysannerie, elle n'arrive même pas au niveau national.

C'est sur ces bases que Lénine édifia la doctrine marxiste de la révolution russe dont, écartant la bourgeoisie indigène et la paysannerie, il désignait le prolétariat comme l'acteur principal.

7.- Les grandes questions de la révolution russe étaient au nombre de deux : la question agraire et la question politique.

Dans la première, les populistes et les socialistes révolutionnaires étaient partisans du PARTAGE des terres; les mencheviks de leur MUNICIPALISATION et les bolchéviks de leur NATIONALISATION. Autant de postulats d'une révolution non pas socialiste mais BOURGEOISE-DEMOCRATIQUE, selon Lénine lui-même :

" L'idée de la nationalisation de la terre est donc une
" CATEGORIE de la société mercantile et capitaliste "
(Deux Tactiques)

La troisième position était pourtant la plus avancée, parce qu'elle créait les conditions les meilleures pour un communisme prolétarien. Dans la Russie actuelle, seule la partie de l'agriculture organisée en sovkoses est nationalisée, et c'est la plus petite. Le reste n'est même pas arrivé à ce niveau.

En ce qui concerne maintenant le POUVOIR, les menchéviks sont partisans de laisser la bourgeoisie s'en saisir et de passer alors à l'opposition : en 1917, ils collaboreront au gouvernement avec les bourgeois. Les populistes sont pour un illusoire gouvernement paysan; avec Kérénsky, ils feront la même fin que les pré-sédents. Les bolcheviks sont pour la prise du pouvoir et une dic-tature démocratique du prolétariat et des paysans. Les paroles suivantes de Lénine expliquent l'adjectif "démocratique" et le substantif "paysan" :

" Cette victoire ne fera nullement de notre révolution
" BOURGEOISE une révolution socialiste ".

" Non seulement les transformations qui sont devenues
" une nécessité en Russie n'impliquent pas l'écroulement du
" capitalisme, mais elles débarrassent effectivement le ter-
" rain pour son développement large et rapide, à l'européenne
" et non plus à l'asiatique ".

" Cette victoire nous aidera à soulever l'Europe, et
" après avoir rejeté le joug de la bourgeoisie, le prolétariat
" socialiste d'Europe nous aidera à son tour à faire la révo-
" lution socialiste ".

Que faire, à ce moment, des alliés paysans ? La réponse de Lénine est claire. Marx avait déjà dit que les paysans sont les
" alliés naturels de la bourgeoisie". Lénine écrit :

" Dans la véritable lutte, dans la lutte décisive pour
" le socialisme, les paysans, comme classe de propriétaires
" terriens, auront la même fonction de trahison et marqueront
" la même inconstance qu'aujourd'hui la bourgeoisie dans la
" lutte pour la démocratie ".

La formule de Lénine était : PRISE DU POUVOIR ET DICTA-
TURE DANS LA REVOLUTION BOURGEOISE CONTRE LA BOURGEOISIE ELLE-MEME
avec l'appui des seuls paysans. Il la soutenait par un double ar-
gument : il fallait arriver à la révolution prolétarienne en Eu-
rope, condition sans laquelle le socialisme ne pourrait vaincre
en Russie; il fallait éviter la restauration du tsarisme qui aurait
repris dans le cas contraire son rôle traditionnel de garde blanche
de l'Europe.

L'INOUBLIABLE EPOPEE RUSSE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE

8.- Marx avait prévu la guerre entre l'Allemagne et une
alliance latino-slave. En 1914 elle éclate. Comme il l'avait pro-
phétisé, la révolution russe naît des revers militaires du Tsar .

La Russie était alors alliée aux puissances démocrati-
ques : France, Angleterre et Italie. Aux yeux des capitalistes, des

démocrates et des sociaux-traitres qui avaient adhéré à la cause de la guerre anti-allemande, le Tsar était devenu un ennemi à abattre, parce qu'ils le jugeaient incapable de conduire la guerre ou le soupçonnaient de se préparer en secret à une alliance avec les Allemands. Aussi la première révolution, en février 1917, fut-elle accueillie par les applaudissements unanimes des patriotes, démocrates ou socialistes, qui l'attribuaient non tant à la lassitude des masses, et en particulier des soldats, qu'aux habiles manoeuvres des ambassades alliées. Bien que n'ayant pas, en majorité, adhéré à la guerre, les socialistes de droite s'orientèrent tout de suite vers un gouvernement provisoire qui devait continuer celle-ci en accord avec les puissances étrangères. C'est sur cette base qu'ils conclurent le compromis avec les partis bourgeois. Avec hésitation tout d'abord, mais de toutes ses forces après le retour de Lénine et des autres chefs de 1917 en Russie, et le ralliement de Trotsky, le Parti bolchévik se prépara à renverser ce gouvernement soutenu par les menchéviks et les populistes.

9.- La conquête du pouvoir par le Parti communiste résulta de la défaite de TOUS les autres partis, tant "ouvriers et paysans" que bourgeois, (qui s'obstinaient à continuer la guerre aux côtés des Alliés) DANS LA GUERRE CIVILE. Cette conquête fut complétée par trois choses : la défaite des partis conciliateurs devant les bolchéviks dans le Soviet pan-russe qui, après celle qu'ils avaient subie aux côtés de leurs alliés non-soviétiques dans la bataille des rues, leur portait le coup de grâce - la dispersion de l'Assemblée Constituante convoquée par le Gouvernement provisoire - la rupture des bolchéviks avec l'ultime allié, le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, fauteurs de la "guerre sainte" contre les Allemands qui avaient une forte influence dans les campagnes.

Ce fut un bond gigantesque, qui n'alla pas sans des luttes graves à l'intérieur du parti lui-même. Historiquement, il ne se termina qu'après quatre ans environ d'une terrible guerre intérieure, avec la défaite des armées contre-révolutionnaires qui comprenaient à la fois les forces de la noblesse féodale et monarchique; celles qu'avant et après la paix de Brest-Litowsk de 1918 l'Allemagne avait suscitées contre la révolution; enfin, celles que les puissances démocratiques avaient mobilisées à grands renforts, parmi lesquelles l'armée polonaise.

Pendant ce temps, il n'y eut en Europe qu'une série de tentatives malheureuses de prise du pouvoir par la classe ouvrière ardemment solidaire de la révolution russe. Ce qui décida en substance fut la défaite des communistes allemands en janvier 1919, après la débâcle militaire du pays et la chute du Kaiser. Ce fut là la première rupture grave dans le déroulement historique prévu par Lénine, qui jusque là s'était magnifiquement vérifié, surtout dans l'acceptation de la paix de mars 1918 par les bolchéviks, solution décisive que la démocratie mondiale qualifia stupidement de trahison.

L'histoire des années suivantes confirma qu'il ne fallait pas compter sur l'aide d'un prolétariat européen victorieux à l'économie russe tombée dans une désorganisation effrayante. Les bolcheviks n'en continuèrent pas moins à défendre le pouvoir en Russie, et le sauvèrent; mais il n'était désormais plus possible de régler la question économique et sociale intérieure selon la prévision de tous les marxistes, c'est à dire en soumettant les forces productives surabondantes de l'Europe (elles le restaient même après la guerre) à la dictature du parti communiste international.

10.- Lénine avait toujours exclu - et il exclut jusqu'à sa mort, ainsi que les marxistes-bolcheviks authentiques - que la société russe puisse prendre des caractères socialistes si la révolution russe ne se répercutait pas en Europe, et si donc l'économie y restait capitaliste.

Cela ne l'empêcha pas de toujours soutenir qu'en Russie le parti prolétarien soutenu par les paysans devait prendre le pouvoir, et le garder, sous une forme dictatoriale.

Deux questions historiques se posent. Peut-on définir comme socialiste une révolution qui, comme Lénine l'avait prévu, créa un pouvoir obligé d'administrer, en attendant de nouvelles victoires internationales, des formes sociales d'économie privée, DES LORS que ces victoires NE SE SONT PAS PRODUITES ?

Deuxièmement : combien de temps une telle situation pouvait-elle durer ? Et existait-il une AUTRE issue que la contre-révolution politique ouverte, le retour non voilé d'une bourgeoisie nationale au pouvoir ?

Pour nous, la révolution d'Octobre fut socialiste. Quant à l'issue opposée à la contre-révolution armée (qui ne se produisit pas) elle n'était pas unique, mais double : ou l'appareil du pouvoir (Etat et parti) dégénérerait en s'adaptant politiquement à l'administration de formes capitalistes, c'est à dire en renonçant ouvertement à attendre la révolution mondiale (c'est ce qui s'est passé); ou bien le parti marxiste se maintenait au pouvoir pendant longtemps, et s'engageait à soutenir la lutte prolétarienne révolutionnaire dans tous les pays étrangers, tout en reconnaissant avec le même courage que Lénine, que les formes sociales restaient largement capitalistes - et même pré-capitalistes - à l'intérieur.

Nous examinons tout d'abord la première question, la seconde étant liée à l'examen de la structure sociale de la Russie actuelle, mensongèrement présentée comme socialiste.

11.- Tout d'abord, on ne doit pas considérer la Révolution d'Octobre sous l'angle de la transformation, ni immédiate ni même très rapide, des formes de production et de la structure économique, mais comme une phase de la lutte politique internationale du prolétariat.

Elle présente en effet une série de caractères qui sortent totalement des limites d'une révolution nationale et purement anti-féodale, et qui ne se réduisent pas au fait qu'elle fut dirigée par le parti prolétarien.

a)- Lénine avait établi que la guerre européenne et mondiale aurait un caractère impérialiste " même pour la Russie " et que le parti prolétarien devait en conséquence pratiquer ouvertement le défaitisme, tout comme dans la guerre russo-japonaise qui avait provoqué les luttes de 1905. Ce défaitisme avait donc les mêmes raisons que dans les autres pays, où les partis socialistes avaient également le devoir de le pratiquer; il ne dépendait pas du fait que l'Etat russe n'était pas démocratique. Le développement du capitalisme et de l'industrie en Russie ne suffisait pas à fournir une base au socialisme, mais elle suffisait à donner un caractère impérialiste à la guerre. Les traîtres qui avaient épousé la cause des brigands impérialistes sous le prétexte de défendre la démocratie " en général " (ici contre le danger allemand, là contre le danger russe) condamnèrent les bolcheviks pour avoir mis fin à la guerre et liquidé les alliances militaires, et ils cherchèrent à poignarder la révolution d'Octobre. C'est contre eux, contre la guerre, contre l'impérialisme mondial qu'Octobre vainquit : ce fut là une victoire PUREMENT prolétarienne et communiste.

b)- En triomphant des attentats de ces traîtres, Octobre revendiqua les principes oubliés de la révolution, et il restaura la doctrine marxiste dont ils avaient complété la ruine. La voie de la victoire sur la bourgeoisie, il la définit pour toutes les nations : emploi de la violence et de la terreur révolutionnaires - rejet des "garanties démocratiques" - application illimitée de la dictature de la classe ouvrière exercée par le parti communiste, concept essentiel du marxisme. Ainsi, il abandonnait pour toujours à leur imbécillité ceux qui, dans la dictature, voyaient le pouvoir d'un homme, et presque autant ceux qui, redoutant la tyrannie au même titre que les démocrates bourgeois, n'admettaient que la dictature d'une classe amorphe, non constituée "en parti politique" comme le voulaient les textes séculaires du marxisme.

c)- Depuis, la classe ouvrière s'est souvent présentée sur la scène politique (ou pis, parlementaire) fictivement divisée en plusieurs partis : jamais la leçon d'Octobre, montrant que la voie révolutionnaire ne passe pas par l'exercice du pouvoir en commun avec ces serviteurs du capitalisme, mais par leur liquidation violente, les uns après les autres, jusqu'au pouvoir total de l'unique parti prolétarien, n'a été démentie.

L'importance de ces trois points réside dans le fait que c'est peut-être justement en Russie, en raison de la survivance d'un despotisme médiéval, qu'une exception par rapport aux pays

bourgeois avancés aurait pu s'expliquer. Or c'est au contraire la voie unique et mondiale tracée par la doctrine universelle du marxisme (dont à aucun moment, ni dans la pensée ni dans l'action, Lénine non plus que son admirable parti bolchevik ne s'écarterent) que la révolution russe emprunta, que les révolutionnaires russes martelèrent, à la terreur ou à l'enthousiasme du monde.

Et par qui ces grands noms de Lénine et de bolchevisme sont-ils aujourd'hui exploités ? Par des gens qui, en s'excusant de ces "voies" que la Russie aurait été "obligée" de prendre, en raison de circonstances et de conditions "locales", trahissent l'ignoble honte que leur inspirent ces gloires qu'ils feignent obstensiblement de vouloir célébrer ! Des gens qui - comme si telle était leur mission, comme s'ils en avaient seulement le pouvoir ! - promettent de faire parvenir les autres pays au socialisme par d' autres voies, différentes selon les nations, que leur trahison et leur infâme pave de tous les matériaux fangeux que l'opportunisme est capable de pétrir : liberté, démocratie, pacifisme, coexistence émulation !

Ignoble spectacle !

Pour Lénine, la révolution occidentale était l'oxygène dont le socialisme avait besoin en Russie.

Pour ces gens-là, l'oxygène est que le capitalisme fructifie et prospère dans le reste du monde, pour pouvoir coexister et marcher avec lui.

SINISTRE PARABOLE DE LA REVOLUTION TRONQUEE.

12.- La seconde question à examiner est celle de la structure économique de la Russie lors de la victoire d'Octobre. Les éléments essentiels de la réponse ont été établis par Lénine dans des textes fondamentaux auxquels il ne suffit pas d'emprunter quelques citations, mais auxquels on doit se référer de la façon la plus étendue, en mettant toutes ses formules en relation avec les conditions du milieu russe et avec les rapports de force, considérés dans leur développement historique (1)

En tant que "révolution double", la révolution russe devait porter sur le théâtre des opérations TROIS modes historiques de production, tout comme l'Allemagne d'avant 1848 où la vision marxiste classique reconnaissait trois forces en présence : l'empire médiéval aristocratique-militaire, la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat, c'est à dire le servage, le salariat et le socialisme.

En Allemagne, le développement industriel était alors limité quantitativement, sinon qualitativement. Si Marx

(1)- C'est ce qui a été fait dans les articles Russia e rivoluzione nella teoria marxista et Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, publiés dans l'organe du Parti communiste internationaliste d'Italie, dans une série de numéros entre Nov.1954 et fin 1956, et qui seront ultérieurement traduits en français.

introduisit néanmoins le troisième personnage : le prolétariat, ce fut parce que les conditions technico-économiques du troisième mode de production existaient déjà pleinement en ANGLETERRE, tandis que les conditions politiques semblaient présentes en FRANCE : à l'échelle européenne, il existait donc une perspective socialiste. L'idée d'une chute rapide du pouvoir absolu en Allemagne au bénéfice de la bourgeoisie, et d'une attaque ultérieure du jeune prolétariat à celle-ci était liée à la possibilité d'une victoire ouvrière en France où, après la chute de la monarchie bourgeoise de 1831, le prolétariat de Paris et de la province livra généreusement une bataille que, malheureusement, il perdit.

Les grandes visions révolutionnaires sont fécondes, même quand l'histoire en renvoie à plus tard la réalisation.

Dans celle de Marx, la France aurait donné la POLITIQUE, avec l'instauration de la dictature ouvrière à Paris, comme cela fut effectivement tenté en 1831 et 1848, et réalisé en 1871, où cette dictature succomba, mais glorieusement, et les armes à la main.

L'Angleterre aurait donné l'ECONOMIE et l'Allemagne la DOCTRINE, cette doctrine que Léon Trotsky appliqua à la Russie sous son nom classique de révolution permanente. Chez Marx, comme chez Trotsky, la permanence de la révolution se vérifie dans un cadre mondial, non à l'échelle misérable d'une nation. Le terrorisme idéologique des stalinienens a condamné la révolution permanente: mais ce sont eux qui l'ont singée dans une parodie vide et toute imbibée de patriotisme.

En 1917, dans la vision de Lénine (et celle de nous tous, qui le suivions), la Russie révolutionnaire (industriellement en retard comme l'Allemagne de 1848) devait offrir la flamme de la révolution politique, rendant toute sa force à cette grande doctrine grandie en Europe et dans le monde. L'Allemagne vaincue aurait fourni les forces productives, le potentiel économique. Le reste de cette Europe centrale si tourmentée aurait suivi. Puis une seconde vague aurait submergé les "vainqueurs": la France, l'Italie (que dès 1919 nous espérames en vain entraîner dans la première vague), l'Angleterre, l'Amérique et le Japon.

Dans le noyau Russie-Europe, le développement des forces productives en direction du socialisme n'aurait pas rencontré d'obstacles et n'avait besoin que de la dictature du parti communiste.

13.- Pour cette rapide esquisse du résultat de nos recherches, il nous faut considérer l'autre issue, celle d'une Russie restée seule avec la victoire politique en mains. Situation d'énorme avantage par rapport à 1848, où toutes les nations entrées dans la lutte restèrent sous la coupe du capitalisme, et l'Allemagne plus en arrière encore.

Résumons brutalement la perspective intérieure de Lénine dans l'attente de la révolution occidentale.

Dans l'industrie, contrôle de la production, et plus tard, gestion par l'Etat; cela signifiait bien la destruction de la bourgeoisie privée, et donc la victoire politique, mais aussi une administration économique de type mercantile et capitaliste développant seulement les bases du socialisme.

Dans l'agriculture, destruction de toute forme de sujétion féodale, et gestion coopérative des grandes tenures, avec le minimum possible de tolérance à l'égard de la petite production mercantile. Celle-ci était déjà la forme dominante en 1917, et la destruction du mode féodal de production (qui, elle, fut effective non seulement politiquement mais économiquement) n'avait pu que l'encourager; les ouvriers agricoles sans terre, seuls "paysans pauvres" véritablement chers à Lénine, avaient en effet diminué de nombre, l'expropriation des paysans riches les ayant transformés en propriétaires.

La question des rythmes de l'évolution fut posée dans la grande discussion de 1926 au sein du P.C.R. (1). Staline disait: si le plein socialisme est impossible ici, alors nous devons abandonner le pouvoir. Trotsky cria sa foi dans la révolution internationale, affirmant qu'il fallait rester au pouvoir à l'attendre même si elle devait tarder encore pendant cinquante ans. On lui répondit que Lénine avait parlé de vingt ans pour la Russie isolée. En réalité, Lénine parlait de vingt ans de "bons rapports" avec les paysans, après quoi, même si la Russie n'était toujours pas devenue socialiste économiquement, la lutte des classes entre ouvriers et paysans se serait déclenchée pour liquider la micro-production rurale et le micro-capitalisme privé agraire, qui consumaient les forces de la révolution.

Mais dans l'hypothèse de la révolution ouvrière européenne, la micro-propriété terrienne (qui sous sa forme kolkhossienne actuelle est indéracinable) aurait subi sans délais un traitement draconien.

14.- La science économique marxiste sert à prouver que le stalinisme n'en est même pas arrivé au résultat que Lénine prévoyait pour vingt ans plus tard. Pourtant ce ne sont pas vingt mais quarante ans qui se sont écoulés: mais les rapports avec les paysans kolkhosiens sont aussi "bons" que sont mauvais les rapports avec les ouvriers de l'industrie, celle-ci étant gérée par l'Etat sous le régime du salaire dans des conditions d'échange de la force

(1)- elle a été élucidée à fond, outre dans les articles ci-dessus cités, dans les annexes du Dialogue avec les Morts.

de travail encore pires que celles qui existent dans les capitalismes non camouflés. Le paysan, lui, est bien traité comme coopérateur de l'entreprise kolkhosienne, et mieux encore comme petit gérant de terre et de capital-réserves.

Il est inutile de rappeler les caractéristiques bourgeoises de l'économie soviétique, qui vont du commerce à l'héritage et à l'épargne. Elle ne s'achemine nullement vers l'abolition de l'échange monétaire, aussi les rapports entre les ouvriers et les paysans vont-ils dans un sens opposé à l'abolition de la différence entre travail industriel et travail agricole, ainsi qu'entre travail mental et travail manuel.

Quarante ans nous séparent de 1917, et environ trente de la date à laquelle Trotsky évaluait à une cinquantaine d'années (ce qui portait à 1975 environ) le temps qu'il serait possible de rester au pouvoir, mais la révolution prolétarienne n'est pas venue, en Occident. Les assassins de Trotsky et du bolchevisme ont construit largement le capitalisme dans l'industrie, c'est à dire les bases du socialisme, mais seulement de façon limitée dans l'agriculture; et ils sont encore en retard de vingt ans sur les vingt ans de Lénine en ce qui concerne la liquidation de la stupide forme kolkhosienne, dégénérescence du capitalisme libéral classique lui-même dont, dans un accord souterrain avec les capitalistes d'au-delà les frontières, ils veulent aujourd'hui infecter jusqu'à l'industrie et toutes les formes de la vie. Mais il ne faudra pas attendre jusqu'à 1975 pour voir des crises de production déferler sur les deux camps "en émulation", crises qui balaieront les meules de paille et les poulaillers privés aussi bien que les garages individuels et toutes les misérables installations du répugnant idéal domestique kolkhosien, cette illusoire Arcadie d'un capitalisme populiste.

15.- Une récente étude d'économistes bourgeois américains sur la dynamique mondiale des échanges calcule que la course actuelle à la conquête des marchés (qui, après le second conflit mondial s'est dissimulée derrière le louche puritanisme de la secourable Amérique) atteindra un point critique en 1977. Vingt ans nous séparent encore de la nouvelle flambée de la révolution permanente conçue dans le cadre international, ce qui coïncide tant avec les conclusions du lointain débat de 1926 qu'avec le résultat de nos recherches de ces dernières années.

Une nouvelle défaite ouvrière ne pourra alors être évitée que si la restauration théorique n'attend pas pour se faire qu'un troisième conflit mondial ait déjà regroupé les travailleurs derrière tous les drapeaux maudits que l'on sait (contrairement à ce qui se passa en 1914 et qui contraignit Lénine à un effort gigantesque). Cette restauration devra pouvoir se développer bien avant, avec l'organisation d'un parti mondial n'hésitant pas à proposer sa propre dictature: une hésitation sur ce point équivaut à une liquidation.

Au cours des vingt ans qu'il nous reste à subir, la production industrielle et le commerce mondiaux connaîtront une crise qui aura l'ampleur de la crise américaine de 1932, mais qui n'épargnera pas, cette fois, le capitalisme russe. Elle pourra constituer la base du retour de groupes prolétariens résolus, mais minoritaires sur des positions marxistes qui seront bien éloignées de celles des pseudo-révolutions anti-russes de type hongrois dans lesquelles paysans, étudiants et ouvriers combattent côte à côte, à la manière stalinienne.

Peut-on hasarder un schéma de la future révolution internationale? Son aire centrale sera constituée par les pays qui ont répondu aux ruines de la guerre par une puissante reprise productive, en premier lieu l'Allemagne - y compris celle de l'Est - la Pologne et la Tchécoslovaquie. Une insurrection prolétarienne succèdera à l'expropriation féroce de tous les possesseurs de capital popularisé, et son épiscentre devrait se trouver entre Berlin et le Rhin, le Nord de l'Italie et le Nord-Est de la France étant rapidement entraînés dans le mouvement.

Une semblable perspective n'est pas accessible aux minus qui ne veulent pas accorder même une heure de survivance relative à aucun des capitalismes, qui sont tous semblables, à leurs yeux, et à exécuter en série, même s'ils ne disposent pour cela que de canons à culasse, au lieu de missiles atomiques !

Que Staline et ses successeurs aient révolutionnairement industrialisé la Russie en même temps qu'ils castraient contre-révolutionnairement le prolétariat mondial, c'est la nouvelle révolution qui le démontrera: pour elle, la Russie sera une réserve de forces productives bien avant que d'être une réserve d'armées révolutionnaires.

Dans cette troisième vague historique de la Révolution, l'Europe continentale deviendra communiste politiquement et socialement - ou bien le dernier marxiste aura disparu.

Le capitalisme anglais a déjà brûlé les réserves qui lui permettaient, ainsi que Marx et Engels le lui reprochèrent, d'embourgeoiser à la façon labouriste l'ouvrier anglais. Lors du suprême conflit qui aura alors lieu, ce sera le tour du capitalisme américain, dix fois plus vampire et oppresseur. A la répugnante émulation d'aujourd'hui se substituera le mors tua vita mea social.

16.- C'est pour cela que notre commémoration s'adresse non pas aux quarante ans passés, mais aux vingt ans à venir, et à leur dénouement.

PHYSIONOMIE SOCIALE DES REVOLUTIONS ANTI-COLONIALISTES

Les bouleversements qui se produisirent dans les colonies, pendant et après la deuxième guerre mondiale, ont été l'objet d'interprétations nombreuses et discordantes - dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles n'ont rien de commun avec une véritable analyse marxiste de ces événements historiques. Quoi qu'il en soit l'importance, pour le mouvement prolétarien futur, d'une évaluation exacte de la portée des mouvements anti-colonialistes - sur le triple plan économique, social et politique - n'est pas à démontrer.

Une mise en place théorique de notre interprétation et son intégration à notre conception générale de l'histoire, seront l'objet de travaux ultérieurs. Aujourd'hui nous voudrions simplement répondre à un certain nombre d'objections, émises dans le camp révolutionnaire lui-même, à notre thèse centrale : les mouvements démocratiques-révolutionnaires dans les colonies sont révolutionnaires et, là où ils ont pu prendre le pouvoir politique, nous avons assisté à une révolution sociale; mais cette révolution constitue le passage d'une économie féodale ou même pré-féodale (contenant bien sûr les embryons d'une production salariale et mercantile) à une économie capitaliste et doit donc être qualifiée clairement de révolution bourgeoise.

La principale objection concerne l'appréciation du rôle joué par la bourgeoisie indigène au cours des bouleversements coloniaux. Outre la fondation d'Etats indépendants, la libération de l'occupation colonialiste n'a-t-elle pas déterminé une mise en branle de la révolution sociale ? De la réponse que l'on apportera à cette question dépendra la réponse que l'on donnera à cette autre question, non moins importante : quelle part a joué la bourgeoisie indigène dans ces bouleversements ? Il est évident que si l'on accepte la thèse suivant laquelle la liquidation du colonialisme historique et la fondation de l'Etat national ont ouvert la voie à une révolution sociale, il faut aussi admettre que la bourgeoisie, ou plutôt la proto-bourgeoisie indigène, a joué un rôle révolutionnaire à la tête de la révolte anti-colonialiste. Nous estimons, quant à nous, que la désagrégation des empires coloniaux a provoqué, dans les ex-colonies, et surtout dans celles d'Asie, une révolution sociale de nature à avoir une grande influence sur la lutte finale que le prolétariat mondial devra affronter pour mettre fin à la domination capitaliste dans le monde entier.

La thèse selon laquelle la bourgeoisie coloniale serait incapable de jouer un rôle révolutionnaire ne fait que généraliser arbitrairement la position prise par MARX et ENGELS au lendemain de la chute de la Commune de Paris en 1871. La bourgeoisie européenne se liguant contre le prolétariat révolutionnaire, par dessus les frontières nationales et même par dessus les fronts militaires, avait ainsi mis fin à la période historiquement nécessaire, et partant positive, de la confluence révolutionnaire de la bourgeoisie démocratique et du prolétariat socialiste.

La thèse de MARX niait que la bourgeoisie fût encore capable d'action révolutionnaire, ce qui entraînait cette conséquence que le prolétariat ne devait plus lui fournir son appui. Après l'écrasement de la Commune obtenu grâce à l'accolade du républicanisme démocratique de THIERS et de l'absolutisme militaire allemand, le rôle révolutionnaire de la bourgeoisie européenne pouvait être considéré comme définitivement épuisé. Le cycle historique révolutionnaire de la bourgeoisie, ouvert, sur le plan historique et critique, par la victoire des "encyclopédistes" réalisée par la révolution de 1789 et complétée par les révolutions de 1830 et 1848, se termina au cimetière du Père Lachaise, sur le lieu du massacre des derniers défenseurs de la Commune.

La position marxiste pourrait se traduire ainsi : l'expérience de la Commune a prouvé que l'Europe bourgeoise est divisée par une frontière de classe bien plus réelle et déterminante que les frontières entre les Etats. La frontière de classe qui sépare la révolution de la conservation sociale passe irrémédiablement entre la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat, la réaction féodale ayant désormais cessé d'exister comme force historique. Il s'ensuit que tout mouvement révolutionnaire, c'est à dire chaque bouleversement social capable de changer le cours de l'histoire, ne peut plus être que l'action du prolétariat, dirigé par le parti communiste, contre la bourgeoisie.

Le tort de ceux qui nous critiquent réside en ce qu'ils universalisent d'une façon arbitraire, une position qui, en fait était discriminatoire, en ce sens qu'elle ne s'appliquait pas à tout l'espace géo-social de la planète, mais seulement à une partie - et précisément aux pays où la lutte de classe avait définitivement atteint le "stade bourgeois", c'est à dire à une forme de société dans laquelle le pouvoir bourgeois dominant, débarrassé de tout danger de retour offensif du féodalisme, se trouve déjà devant un prolétariat organisé en classe.

A quel stade se situe la lutte des classes dans les pays

coloniaux à l'époque de la lutte anti-colonialiste ? Certainement pas au stade bourgeois. Les bouleversements historiques qui ont abouti à la liquidation de l'occupation coloniale dans presque toute l'Asie et une partie de l'Afrique, se sont déroulés dans une ambiance historique qui était et reste encore, dans certains cas, le point de départ et non d'arrivée du mouvement qui tend précisément à introduire en Asie et en Afrique un "stade bourgeois". Ce qui revient à dire que, dans les pays afro-asiatiques, nous sommes encore loin d'avoir atteint l'équivalent historique de ce que représenta l'année 1871 pour l'Europe occidentale. Les frontières qui délimitent les nouveaux Etats indépendants sont encore bien plus importantes et plus profondes que les frontières sociales qui séparent la bourgeoisie naissante des premiers éléments du prolétariat industriel. C'est tout le contraire de ce qui se passe en Europe où, pour la bourgeoisie, le problème de la défense nationale passe définitivement au second plan, pour laisser la place au front de conservation de la "fédération" des bourgeoisies dominantes contre le prolétariat.

L'occupation étrangère avait pratiquement conduit, dans les pays coloniaux, à la pétrification de rapports sociaux archaïques. Il est vrai que le colonialisme capitaliste (semblable, en cela, à toutes les formes historiques du colonialisme) a été contraint d' "importer", dans les colonies, le mode de production capitaliste : l'exploitation des matières premières des pays d'outre-mer, nécessaires pour les industries métropolitaines, a imposé l'introduction du travail salarié dans les colonies ou semi-colonies (comme par exemple les pays producteurs de pétrole dans le Moyen-Orient). Ce qui signifie que l'évolution historique aux colonies a poussé l'impérialisme des Blancs à introduire, dans un milieu historique pré-bourgeois le mode de production capitaliste et ensuite, par la force des choses, à semer les germes d'une bourgeoisie indigène.

Mais l'impérialisme colonialiste obéit à des intérêts contradictoires qui le poussent à industrialiser les colonies dans la mesure seulement où cela correspond aux intérêts nationaux des métropoles; ces intérêts seraient menacés et le processus s'élargissait jusqu'à comprendre toute l'économie locale de la colonie.

Que l'on prenne le cas de l'Inde, où pourtant l'impérialisme britannique avait bien jeté les bases de la révolution capitaliste industrielle (construction de chemins de fer, par exemple), mais n'avait pas déterminé le développement des industries fondamentales : ce n'est que maintenant qu'apparaît une industrie

sidérurgique et il est facile de comprendre pourquoi les monopoles sidérurgiques britanniques ne pouvaient tolérer l'affirmation d'entreprises concurrentes dans les colonies, tant que ces dernières restaient soumises à la Couronne britannique.

Le colonialisme, en comprimant le processus d'industrialisation qu'il avait pourtant fait naître, déterminait une convergence entre les intérêts des classes dirigeantes de la métropole et ceux des couches conservatrices des colonies, dont l'existence en tant que classe était menacée par les progrès de l'industrialisation elle-même. Autrement dit, dans les pays coloniaux et ex-coloniaux, le camp de conservation sociale et de la contre-révolution ne se basait pas seulement sur l'impérialisme colonialiste, mais s'appuyait aussi sur la réaction féodale indigène.

Le cas de la Jordanie est flagrant à cet égard. L'alignement féodalisme-impérialisme s'y est montré en pleine lumière au cours de la crise de l'année dernière. Les soulèvements organisés par les nationalistes et conduits par les masses prolétaires ont automatiquement mobilisé les forces du camp de la conservation sociale. Et qui a-t-on vu dans ce camp ? La VI^e flotte américaine et les bédouins du désert, c'est à dire les représentants militaires de la puissance bourgeoise la plus évoluée et les survivants du féodalisme asiatique.

Les événements d'aujourd'hui ne doivent pas non plus nous faire oublier ceux d'hier. Rappelons qu'avant l'octroi de l'indépendance près de la moitié de l'Inde était territoire britannique: le reste, avec une population égale à environ un cinquième du total, était subdivisé en 562 (nous disons bien 562) Etats et sous-Etats d'importances diverses. Les rapports entre la Couronne et les Etats étaient réglementés par les traités ou chartes de l'ancienne Compagnie des Indes, ou tout simplement par des ententes fondées sur la coutume.

Depuis la grande révolte des Cipayes en 1857, la souveraineté était partagée, en proportions différentes, entre la Couronne britannique, la Compagnie des Indes et les princes: mais à l'égard de tous, indistinctement, le gouvernement britannique, en tant que "Paramount Power", conservait le contrôle exclusif sur les relations diplomatiques, la politique étrangère et la défense de ces Etats. Ceci confirme la thèse selon laquelle le colonialisme ne subsistait et ne subsiste encore que sur la base d'une alliance féodalo-impérialiste.

Dans l'Inde ancienne, cette souveraineté était incarnée dans la Couronne britannique, représentant du capitalisme d'outre-mer, et dans la champignonnière des princes intéressés à la conservation des rapports pré-capitalistes locaux. Une situation semblable est toujours en vigueur en Malaisie, où le pouvoir est divisé entre la Couronne britannique et les princes féodaux. L'essentiel du problème posé par les révolutions afro-asiatiques se ramène toujours à ceci : il faut reconnaître le fait indéniable de l'existence, dans les colonies et les pays ayant quitté depuis peu le stade colonial d'un double front où se soudent les deux remparts réactionnaires suivants : la conservation impérialiste et la conservation féodale.

Si ceci est admis, aucun doute n'est plus possible en ce qui concerne la nature des révolutions afro-asiatiques. En luttant contre l'occupant impérialiste ou contre son retour offensif, le camp démocratique indépendant lutte en même temps contre la réaction féodale interne, qui trouve son soutien dans l'impérialisme. La lutte anti-colonialiste tend donc à réaliser un passage de formes historiques de la production et de l'organisation sociale : ce passage est synonyme de révolution sociale (que, par la suite, les nouveaux Etats bourgeois, nés dans les pays coloniaux, et leurs bourgeoisies, s'allient à leur tour à l'impérialisme, ceci constitue un autre problème qui posera à nouveau bientôt, dans cet espace, le schéma marxiste de l'Europe d'après 1870.)).

Dans de telles circonstances historiques, il est impossible de s'en tenir à la discrimination opérée par MARX et ENGELS à propos de la bourgeoisie de l'Europe occidentale. La bourgeoisie naissante de couleur, celle que nous avons appelée la proto-bourgeoisie indigène, organisée dans le mouvement national démocratique, se trouve agir dans des conditions comparables à celles dans lesquelles opérait la bourgeoisie de l'Europe occidentale, pendant la période de sa montée au pouvoir. Dans les pays afro-asiatiques, le mouvement démocratique bourgeois s'est engagé à fond dans la lutte contre la réaction féodale, celle-ci restant tenacement enracinée depuis des siècles, dans des rapports de production, vestiges d'un monde révolu.

Ce n'est donc pas le prolétariat qui représente l'ennemi immédiat dans les nouveaux Etats démocratiques bourgeois, mais les couches sociales qui tendant à conserver les vieux rapports de production. Et cela non seulement parce que le prolétariat industriel asiatique est encore en gestation, mais aussi (et c'est précisément pour cela) parce que les agglomérats de prolétariats existants n'ont pu encore exprimer, dans leur sein, des programmes

comparables à celui que réalisa un autre parti prolétarien qui se trouva lui aussi avoir à lutter dans un milieu historique dominé par une alliance féodale - impérialiste : le parti bolchevique.

o

o

o

C'est à dessein que nous avons cité le cas du parti bolchevique. Il faut en parler car il constitue l'argument dont se servent nos critiques pour nous accuser de lèse-marxisme (!) devant notre affirmation du caractère révolutionnaire des mouvements anti-colonialistes, bien que nous sachions que la direction de tels mouvements reste entre les mains de la bourgeoisie indigène.

L'alliance féodalo-impérialiste n'est pas un fait nouveau ni localisable aux seuls pays afro-asiatiques. On la retrouve aussi dans les pays non soumis à la domination coloniale. En effet, une alliance typique féodalo-impérialiste était celle qui liait l'Etat tsariste de Russie, lequel s'appuyait politiquement sur des structures sociales pré-bourgeoises, aux grandes puissances impérialistes de l'Europe Occidentale : la France, l'Angleterre, la Belgique, etc... Et cette alliance était si solide que le Gouvernement tsariste n'hésitait pas, en 1914, à se jeter dans une guerre pour la défense des intérêts mondiaux de ces puissances. Bien avant le cas des ex-colonies, l'exemple de la Russie de Nicolas II prouve combien était historiquement possible une alliance entre des classes dominantes, qui tendent à conserver, chacune pour soi, des modes de production et d'organisation sociale diamétralement opposés. Il faut toutefois expliquer pourquoi la bourgeoisie russe, contrairement à la bourgeoisie des colonies, fut incapable de jouer un rôle indépendant et refusa de diriger la révolution anti-féodale. Pour abattre le pouvoir tsariste, il fallut la révolution du prolétariat communiste, la bourgeoisie démocratique qui, pourtant, avait "tout un monde à gagner" sur les ruines du tsarisme semi-féodal, se révéla absolument incapable d'une action révolutionnaire; au contraire, elle a fait front contre la révolution, lui opposant une attitude invariablement défaitiste. Pendant des dizaines d'années, elle invoqua, au travers de ses intellectuels et de ses politiciens, le renouvellement de la société, mais chaque fois que la nécessité historique la poussait à l'action, elle reculait. Se trouvant chaque fois en contact avec le prolétariat révolutionnaire, elle reniait ses propres programmes et s'abritait derrière le pouvoir tsariste. Ceci fit qu'à l'alliance féodalo-impérialiste on ne put jamais opposer l'alliance insurrectionnelle démocratique socialiste. En fin de compte, le prolétariat dut se charger de tout le poids de la révolution et la faire seul, d'abord contre le pouvoir tsariste et ensuite, celui-ci

étant tombé, contre la bourgeoisie russe.

La différence entre le comportement politique de la bourgeoisie, respectivement dans la Russie tsariste et dans les colonies où le milieu historique était le même, caractérisé substantiellement par la domination de l'alliance féodalo-impérialiste, est à rechercher dans les degrés différents de préparation politique du prolétariat. Ce qui a privé le prolétariat des pays coloniaux de toute possibilité d'action indépendante dans les révolutions anti-colonialistes, et a permis aux partis bourgeois et petits-bourgeois d'y assumer la direction des mouvements a été, et reste encore, l'absence - par suite de causes historiques que nous ne pouvons analyser ici - d'un parti prolétarien éduqué au travers du marxisme révolutionnaire.

Autrement dit, il manquait, dans les révolutions anti-colonialistes, un parti de type bolchevique, c'est à dire un parti marxiste capable d'agir dans un milieu historique dans lequel la voie vers la révolution sociale était barrée par un pouvoir féodal, s'appuyant sur un impérialisme étranger. Malheureusement le prolétariat afro-asiatique a dû subir la direction des faux partis communistes, fidèles à Moscou, qui ont cessé depuis des dizaines d'années d'appliquer le marxisme et le léninisme, même si leur littérature est remplie de citations de Marx et de Lénine.

RUSSIE TSARISTE ET COLONIES .-

En Russie, le mouvement marxiste, en tant que théorie et organisation du parti, surgit en même temps que les principaux courants idéologiques et politiques de la démocratie bourgeoise. Le communisme russe naquit dans des circonstances favorables, ayant derrière lui l'expérience encore fraîche du socialisme français de la Commune et de la production théorique colossale des révolutionnaires sociaux-démocrates austro-allemands. C'était l'époque où s'amorçait ce vaste "raz de marée" du mouvement prolétarien révolutionnaire d'Europe. Grâce à l'émigration russe, de puissantes lames de fond pénétrèrent jusqu'aux confins de l'empire tsariste. Dans de telles conditions, le communisme russe guidé par Lénine, était en mesure de talonner et même de dépasser avec vigueur les partis démocratiques bourgeois.

Le fait que la bourgeoisie tente de s'en servir, en l'adaptant à ses exigences, sous d'habiles falsifications (tel le struvisme) prouve combien fut puissante l'emprise du marxisme sur les masses. Dans la Russie tsariste se produisit un événement qui ne s'était encore jamais vérifié dans les précédentes révolutions anti-colonialistes : la bourgeoisie ne fut pas la seule

classe munie d'un programme révolutionnaire. Au contraire, elle fut largement dépassée, tant sur le plan politique que doctrinaire, par le prolétariat. C'est une réalité dont on s'était déjà aperçu au moment de la faillite de la révolution anti-tsariste de 1905. La bourgeoisie dut alors constater que la révolution se mettait en mouvement non comme elle l'aurait voulu, mais par l'effet de l'utilisation d'une arme exclusivement prolétarienne : la grève générale insurrectionnelle; et elle se convainquit avec terreur qu'au moindre ébranlement de l'échafaudage tsariste apparaît l'instrument du pouvoir révolutionnaire ouvrier : le Soviet.

Quiconque sait que toute révolution est une guerre armée entre les classes comprend pourquoi la bourgeoisie russe hésita longuement et enfin refusa d'engager une guerre sociale contre le tsarisme, sachant qu'elle avait dans son dos un prolétariat aguerri qui allait se transformer, par l'action des organisations marxistes, en ennemi mortel.

Il est vrai que, pour la bourgeoisie russe, le tsarisme constituait une diminution grave de ses chances de domination sociale et un obstacle sur son chemin vers le pouvoir politique; mais le communisme marxiste représentait la négation de son existence en tant que classe. Dans ces conditions, l'alliance bourgeoisie-prolétariat contre le pouvoir tsariste devenait impossible - alliance qui avait cependant été possible en France, durant la Grande Révolution - et ce fut le mérite impérissable des bolcheviques et de Lénine en particulier, de combattre et de disperser les menchevicks qui croyaient à une telle alliance.

Par contre, quelle est la situation des mouvements ouvriers dans la révolution anti-colonialiste ? Le prolétariat des pays coloniaux - nous le répétons - ne pouvait pas s'exprimer dans un parti véritablement marxiste, et il est resté prisonnier de la dégénérescence idéologique du stalinisme. Loin de nous l'idée de mettre en accusation le prolétariat des colonies. Ce qui serait ridicule, surtout parce que le phénomène ne s'explique ni par des causes subjectives, ni par suite de circonstances locales. L'essentiel consiste dans le fait que la révolution anti-féodale russe et la révolution anti-féodale dans les colonies ont mûri dans des conditions mondiales de lutte de classe absolument différentes.

Tandis que la révolution russe apparaissait dans une période d'ascension du mouvement marxiste international - c'était l'époque où les Kautsky et les Plekhanov, non seulement n'avaient pas encore trahi, mais enrichissaient au contraire le mouvement

ouvrier de précieuses contributions doctrinales, et où la II^{me} Internationale promettait ce qu'elle ne tint pas par la suite - la révolution anti-colonialiste a éclaté dans une période de déclin épouvantable du mouvement ouvrier.

Dans la période la plus obscure de la longue histoire du communisme, les courants de gauche des partis communistes ayant été déracinés et dispersés, la III^{ème} Internationale totalement stalinisée et châtrée, le bolchevisme écrasé et massacré en Russie, le prolétariat des pays les plus évolués du monde a été irréparablement empoisonné par les idéologies des "partisans" et des "libérateurs". En outre, il existait en Russie une classe ouvrière concentrée dans de grands complexes industriels urbains avec, donc, un potentiel révolutionnaire très élevé. Ce qui n'est nullement le cas pour la majorité des nouveaux Etats apparus en Asie depuis la dernière guerre.

Dans de telles conditions, la révolution anti-féodale dans les colonies ne pouvait pas répéter le modèle bolchevique, mais était condamnée à rester sur le modèle bourgeois et démocratique des révolutions des années 1700 et 1800. Derrière la bourgeoisie indigène, munie d'un programme, même si celui-ci devait emprunter les expressions de l'idéologie fumeuse de la démocratie bourgeoise, s'alignait un prolétariat qui n'avait pas de programme, ou s'il en avait un, il n'était qu'une pâle imitation du programme bourgeois que les partis russo-communistes lui présentaient sous l'étiquette marxiste. Ceci devait inévitablement déterminer l'impuissance politique de la classe ouvrière, l'impossibilité d'une action politique indépendante capable de le porter à la direction du mouvement révolutionnaire. Par voie de conséquence, le rôle directeur dans la révolution anti-colonialiste devait rester entre les mains de la bourgeoisie indigène.

Venons-en à la conclusion : Pour défendre leurs principes, nos critiques prétendent que, non seulement en Europe et en Amérique, mais aussi dans tout le reste du monde, une révolution qui ne serait pas conduite par le prolétariat est impensable, allant jusqu'à nier que les bouleversements qui se sont vérifiés dans les colonies, et qui se vérifient encore, aient un contenu révolutionnaire.

Mais ceci revient à fermer les yeux sur la réalité. Quant à notre position au sujet du rôle des partis bourgeois et crypto-bourgeois que sont les partis "communistes" asiatiques,

elle sonnerait comme un démenti à la position prise par Marx à l'époque de l'écrasement de la Commune en 1871 ! C'est tout le contraire qui est vrai. La discrimination de Marx se rapportait aux pays à capitalisme accompli, c'est à dire aux pays dans lesquels le cycle historique bourgeois pouvait être considéré comme définitivement clos, l'Etat bourgeois étant complètement instauré et tout danger de retour offensif du féodalisme définitivement écarté. Dans ces pays, toute révolution future ne pouvait être que l'oeuvre du prolétariat, et du prolétariat seulement; pour les pays où la révolution bourgeoise devait encore venir, le problème restait posé. Il incombait au déterminisme de la lutte de classe de le résoudre dans l'aire qui en 1871 était encore en-dehors de la zone géo-sociale comprise dans la discrimination de Marx, c'est à dire la Russie tsariste et l'énorme espace contrôlé par le colonialisme.

Si le marxisme est la science de la réalité, il est antimarxiste de nier le caractère et la portée révolutionnaire des bouleversements afro-asiatiques. Que des forces bourgeoises et petites bourgeoises les aient encadrées, c'est là une chose que le marxiste explique sans devoir procéder à une refonte ou à un réajustement de sa doctrine et des traditions du mouvement. Au contraire, le fait que la révolution sociale, qui est féroce ment refoulée depuis quarante ans dans les entrailles profondes de la société bourgeoise d'Europe et d'Amérique, débouche et éclate dans l'aire afro-asiatique est une réalité qui renforce les convictions du marxiste et accroît sa capacité à persister, à résister et à attendre. Il signifie que l'impérialisme, malgré ses armées et ses engins apocalyptiques, n'est pas en mesure d'enfermer le monde dans les mailles de fer de la conservation et d'arrêter le cours de l'histoire.

Si ce qui est vieux et démodé croule et disparaît en Asie, si les vieilles structures sociales cèdent la place à de nouveaux rapports de production, même s'il s'agit de rapports de production bourgeois, tout cela ne fait que confirmer la loi générale de la dialectique historique. Même en Europe ou en Amérique, le vieux monde révolu devra, tôt ou tard, s'effondrer.

UNITE SYNDICALE ET POLITIQUE DE CLASSE

C'est avec une certaine curiosité qu'étaient attendus, dans le déjà lointain mois de juillet 1957, les résultats du Congrès du Syndicat National des Instituteurs. Le secrétaire général du S.N.I. devait y préciser les positions de son organisation sur la question de la réunification syndicale, que quelques controverses entre hauts pontifes syndicaux semblaient avoir mise à l'ordre du jour, et dans laquelle les "Enseignants", par leur situation privilégiée dans l' "autonomie", paraissaient devoir jouer le rôle important d'arbitres et de conciliateurs entre les deux centrales concurrentes.

Mais les déclarations que contenait leur rapport moral sont restées sans grans écho (1) et la question de la fusion organique n'a pas dépassé le stade des mises aux points des positions de principe. D'autre part, comme l'année 1957 ne nous a offert qu'un seul exemple de cette "union à la base" après laquelle soupirent ouvriers et militants (2), l' "unité en marche" a encore pas mal de chemin à faire pour devenir une réalité.

Il n'est pourtant pas nécessaire, pour caractériser ce que serait une telle unité, d'attendre qu'elle devienne effective; et l'exposition de notre propre point de vue sur ce sujet, du fait que ses arguments sont d'ordre général et historique, peut fort bien s'affranchir des préoccupations d'opportunité de temps et de lieu. D'ailleurs le propos peut redevenir d'une actualité brûlante si la série noire des difficultés économiques qui semble promise au capitalisme français vient à susciter mécontentement et grèves chez les travailleurs

(1) - depuis la rédaction de cet article, le S.N.I. a pris l'initiative de réunions de discussion sur la question de la réunification syndicale. Diverses fédérations de fonctionnaires y assistent et déclarent être décidées à continuer cet effort. Mais les travaux ne semblent toujours être qu'au stade des "échanges de vue".

(2) - Les grèves de Saint-Nazaire en octobre-novembre 1957.

Quelle serait la signification de l'unité syndicale si elle venait à se réaliser dans les conditions présentes, c'est à dire en une phase historique qui n'a pas surmonté la grande défaite subie par le prolétariat il y a quelque trente ans ? De quel appoint serait-elle dans la reprise de classe ? Dans quelles conditions les masses ouvrières pourraient-elles lutter effectivement dans leurs syndicats unifiés ? C'est à ces questions que nous voudrions répondre ici, nous souciant peu, suivant notre ligne de conduite habituelle, de donner des directives d'action ou de formuler des perspectives, mais bien davantage de déraciner des préjugés solidement établis.

Avec la question de l'unité syndicale nous tenons en effet un sujet sur lequel la spéculation opportuniste s'est exercée avec le plus de succès, et dont le prestige est tel que, réduite à un mot d'ordre purement formel, cette unité apparaît encore aux yeux de tous comme la panacée universelle aux maux dont souffre le mouvement prolétarien - ce qui doit nous inciter à dénoncer sans faiblesse cette dangereuse illusion.

S'il est évident qu'au cours des dernières décades, pendant lesquelles la lutte ouvrière s'est révélée particulièrement décevante, la pluralité des organisations syndicales a servi avec une égale utilité un patronat vorace et des coteries de bureaucrates corrompus par l'opportunisme, il n'est pas moins vrai qu'au plus fort des grandes vagues de mouvements revendicatifs de cette période, les ouvriers n'ont jamais été aussi cyniquement trahis que lorsque leurs chefs syndicaux célébraient les vertus de l' "unité retrouvée".

Un tel paradoxe ne peut s'expliquer sans le secours de l'histoire. Dans la phase impérialiste du capitalisme, auquel l'échec de la révolution prolétarienne a accordé une longue et dure vie, la bourgeoisie, pour surmonter ses contradictions toujours plus aiguës, tend impérativement à s'assurer, de manière directe ou indirecte, le contrôle du mouvement économique, des revendications de salaires et des débats pour la fixation des conditions de travail, ainsi que des organismes qui y participent.

En pleine décadence du mode de production, ce contrôle est indispensable à la stabilité du régime, tant sur le plan de l'exploitation économique, où il tend à limiter la portée des conflits d'intérêts qui en surgissent, que sur le plan politique où il a pour but de prévenir la généralisation de l'action ouvrière, lourde du danger d'irruption du prolétariat sur la scène sociale. Mais une fois acquis, comme il l'a été après le recul qui a succédé à la grande vague révolutionnaire déclanchée par

Octobre 17, il dépend lui-même de la stabilité sociale et de la relative "prospérité" économique. Il puise ses racines, d'une part dans la corruption des couches privilégiées de la classe ouvrière et des dirigeants syndicaux qui en expriment les aspirations à la paix sociale, de l'autre dans l'isolement qui en résulte pour les couches les plus misérables. Ainsi compris comme double conséquence de la décomposition politique du mouvement prolétarien international et de la stabilité économique, retrouvée grâce à l'hécatombe de la seconde guerre mondiale, l'état dans lequel se trouve actuellement la classe ouvrière - essentiellement caractérisée par l'impuissance et le découragement - ne saurait être sérieusement modifié par les seules vertus d'un mot d'ordre, fut-ce celui de l'unification des organismes de revendication immédiate des travailleurs.

Cette apathie et cette désaffection pour la chose politique que l'on décèle aujourd'hui dans tous les aspects de l'activité ouvrière, il ne sera possible de les surmonter que lorsque surviendra une crise générale qui aura pour effet direct de tarir les sources économiques des privilèges, réels ou illusoire, concédés aux fractions les moins pressurées du prolétariat, et d'imposer à la totalité de la classe des vastes grèves radicales qui soumettrons ses dirigeants opportunistes au critère le plus impitoyable : le choix entre la réaction du capitalisme et la lutte de classe.

Aussi serait-il puéril d'attendre de ceux qui prétendent concilier l'intérêt des travailleurs avec la prospérité du système de production qu'ils fassent un effort véritable dans le sens d'une unification réelle des forces ouvrières, aussi longtemps que la situation économique leur permettra de spéculer sur les possibilités de corruption économique de catégories professionnelles ou de corps de métier. Ils ont tout lieu de craindre que cette unification, par l'afflux de revendications qu'elle susciterait, soumette à de rudes épreuves les mensonges sur la "solidarité nationale" auxquels, implicitement ou ouvertement, ils participent tous. L'incertitude de la conjoncture présente a pour effet de grandement les diviser sur ce point. Mais s'ils se voyaient pourtant contraints, sous la poussée de la misère économique croissante, de procéder à cette unité qu'ouvriers et militants du rang sentent nécessaire à l'efficacité de la lutte, il n'est pas douteux qu'ils s'emploieraient à la vider de tout potentiel classiste et conjugueraient tous leurs efforts pour emprisonner dans leur stérile perspective de progressisme et de réformisme le renouveau des diverses assises syndicales. L'unité ne serait, une fois encore, qu'un moyen différent, mais tout aussi efficace que la pluralité syndicale, de gaspiller l'énergie de la classe ouvrière.

Ce n'est pas là une hypothèse, mais une certitude que justifient de sensationnels précédents historiques. L'unité syndicale, dès lors qu'elle se réalise sous le patronage des laquais du capitalisme et sous leur trompeur programme de réforme, s'avère entre leurs mains un instrument puissant de neutralisation de la lutte ouvrière : le sabotage qu'ils en effectuaient "en détail" et sur le plan des catégories dans le pluralisme syndical, ils l'accomplissent désormais à l'échelle politique et nationale. Grâce au monopole qu'ils exercent sur les revendications des travailleurs, c'est l' "unité" même qui peut devenir l'ultime ressource de la bourgeoisie devant la marée montante des grèves et des protestations.

La portée d'une éventuelle réunification syndicale, c'est donc en fonction du rapport des forces réel entre bourgeoisie et prolétariat qu'il faut l'évaluer et en considération des conditions politiques et économiques qui le perpètrent. On ne saurait admettre à la fois que le mouvement prolétarien soit en pleine déroute et qu'il soit possible d'en couper la débandade par la propagation d'un mot d'ordre qui, dépourvu du contexte politique et historique de la crise sociale, n'entre pas en contradiction avec l'idéologie défaitiste du réformisme et du pacifisme social, qui empoisonne toute l'ambiance ouvrière.

C'est au contraire renforcer les mensonges de cette idéologie que de proposer aux ouvriers les plus combattifs, qui souvent tendraient, dans la pratique, à rompre avec elle, le terrain de la lutte pour l'unité syndicale, lequel, dans les conditions présentes de grande confusion politique, entraîne irrésistiblement ceux qui s'y cantonnent vers l'accord inconditionné avec la coterie d'opportunistes qui a en mains les destinées du syndicat.

En effet, dans la longue suite des échecs ouvriers, la combattivité et les sursauts de courage n'ont pas manqué. Ce qui a fait défaut, et qui a rendu inopérante toute réaction saine des militants de base, c'est la présence d'une continuité politique de classe, la liaison vivante entre l'expérience d'hier et celle d'aujourd'hui. L'opportunisme, pour accomplir sa triste besogne d'émascation de la lutte ouvrière, a besoin avant tout que les exploités oublient les dures leçons de l'histoire, l'expérience qui constitue le seul réservoir de certitudes et de convictions permettant de résister, même aux plus terribles moments, à l'insinuation idéologique du tout-puissant adversaire. Le voile d'illusions qui était l'oeuvre de plusieurs décades de propagande et d'activité réformistes, la première guerre mondiale et la ré-

volution russe l'avaient déchiré. Mais le néo-opportunisme staliniste en a tissé un nouveau, bien plus serré et bien plus solide; et dans ce but il a joint ses efforts à ceux des opportunistes chevronnés. Les stalinistes, au moment où ils réussirent à présenter comme un succès prolétarien le pacte conclu avec les renégats de la Seconde Internationale, ont réussi à escamoter en même temps tout l'historique du redressement opéré par Lénine dans sa lutte contre ces mêmes social-traitres, dont l'appui est désormais assimilé à la condition suprême du succès du socialisme. Mais ils parvenaient aussi, piétinant tout un champ historique baigné du sang prolétarien, à faire croire aux travailleurs que les vastes organisations de masse du prolétariat pouvaient traverser les pires phases de contre-révolution, consigner leurs forces vives entre les mains des agents reconnus du capitalisme sans abandonner pour autant la fidélité à la ligne de leur mission historique et sociale.

Ainsi, les mensonges entraînent d'autres mensonges et la confusion engendre la confusion. Depuis qu'ils sont plongés jusqu'au cou dans la fange de leur politique de compromis, les néo-opportunistes ne cessent de mentir. Chacune des alliances sociales qu'ils réalisent - et qui ne sont que des préludes à de nouvelles défaites du prolétariat - ils s'ingénient à la présenter comme une étape victorieuse, dans cette perspective d'incessante progression du mouvement ouvrier qu'ils font miroiter comme devant s'épanouir finalement dans un socialisme pacifiquement instauré. En face de ce colossal amoncellement de mensonges, ce qu'il convient de faire, pour oeuvrer effectivement à la future reprise prolétarienne, ce n'est pas d'y apporter quelque variante empruntée à l' "enfer-pavé-de-bonnes-intentions" de l'activisme, mais de dire aux prolétaires la vérité, la terrible mais salubre vérité sur leur défaite et dévoiler l'ignominie et les conditions de la trahison.

Regarder la réalité en face, c'est en somme ce que nous conseillons aux prolétaires dont la combativité est surtout impulsive. Cela ne signifie pas que nous n'accordions pas à l'unité organique des syndicats son caractère d'impérative nécessité, ou que nous pensions devoir nous désintéresser des luttes ouvrières pour les revendications immédiates. Nous disons simplement que cette unité, si elle venait à se réaliser dans les conditions présentes, ne présenterait que des avantages pratiques limités, que l'on ne doit envisager que sous l'angle des facilités qu'ils offriraient au développement d'une critique révolutionnaire dans les syndicats. Autrement dit, il faudrait la mettre à profit, non pour cimenter

l'agglomération des travailleurs autour d'un programme "passe-partout", mais pour y combattre sans merci l'opinion dominante, aujourd'hui saturée de réformisme et d'opportunisme.

Pour cette raison, le mot d'ordre d'unité n'est pas un mot d'ordre qu'on peut avancer en toute occasion, mais seulement quand la maturation de la crise sociale permet de lui donner un contenu d'énergique condamnation de l'opportunisme et d'expulsion de ses défenseurs. En dehors de ces conditions, il faut se pénétrer de cette vérité : si la division syndicale constitue toujours un recul de la force ouvrière, toute unité ne constitue pas pour autant une reprise prolétarienne, comme l'histoire est là pour nous le rappeler.

Leçons du passé : C.G.T. et C.G.T.U.

En France, la déconfiture du mouvement prolétarien du premier après-guerre s'est faite sentir de façon précoce sur le plan syndical, où les éléments révolutionnaires réagirent de la façon la plus désastreuse aux provocations de la majorité opportuniste-réformiste, entre les mains de laquelle la débâcle générale de 1914 avait laissé la direction des syndicats. Les militants de l'avant-garde ouvrière ripostèrent en créant une autre centrale syndicale : la C.G.T.U.

Il n'est pas contestable qu'en cette occasion les dirigeants de la vieille C.G.T. révélèrent sans vergogne leur rôle de valets serviles du capitalisme, en rendant l'ambiance des syndicats proprement intenable aux militants révolutionnaires et en poussant l'impudence jusqu'à faire exclure les principaux d'entre eux. Mais ces derniers, en tombant dans l'embuscade qui leur était tendue, et en abandonnant au monopole des opportunistes la grande masse des travailleurs, par la formation d'une nouvelle confédération, montrèrent qu'ils étaient mal débarassés de l'idéologie syndicaliste, laquelle repose sur une conception volontariste du rôle des syndicats, leur assignant notamment une rigidité doctrinale qui ne peut être l'apanage que du parti politique. On mesure, avec le recul, combien cette faute fut lourde, car elle justifia par la suite ce fameux concert sur l' "unité" qui servit d'argument et de paravent au complet reniement de l'intransigeance idéologique du parti prolétarien. La vraie position marxiste consiste à lutter au sein des syndicats, quelque pourrie d'opportunisme que soit leur direction, et non à isoler la fraction des ouvriers les plus avancés sous couvert de construire

une "bonne" organisation de défense. Derrière la tactique des "unitaires"...scissionnistes! se manifestait en réalité une grande faiblesse idéologique, qui puisait ses racines dans la tradition non marxiste de l'anarcho-syndicalisme.

Cependant bien que désastreuse sur le plan tactique et imputable à la tenace résistance de vieux préjugés volontaristes bien plus qu'à une nécessité objective, l'attitude des promoteurs de la C.G.T.U. relève de mobiles incontestablement de classe: sauvetage des principes de la lutte de classe dans les syndicats, tentative de soustraire les plus grandes masses de travailleurs à la stratégie internationale contre-révolutionnaire des réformistes. A ce titre la scission de 1921 n'a rien de commun avec, par exemple, celle de "Force Ouvrière" en 1947. Il faut le souligner car le fait prouve que les authentiques défenseurs de la classe ouvrière ne sont pas toujours ceux qui sont du côté de l'unité organique des syndicats et permet de juger quel chemin avait été parcouru lorsque les unitaires réintégrèrent la C.G.T.

Leur retour ultérieur dans la vieille centrale réformiste prend effectivement la tournure d'une véritable "amende honorable" d'ex-révolutionnaires assagis et convaincus de l'impossibilité du renversement violent du capitalisme. Quels que soient les subtils arguments "tactiques" invoqués, la réunification syndicale de 1936 résulte essentiellement du grand tournant opéré dans la Troisième Internationale et dans l'attitude de l'Etat ouvrier russe dégénéré, au moment où les organisations patronnées par Moscou se lancèrent à fond dans la politique des compromis destinés à concilier au pouvoir siégeant au Kremlin l'appui diplomatique, économique et militaire des capitalismes occidentaux. Dans le marché qui fut alors tacitement conclu entre Moscou et les partis politiques bourgeois de ces pays c'est la force vive et la potentialité révolutionnaire du prolétariat européen qui servit de monnaie d'échange. Après cette négociation il était normal que les partis de l'Internationale dévoyée se retrouvent aux côtés des "gérants loyaux du capitalisme"... c'est à dire ses chiens de garde chevronnés. Après la réconciliation entre les sections françaises des deux Internationales qui, successivement, ont trahi le mouvement prolétarien, l'unité syndicale s'avère possible et même nécessaire. Mais c'est l'unité de la trahison, l'unité entre les renégats du communisme et les laquais traditionnels de la bourgeoisie: bureaucrates liés à la social-démocratie et survivants crapuleux de la grande faillite de l'ancien syndicalisme "apolitique" que l'union sacrée de 1914 avait déjà démasqués.

- 1936 : des "bagatelles pour un massacre"

Le prétexte du grand bloc réalisé entre les divers op-

portunistes ouvriers, et qui, sur le plan syndical, se traduisit par la fameuse unité de 1936, fut la prétendue menace fasciste devant laquelle tous ceux qui s'étaient auparavant proclamés de futurs fossoyeurs du capitalisme se trouvaient soudain pris d'un amour farouche pour la décrépissante démocratie bourgeoise.

Le fascisme, ce fait historique sur lequel il a tant été spéculé, fut une réaction violente de la bourgeoisie en face de la menace révolutionnaire dans les pays où la crise sociale, consécutive à la défaite militaire, demeurait latente, difficile à surmonter par les procédés classiques de la démocratie parlementaire, et où les classes dirigeantes pouvaient redouter, en face des débâcles économiques et monétaires répétées, l'insurrection armée du prolétariat. Mais au moment où fut déclanchée la grande campagne propagandiste contre le fascisme il était clair que le spectre de la révolution internationale était écarté pour de longues décades et que l'usage exclusif de la violence et de l'arbitraire ne s'imposait plus aux Etats bourgeois comme condition de paix sociale : le prolétariat des pays fascistes était réduit au silence, celui des démocraties était tenu bien en mains par les chefs opportunistes. Mais la crainte du fascisme - ce dernier transformé en ce qu'il est depuis resté : un épouvantail - offrait aux capitalistes un terrain idéal de manoeuvre politique d'envergure, propre à renflouer le système devant les difficultés économiques qui réapparaissaient.

Comme la suite des événements l'a prouvé, l'enrôlement du prolétariat sous la bannière de la "défense de la démocratie" brandie par le front populaire s'avérait bien plus efficace, pour sauvegarder la stabilité de l'ordre existant, que les expéditions armées des chemises brunes ou noires. Pour la bourgeoisie il s'agissait d'orienter l'industrie vers la production de guerre, ce qui impliquait que soit colmatée au plus tôt la brèche ouverte dans la quiétude sociale par les grèves sur le tas, et que toute la population soit ralliée à une formule politique de solidarité nationale et de préparation patriotique qu'imposait l'imminence du conflit impérialiste.

L'idéologie nécessaire à une telle orientation était toute prête dans l'arsenal de formules démocratico-petit-bourgeoises des opportunistes du mouvement ouvrier. Le prétexte se présenta bien vite à l'occasion d'une confuse manifestation contre les "scandales" de la politique officielle. Et le mot d'ordre se répandit avec la rapidité d'une trainée de poudre : contre le fascisme qui menaçait, il fallait bien vite faire l'union, non seulement de tous les partis "ouvriers", des "communistes" avec les réformistes, mais encore de tous les républicains, c'est à dire des partis ouvriers avec les partis bourgeois.

En réalité les quelques énargumènes qui voulaient singer fascistes et nazis - et qui étaient dérisoirement quelques centaines - ne pouvaient être mis en parallèle avec les artisans de la répression bourgeoise en Allemagne et en Italie, sans faire à la fois injure à ses bourreaux et à ses victimes. Les ouvriers suivirent les démagogues du Front Populaire parce que le fascisme incarnait à leurs yeux la répression de classe la plus féroce et l'impérialisme le plus belliqueux, celui de l'Allemagne. Ils ne pouvaient voir que la campagne antifasciste dans laquelle on les lançait leur ouvrait une phase d'écrasement bien plus sanglante que toutes celles qui s'étaient produites jusque là, et que la politique d'Etat qu'ils allaient soutenir était encore plus impérialiste et plus belliciste que celle des magnats de l'industrie lourde allemande, car c'était celle des impérialistes les plus puissants et qu'à leur victoire était lié le sauvetage du capitalisme comme système mondial. Dans ce camp, autant, sinon plus, que dans le camp opposé, on aspirait à la guerre; comme les "révélation" sur la diplomatie occidentale l'ont, récemment encore, montré.

Il ne faudrait pas croire pourtant que l'enrolement du prolétariat dans une croisade vide de tout contenu social et propre seulement à mettre en chantier la seule solution capitaliste aux contradictions du moment - la guerre - ait simplement dépendu de l'habileté d'une manœuvre politique et d'une conjoncture antérieure. La venue au pouvoir de la coalition du Front Populaire fut le résultat d'une réelle poussée ouvrière soulevée par les grandes difficultés économiques - chômage et bas salaires - et par l'explosion de scandales politiques sans précédents. Mais cette poussée, survenant en pleine dégénérescence du mouvement prolétarien international, après la décapitation du prolétariat allemand et le triomphe de la contre-révolution stalinienne en Russie, constitua une proie facile pour l'opportunisme ouvrier en train de sceller, définitivement et en bloc, son adhésion à la perspective de la guerre impérialiste. La reprise économique que déclenchait cette perspective permit d'autre part de satisfaire aux principales revendications ouvrières : augmentation des salaires, congés payés et semaine de quarante heures. Que ces revendications ne furent pas des conquêtes réalisées de haute lutte, mais plutôt des gratifications couvrant la manœuvre politique de solidarisation du prolétariat avec la bourgeoisie, c'est une chose qu'il est facile de vérifier avec le recul. Il suffit de considérer de quel prix elles furent payées et en échange de quels principes fondamentaux de la lutte de classe les dirigeants politiques et syndicaux les avaient obtenues. Mais dès les mois qui suivirent l'euphorie de la victoire électorale populaire, c'est la sécheresse des faits qui se chargea déjà de démontrer quel marché de dupes les ouvriers avaient fait.

Toute l'amère ironie de cette séquence historique, on peut la retrouver dans ce fait que la formule : "des canons avant du beurre", que les antifascistes raillaient chez leur adversaire hitlérien, devint bien vite le lot des travailleurs des "démocraties", où arriva avec une rapidité brutale le moment où les ouvriers furent invités à faire des heures supplémentaires pour la défense nationale, et à sacrifier sur l'autel de la patrie les mirifiques conquêtes réalisées quelques mois plus tôt. "Il faut savoir terminer une grève" prononçait sentencieusement M. THOREZ. L'antifascisme jetait son masque revendicatif et se révélait sous son vrai visage de pourvoyeur de chairs à canons pour le conflit qui allait éclater. Les mêmes conscrits qui avaient cru aux promesses électorales du Front Populaire en faveur de la réduction du service militaire étaient encouragés à "faire leur devoir dans l'armée républicaine" par ceux-là même dont ils attendaient la venue au pouvoir pendant que dans les syndicats unifiés les quelques courageux militants qui dénonçaient la préparation militaire et morale du massacre étaient stigmatisés comme agent de la "cinquième colonne" et partisans d'Hitler.

Voilà ce que fut la grande victoire de l'unité syndicale de 1936. Ayant consigné chaque prolétariat à sa propre bourgeoisie, les traîtres du Komintern avaient achevé leur besogne de division de la classe ouvrière et pouvait en toute satisfaction dissoudre ce qui subsistait de l'Internationale Communiste. Cette période de "36" dont une masse d'ouvriers désemparés conserve, encore aujourd'hui, la nostalgie et que de prétendus "révolutionnaires" ont le front de présenter comme la "belle époque" du prolétariat, ne fut pas autre chose qu'un immense marchandage de principes: contre de dérisoires et éphémères avantages économiques la classe ouvrière n'a pas seulement échangé des millions de vies humaines, mais aussi toutes les grandes traditions qui, en dépit du monopole de l'opportunisme dans les syndicats, y conservaient droit de cité: l'internationalisme, l'antimilitarisme, la solidarité prolétarienne..... Prélude du massacre des hommes mais aussi hécatombe des principes, telles restera la signification historique et sociale de "36".

- Vicissitudes de l'unité des traîtres -

"Ecarter tout ce qui nous divise, rechercher tout ce qui nous unit". Rien ne saurait mieux donner le niveau de vulgarité petit-bourgeoise et de crétinisme de la politique staliniste "d'unité" que cette devise que les hommes de Moscou avaient placée en exergue de leur propagande syndicale après la Libération. L'expérience leur avait pourtant déjà montré que ce qu'ils considéraient

comme un terrain d'union est en réalité une base de division car c'est une base bourgeoise et que le propre du système bourgeois c'est de fourmiller de contradictions .

S'étant "unis" avec les réformistes de vieille souche sur une plateforme démocratique bourgeoise, les stalinistes purent vivre en bonne intelligence avec eux aussi longtemps qu'ils n'eurent à affronter que les contradictions sociales internes - qu'ils s'entendaient à merveille, les uns et les autres, à résoudre sur le dos du prolétariat. Mais dès lors que la bourgeoisie se trouvait elle-même déchirée par les rivalités d'intérêts impérialistes, les stalinistes qui avaient leur patron, non pas à Paris, mais à Moscou, se trouvèrent dans une situation délicate : c'en était fait de leur belle entente avec le réformisme proprement "national". L'unité tant célébrée s'avérait n'avoir pas plus de longévité et de solidité qu'une conjoncture électorale, ou que les clauses solennelles d'un pacte diplomatique entre Etats bourgeois. C'est une chose qu'il faut souligner aujourd'hui encore, à l'usage de ceux qui croient aux vertus éternelles de l' "unité", même lorsqu'elle est conclue par des renégats.

Tant que la perspective internationale semblait favorable à une coalition militaire de la France, de l'Angleterre et de l'U.R.S.S. contre l'Allemagne, l'accord régnait dans la vieille C.G.T. entre les tenants du vieux syndicalisme réformiste et les représentants du parti patronné par Moscou - hormis d'inévitables coups d'épingles entre leurs dirigeants respectifs, mais qui relevaient plus de leur souci de conserver et d'agrandir leur influence propre que de véritables divergences politiques. Le torchon commença à brûler au moment du compromis diplomatique de Munich qui divisa tous les chefs syndicaux, au milieu d'une effroyable confusion, mais où les stalinistes se montrèrent avec cohérence des "jusqu'au-boutistes" acharnés. La véritable crise n'éclata pourtant qu'à quelques jours du conflit, à la suite du fameux tournant russe qui rapprocha l'U.R.S.S. de l'Allemagne par le pacte - qui fit scandale - conclu entre Staline et Hitler et presque immédiatement suivi par l'invasion de la Pologne, simultanément occupée par les armées allemande et russe.

L'image qui fixa la poignée de main échangée par les officiers des deux armées au point de démarcation de leurs zones d'influence respectives symbolisa toute la tournure, autant politique que militaire, de la première phase de la guerre impérialiste de 1939-45. Il ne nous intéresse pas ici de discuter les arguments avancés par les partisans de Moscou pour justifier " a posteriori " ce

spectaculaire renversement d'alliance. Nous disons seulement que les raisons invoquées, qu'elles aient été ou non valables du point de vue de la défense des intérêts nationaux russes, n'avaient rien à voir avec les intérêts internationalistes et révolutionnaires du prolétariat. Dans les milieux ouvriers et syndicaux on ne parlait que de "démocratie" et - ô ironie - de paix, tout autant dans le camp de ceux qui stigmatisaient le pacte comme une trahison de la "cause de la liberté", que dans le camp de ceux qui le justifiaient comme la dernière ressource pour arrêter la guerre. Mais de part et d'autre on avait travaillé avec une égale ardeur à immobiliser le prolétariat dans son carcan patriotique et on entraînait du même pas, toujours sous la bannière pensongère de la défense des "libertés humaines", dans la plus vaste entreprise de carnage de tous les temps.

Lorsque la nouvelle du pacte germano-soviétique fut connue qui plongea dans la stupeur même les militants stalinistes les plus convaincus, les réformistes traditionnels de la C.G.T. réagirent en dignes serviteurs des "valeurs nationales", c'est à dire du capitalisme français : ils exclurent les partisans de Moscou. Ces derniers laissèrent d'ailleurs d'autres plumes dans la bataille, perdant quelques intellectuels et parlementaires qui ne pouvaient se résoudre à approuver le "coup-de-poignard-dans-le-dos" russe, tant il est vrai qu'en semant le culte de l'intérêt national, on ne peut récolter que le patriotisme et la servilité à l'égard de la classe qui en fut le promoteur historique et le principal bénéficiaire.

Ainsi, l'unité scellée sur le dos du prolétariat par une coalition de partis opportunistes, sur un programme de préparation belliciste et de sauvegarde de l'intérêt national, se dissolvait normalement dans les contradictions du système dont elle avait accepté les impératifs politiques et sociaux. Elle avait cependant marqué une certaine "progression"... mais celle de l'infection idéologique opportuniste dans les organisations de défense des ouvriers. Débarassées de tout ce qui y subsistait de traditions prolétariennes, ces dernières étaient prêtes à jouer un rôle d'appui, encore plus ouvert et plus déclaré, du capitalisme.

La reconstruction capitaliste.

Dans cette deuxième guerre mondiale si fertile en renversements d'alliances, le changement qui décida de l'issue militaire de la lutte se produisit lorsque la Russie, après un an d'idylle avec l'Allemagne hitlérienne, passa dans le camp des Alliés et subit l'invasion militaire de la part de son ex-partenaire. Si

l'apport que représentait, pour les démocraties occidentales le poids de millions de Russes jetés dans le carnage, fut considérable et déterminant pour le sort des armes, son importance fut encore plus grande du point de vue politique. Réformistes et stalinistes purent, une nouvelle fois, se réconcilier et conjuguer leurs efforts dans la tâche la plus urgente, celle qui leur était imposée en tant que complices et instruments du capitalisme et qui consistait à inciter les prolétaires au sacrifice de leur vie pour le triomphe de la "liberté". Il s'agit bien là d'un moment historique décisif : la reconstruction du mouvement international prolétarien s'était accomplie sous le signe de la dénonciation de la première guerre impérialiste; le cycle de dégénérescence opportuniste de l'ex-Troisième Internationale se clôturait dans l'apologie du second conflit de même caractère. A la bourgeoisie qui bénéficiait déjà du concours des social-traîtres, ce pas politique apportait l'appui du "communisme national". Il préparait bien les "lendemains qui chantent" tant vantés.... mais pour les bénéficiaires de l'exploitation forcée qu'allait apporter la paix.

L'unité syndicale fut reforgée avant que la défaite militaire allemande soit consommée. Ses bases furent encore plus ignominieuses qu'en 1936. Elles reconnaissaient la servilité la plus totale à l'égard des "valeurs éternelles" de la société bourgeoise : patrie, démocratie et production. Les pires hontes de l'union sacrée de 1914 pâlissent à côté du déchaînement d'hystérie chaucine et belliqueuse que patronnèrent les pontifes de "l'unité" de 1944. Et pourtant le nouvel appareil dirigeant syndical montra qu'il savait battre ses propres records en ignominie lorsque, la guerre étant terminée, la bourgeoisie mondiale n'eut plus besoin de chair à canon à détruire mais de force de travail à exploiter. Ce fut le second objectif de l'unité une nouvelle fois "reconquis" : la reconstruction capitaliste.

Après la guerre de 1914-18, sous l'impulsion de la formidable secousse révolutionnaire de l'Octobre russe, le prolétariat occidental avait su demander des comptes à la bourgeoisie pour le tribut de sang qu'il avait payé, même si, dans les pays vainqueurs, il s'illusionna sur les mérites de la paix enfin retrouvée. Après celle de 1939-45, il ne put que reprendre le joug du travail acharné et des privations : grâce à la propagande des faux partis ouvriers, toute la colère ouvrière accumulée pendant le conflit fut adroitement détournée dans une voie revancharde et chauvine. Les vieilles "tendances ennemies" réconciliées au sein de la C.G.T. une nouvelle fois reconstituées, rivalisèrent d'ardeur dans la tâche qui consistait à faire accepter aux travailleurs toutes les nouvelles souffrances et les nouvelles misères

qu'exige la remise sur pieds d'une économie délabrée. Et lorsqu'apparurent, bien timides, les premiers symptômes de la désillusion des ouvriers, les opportunistes, anciens et nouveaux, surent habilement se partager la besogne : les stalinistes prenaient à coeur leur rôle de garde-chiourmes du travail, les "syndicalistes purs" se servaient du mécontentement des salariés pour revendiquer le "retour de la démocratie" dans les syndicats, se ménageant ainsi une base d'influence qui devait leur servir lorsque la situation imposa, à nouveau, le recours à la pluralité syndicale.

Il suffirait de parcourir quelques documents de l'époque pour mesurer jusqu'à quel degré de servilité envers l'Etat et le patronat tombèrent les stalinistes dans leur souci de "reconstruction nationale". Chacun de leurs appels aux ouvriers n'avait d'autre objet que de les exhorter à l'abandon de quelque nouvelle parcelle de ces "avantages" antérieurement vantés comme le privilège caractéristique des régimes démocratiques. Chaque revendication n'était qu'aggravation de la concurrence entre les ouvriers et entre les catégories professionnelles. Chaque représentant syndical s'était mué en propagandiste du productivisme, en délateur de la "paresse" et de l' "absentéisme".

Lors de l'unité de 1936, les stalinistes avaient sacrifié la lutte de classe à la démocratie; ils avaient innové, avant la lettre, les "voies nouvelles" vers le socialisme. Mais ils n'étaient pas allés jusqu'à faire l'apologie du mode capitaliste de production. C'est au cours de l'unité de 1945 qu'il leur incomba de le faire en sanctionnant par le droit et la pratique, au parlement comme dans les syndicats, des systèmes de rétribution et des normes de travail que les plus anciennes luttes ouvrières avaient toujours repoussés comme contraires aux intérêts les plus élémentaires des travailleurs.

Les réformistes de la période classique, bien qu'ils fussent objectivement les complices du capitalisme n'avaient jamais eu l'idée de s'attaquer ainsi aux bases mêmes de la résistance ouvrière à l'exploitation. S'il appartenait aux renégats des partis ex-communistes de le faire, et s'ils s'y employèrent en poussant le zèle jusqu'à l'absurde, il ne faudrait pourtant pas croire que l'évolution des syndicats dont ils couronnaient ainsi - et pour une longue période - la déchéance la plus complète en tant qu'organismes de défense des travailleurs, n'avait pas des causes profondes.

C'est un fait que l'ironie de l'histoire a assigné aux champions de l'antifascisme de réaliser l'essentiel du contenu

de l'organisation politique totalitaire de la société bourgeoise décadente. Mais la nécessité, pour le capitalisme, de ne tolérer aucun secteur de la vie économique qui échappe à son emprise idéologique et à ses impératifs est un phénomène historique dont l'importance déborde la trahison d'une poignée d'opportunistes. Le domaine de la revendication immédiate des travailleurs est précisément celui qu'il lui faut en premier lieu assujettir, car c'est celui où se manifeste de façon en quelque sorte permanente le contraste des intérêts sociaux. Pour le prolétariat l'activité syndicale c'est à la fois l'école de la lutte et le champ d'action où il peut à tout instant se mesurer avec les adversaires les plus directs de la classe ennemie : les entrepreneurs capitalistes. Pour remettre en marche le mécanisme mondial de course au profit, il fallait que ce champ d'action fut entièrement neutralisé; et il le fut grâce à l'appui et à la solidarité de toutes les forces politiques, y compris celles qui continuent à revendiquer les noms de "socialiste" et de "communiste". L'unité syndicale, en consacrant le monopole des agents du capitalisme sur l'activité d'immenses troupes de travailleurs, représentait pour le système d'exploitation de classe la garantie indispensable de sa stabilité pour les années à venir, un atout primordial lui permettant de traverser sans trop de difficultés la délicate période, de reconversion post-belliqueuse de l'économie et de reconstruction de tous les appareils productifs endommagés.

Un fait nous prouve d'ailleurs qu'il s'agit là d'un phénomène profond et irrésistible, donc tout ce qui subsistait d'énergie de classe ne pouvait venir à bout par sa seule force. On ne peut nier que divers militants, d'écoles idéologiques d'ailleurs très disparates, se soient révoltés contre l'ignoble attitude des nouveaux laquais de la bourgeoisie. Et pourtant aucun des groupes qui disposaient des moyens matériels de propagande et d'intervention politique auprès de la masse des travailleurs n'a pu - ne disons même pas lutter contre l'opportunisme - mais en formuler une condamnation intégrale englobant toute la politique menée par les partis et courants qui collaborèrent à la croisade militaire de l'antifascisme. Ainsi, il est connu que le 1er Congrès de la C.G.T. reconstitué (1946) connut une opposition courageuse qui, quoique dérisoirement minoritaire, eut le mérite en pleine période de chauvinisme et d'excitation à la politique bourgeoise des "réparations", de stigmatiser l'attitude odieuse des militants et dirigeants réunifiés. Mais elle n'eut ni la force ni la clairvoyance nécessaires pour faire l'entier procès de tout le processus de la trahison, en spécifiant ses étapes successives qui ont nom : Front Populaire, Résistance, Reconstruction. Il aurait fallu et il faudra encore des conditions politiques bien différentes pour que la référence aux glorieuses traditions d'internationalisme du prolétariat soit autre chose qu'une phraséologie qui ne suscite que le sourire indulgent et cynique des bonzes corrompus.

L'inventaire des conséquences néfastes de cette unité de chiourme de 1945-47 ne se borne pas à l'énumération des services inappréciables qu'elle a rendus à la reconstruction capitaliste. L'attitude des dirigeants syndicaux s'y est révélée tellement révoltante qu'elle a redonné vie à ces illusions volontaristes que l'expérience de la C.G.T.U. avait déjà démenties. Et, aujourd'hui encore, d'honnêtes militants et de combattifs ouvriers s'obstinent à vouloir construire le "syndicat modèle", soit qu'ils reviennent aux conceptions rétrogrades du syndicat de catégorie, soit qu'ils se réfèrent, en face de la pluralité des organisations, au critère activiste du syndicat le plus "démocratique", celui "où l'on peut faire entendre sa voix". La vitalité de ce dernier préjugé est telle qu'il a servi même au démarrage de "Force Ouvrière" syndicat quasi gouvernemental né de la scission de 1947.

- Concurrents mais non adversaires -

La paralysie sociale complète imposée aux travailleurs par leurs dirigeants syndicaux pendant la période où les stalinistes furent au gouvernement dura peu. Mais il faudrait rappeler que même lorsqu'ils tentèrent de passer outre aux directives syndicales d'immobilisation, les travailleurs retrouvèrent à la tête de leurs comités de "grèves sauvages" la même direction politique que celle qui siégeait au sommet des Fédérations. Il est ainsi des situations historiques où il ne dépend pas des individus et des groupes que les mouvements nés de la crise sociale prennent et conservent un réel caractère de classe. Toute la fraction combattive du prolétariat, qui rongait son frein durant l'idylle tripartiste, ne retrouva sa liberté d'action que pour subir la tactique défaitiste des grèves tournantes, inefficaces et sources de confusion sur le plan idéologique et politique.

La scission de 1947 s'était produite à la suite des désaccords survenus entre le parti staliniste et les autres partis de la majorité gouvernementale, d'abord à propos de la guerre d'Indochine, ensuite à propos du plan Marshall "d'aide à l'Europe". Mais ces divergences cristallisaient une crise bien plus profonde, celle qui affectait désormais tous les rapports entre les deux grands vainqueurs de la deuxième guerre mondiale au sujet du partage des zones d'influence en Europe. Il s'avérait que la Russie n'entendait nullement renoncer aux avantages militairement acquis lors de la débâcle allemande, des Balkans à l'Elbe; tandis que les Etats-Unis, de leur côté, étaient bien décidés à faire reculer cette main-mise stalinienne, grâce à l'afflux de dollars qu'ils comptaient provoquer dans les pays délabrés et exsangues qu'avait abandonnés le reflux germanique.

Du moment où la France devenait la principale plateforme de cette stratégie américaine, la coalition gouvernementale tripartite était condamnée. Avec le passage des stalinistes dans l'opposition s'ouvrait une période de confusion extrême dont nous ne sommes pas encore sortis. Afin de coordonner la campagne politique des partis "communistes" contre l'offensive diplomatique - économique de Washington, Moscou créa le Kominform, parodie honteuse de l'ex-Troisième Internationale. Pour combattre, en définitive sans succès, la propension - économiquement motivée - des gouvernements occidentaux à accepter les directives américaines, les stalinistes n'eurent guère de difficultés à prendre la direction de la vague renaissante des grèves. Ils n'en firent évidemment pas une offensive de classe, mais le tremplin d'une nouvelle croisade en faveur de " l'indépendance nationale", non plus dirigée cette fois contre le " boche exécré" mais contre " l'impérialisme américain ".

L'examen de la situation complexe ainsi créée peut facilement glisser vers des interprétations erronées plus ou moins apparentées aux arguments de la propagande bourgeoise qui identifia sans scrupules l'agitation sous égide nationale et patriotique des stalinistes à une agitation révolutionnaire pour le communisme. En réalité la politique de Moscou, du fait qu'elle était fondée, non sur la perspective de la révolution prolétarienne internationale, mais sur la sauvegarde des intérêts du capitalisme russe - lequel était résolu à faire respecter le partage décidé avec les Alliés à la veille de l'effondrement allemand - ne pouvait avoir une portée subversive. Rien ne s'opposait donc à ce que, dans cette vaste spéculation sur l'explosion d'une misère sociale trop longtemps contenue, les stalinistes continuent, comme par le passé, à ne jurer que par " l'intérêt national " et " la grandeur française ". Mais une telle contradiction entre les mobiles initiaux des grèves et l'objectif politique affiché - restauration d'une diplomatie "indépendante", programme de "progrès social " - ne pouvait pas ne pas avoir d'incidence sur les méthodes de lutte, lesquelles, tournant délibérément le dos à la grève générale de masse, prenaient la forme de conflits isolés, d'escarmouches, souvent sanglantes, mais toujours d'issue défavorable pour les travailleurs.

D'ailleurs, la bourgeoisie française ne manqua pas de faire donner ses fidèles chiens de garde. Au plus fort des mouvements de 1947 toute la tendance réformiste "bon teint" abandonnait le combat, quittait la C.G.T. et formait la nouvelle centrale : la C.G.T. Force Ouvrière. Il était patent que les stalinistes ne pouvaient avoir l'appui des réformistes d'ancienne souche que pour autant qu'ils s'affirmaient eux-mêmes comme

de zélés serviteurs du même maître. S'ils venaient à rompre avec cette discipline, fut-ce pour des objectifs "nationaux" et non prolétariens - ils redevenaient, suivant l'expression du grand pontife des S.F.I.O., des agents "d'un nationalisme étranger". Encore une démonstration historique toute en faveur de la thèse pour "l'unité"... inconditionnée !

Unissons-nous et trahissez !

Lorsque le fossé qui s'était creusé entre les Alliés de la Seconde guerre impérialiste tourna à l'hostilité ouverte et fit planer, plus à tort qu'à raison, la menace d'un troisième conflit, la propagande staliniste s'évertua à présenter la rivalité purement impérialiste qui opposait le bloc atlantique au bloc oriental comme l'expression d'un antagonisme profond entre deux systèmes sociaux totalement différents : d'un côté le capitalisme, de l'autre le socialisme. De la même façon, en politique intérieure et sur le plan des revendications immédiates des travailleurs, ils se posèrent en partisans exclusifs de la lutte prolétarienne " pour le socialisme et la paix ", reprochant aux scissionnistes de "Force Ouvrière" d'être des agents du patronat et des fauteurs d'une politique de guerre à la remorque de l'Amérique de Truman.

Il est bien vrai que les hommes de F.O. reprenaient à leur compte l'attitude précédemment observée par les stalinistes tandis que ces derniers, changeant complètement de position, cessèrent d'appeler les ouvriers aux efforts productifs et se firent les champions de toutes les luttes revendicatives, jeu d'autant plus facile que Force Ouvrière affichait cyniquement un goût prononcé pour les méthodes super-productivistes importées d'Outre Atlantique, dont ils minimisaient impudemment les méfaits sur les conditions de travail. Mais il serait facile, en parcourant la presse syndicale d'alors, de se convaincre de l'identité de conceptions sociales entre ceux qui, la veille encore, s'entendaient comme larrons en foire sur le dos du prolétariat

Pour montrer que sur l'essentiel de l'orientation syndicale, c'est à dire sur la ligne politique générale en face du système d'exploitation pris dans son ensemble, rien ne séparait la C.G.T. staliniste de F.O., il nous suffira d'une seule déclaration, celle que fit son secrétaire général lorsque, après la sortie des "communistes" du gouvernement, son organisation prit ouvertement en charge les mouvements revendicatifs : "Maintenant que la production a rattrapé et dépassé ses chiffres d'avant-guerre, rien ne s'oppose plus à la satisfaction de nos légitimes

revendications". En clair ceci signifie: nous pouvons maintenant réclamer des augmentations de salaires et déclencher des grèves puisque, désormais, elles ne mettent plus en péril le système de production.

Elles ne pouvaient en effet que mettre en difficulté la politique du gouvernement, ce qui ne constituait ni un danger sérieux pour la stabilité sociale, ni même une voie positive de développement d'une offensive ouvrière. Passée la difficile période de reconversion économique le capitalisme français pouvait affronter l'opposition staliniste et sa stratégie "tournante" sans perdre l'essentiel de l'avantage précédemment acquis, c'est à dire l'intoxication idéologique de la classe ouvrière que partisans ou adversaires de la politique gouvernementale continuaient à entretenir avec un zèle égal.

Si en effet la centrale Force Ouvrière, en spéculant sur l'inféodation de la C.G.T. au parti staliniste, et par cette voie à la stratégie de Moscou, dénonçait tout mouvement revendicatif, même le plus justifié, comme une manoeuvre subversive des agents russes, et, par ce moyen jouait efficacement les briseurs de grève, sa rivale ne contestait nullement la nécessité du redressement de l'économie nationale, mais elle soutenait qu'elle était possible sans porter préjudice aux intérêts des travailleurs. L'attitude cégétiste était simplement plus subtile et plus démagogique que celle de Force Ouvrière. Elle ne s'embarassait guère de ses propres contradictions, appuyant des réactions ouvrières dirigées contre les conséquences pratiques des principes qu'elle avait elle-même défendus et qu'elle ne désavouait toujours pas, mais noyant tous ces mouvements dans une procédure de reculades et de compromissions. Le tout sans changer un iota à sa formulation idéologique pro-démocratique et pro-nationale.

Sur le plan de la politique générale la seule divergence qui opposait les deux confédérations ne relevait que de la rivalité internationale entre le bloc atlantique et le bloc oriental. Les chefs de la C.G.T. ne retranchaient rien à leurs offres de service en faveur de la "grandeur française" qu'ils avaient si ardemment prônée durant le tripartisme; ils affirmaient simplement qu'elle ne pouvait s'accomplir qu'en "bonne intelligence avec tous les pays", donc hors des vues de l'Amérique qui, à ce moment-là, déclenchait son opération de "blocus des pays de l'Est" et par là, mais uniquement par là, s'attirait les foudres des stalinistes dont la propagande coiffait sans vergogne tous les mouvements de revendication de slogans patriotiques et nationaux. Au contraire, les réformistes "vieille école" de F.O. ne voyaient de salut na-

tional que dans une étroite collaboration avec les Etats-Unis dont ils faisaient à la fois le champion des libertés en Europe et le garant du syndicalisme "indépendant".

Une fois encore les centrales nées de la dislocation de l'unité organique ne s'opposaient qu'en fonction des contradictions de la politique bourgeoise. Mais il ne suffirait pas de constater que leurs positions respectives n'avaient rien à voir avec les intérêts de la classe ouvrière; il faut aussi ajouter que, sur le plan exclusivement bourgeois où elles se plaçaient, le "réalisme" était l'apanage de F.O. et non du côté des stalinistes, dont la politique n'était qu'un ramassis de lieux communs électoraux sans contenu. Cette précision qui peut paraître négligeable puisque les deux orientations syndicales en présence étaient également anti-ouvrières, importe en réalité beaucoup si l'on veut comprendre pourquoi leur influence respective sur la classe ouvrière se complétait efficacement.

L'opportunisme ouvrier a pour rôle de masquer le contenu social de la politique capitaliste et non de l'amender ou de l'améliorer, fut-ce dans un sens petit-bourgeois de conformité à ses propres principes. Les stalinistes, dans leur activité syndicale comme dans leurs interventions au parlement, proposaient pour la France une utopique autonomie de politique internationale, jurant par ailleurs aux ouvriers que la sujétion à Washington était la seule cause de leurs misères et de leurs difficultés. Or il était indiscutable, particulièrement au cours de cette période du second après-guerre, que le capitalisme français ne pouvait, ni se passer de l'aide du capitalisme yankee, ni échapper à ses directives de politique internationale. La revendication staliniste d'une politique "nationale", également présentée comme gage essentiel de paix, ne pouvait avoir d'autre effet pratique que de rendre la masse des travailleurs toujours plus impuissante et toujours plus désarmée devant les grands événements politiques, déformés au travers du prisme de l'opportunisme et du réformisme.

C'est pourquoi l'attitude de la C.G.T. fut toujours complémentaire de celles des autres centrales ouvertement attachées au conformisme social. Il importe peu à ce sujet que ses promoteurs en aient ou non été conscients, car on ne manquera pas de nous objecter que parmi eux il y avait nombre de militants honnêtes et désintéressés. Si un appareil opportuniste était uniquement composé de bureaucrates stipendiés il ne serait pas capable de conserver bien longtemps de l'influence sur les ouvriers. Il faut toujours que dans l'opportunisme il y ait une fraction sincère, car c'est l'opportunisme sincère qui est le plus dangereux comme le disait ENGELS, et donc le plus efficient du point de vue des services

qu'il rend à la classe adverse. Si nous prenions au sérieux les déclarations des stalinistes convaincus nous jurerions qu'ils sont effectivement ces trublions que stigmatise la presse bourgeoise et nous croirions aussi, ce qui serait peut-être plus grave, que Force Ouvrière est une pure machination du patronat pour introduire une organisation "jaune" au milieu des syndicats authentiquement axés sur la lutte de classe. La réalité est moins puérile et moins reluisante pour ceux qui n'ont cessé de tendre la main à ces "traîtres vendus au capitalisme et à l'Amérique" .

Si l'organisation "Force Ouvrière" s'interpose toujours comme saboteur déclaré de la lutte ouvrière (et la place nous manque ici pour montrer comment la C.G.T. leur en laisse toujours la latitude), sa naissance et l'influence relative qu'elle a acquise ne sont pas imputables à une initiative machiavélique de la bourgeoisie, mais elles se présentent en réalité comme une conséquence logique des contradictions de la politique française. Dévouée à la conservation sociale, la C.G.T. staliniste l'est tout autant que sa rivale, comme nous l'avons montré. Mais la politique pro-nationale, pro-capitaliste des partis de Moscou ne recoupait les exigences de la politique française qu'en fonction des rapports établis entre la Russie et les pays d'obédience américaine. La "guerre froide" en rompant la bonne entente qui les unissait au moment de la croisade contre l'Allemagne disloquait par voie de conséquence tout le dispositif de conservation sociale des pays "atlantiques" dans lequel la collaboration des stalinistes était la pierre angulaire, en ce qu'elle garantissait la passivité du prolétariat.

L'évidence de ce fait n'est-elle pas éclatante ? Depuis que la "guerre froide" a cédé le pas à la "coexistence pacifique" les stalinistes ne perdent aucune occasion de proposer "l'unité" à ceux qu'ils vilipendaient hier comme agents du capital et à qui ils s'empresseront demain encore d'offrir de nouvelles occasions de torpiller la lutte ouvrière comme ils l'ont déjà fait plusieurs fois.

- Et aujourd'hui ?

Il n'est pas difficile de prévoir qu'à la suite des graves difficultés qui assaillent l'économie française de vastes mouvements sociaux sont susceptibles de se développer en riposte aux "solutions" d'assainissement que propose le gouvernement et qui ne peuvent être effectives - si elles le sont - que sur le dos de la classe ouvrière. Mieux que les individus, les formations politiques et les organisations syndicales qui leur sont plus ou

moins liées sont sensibles aux signes précurseurs de la crises sociale dont il entre aujourd'hui dans leurs attributions de minimiser les effets, s'il le faut en prenant elles-mêmes l'initiative de "l'action" pour mieux la neutraliser. Leurs intérêts de côteries privilégiées se rencontrent ici parfaitement avec les intérêts de la classe qu'elles servent. Si les grèves devaient prendre une grande envergure l'unité syndicale pourrait devenir aux yeux de leurs dirigeants une garantie et une sauvegarde contre tout possible "débordement" de la base. Une telle solidarité, qu'on pourrait dire "corporative", entre fonctionnaires syndicaux se manifeste couramment aujourd'hui et les événements de l'an dernier à St Nazaire, où les grands pontifes ont dû se déplacer tout exprès et en toute hâte de Paris pour calmer les grévistes, sont là pour prouver qu'en face des travailleurs déchaînés trois appareils syndicaux ne sont pas de trop pour faire rentrer la masse dans l'ornière de la résignation et de l'échec.

De la réunification syndicale il est donc très probable qu'il sera reparlé lors des mois à venir. Pour nous donner une idée de ses possibilités et des obstacles qu'elle est appelée à rencontrer, rien ne convient mieux, en ce moment, que les débats du Congrès des Instituteurs, que nous évoquions au début de cet article et qui donne un raccourci intéressant des arguments pour ou contre l'unité. Comme ces arguments sont eux-mêmes une importante source de confusion et de mystification, nous restons parfaitement dans le cadre que nous nous sommes tracé lorsque nous les soumettons à la critique, avec pour objet - nous le rappelons - non pas de tirer des traites sur l'avenir, mais de combattre des concepts erronés.

Le grand argument des chefs hostiles ou simplement réticents, à la fusion organique des centrales syndicales est toujours le même; c'est celui qui se fonde sur une divergence prétendument formelle des buts et des moyens entre les organisations stalinistes et les autres syndicats et partis. C'est en somme une transposition fidèle de la propagande que partis bourgeois et opportunistes "nationaux" dirigent contre les filiales de Moscou. Pourtant, le mouvement ouvrier actuel reflète une bien monotone uniformité idéologique, à laquelle contribuent également tous ceux qui se déclarent, pourtant, les adversaires les uns des autres.

Le drame de la situation présente du prolétariat, c'est que cette uniformité n'est en rien prolétarienne, ou simplement ouvrière, mais uniquement démocratique et petit-bourgeoise. Le but de tous ses propagateurs est identique : "amélioration" de la démocratie bourgeoise, même si les uns la revendiquent dans les termes

classiques du réformisme traditionnel, tandis que les autres la conçoivent - mais de façon toujours moins intransigeante et énergique - sous la forme du parti politique unique. Les moyens qu'ils avancent tous sont, pour l'essentiel des tâches historiques, exactement les mêmes : qu'il s'agisse des "syndicalistes purs" - lesquels ne dédaignent pas de recourir à la "politique" tant honnie(1) - ou des opportunistes chevronnés ou récents dont l'électoratisme est le critère de toute activité, leur arme suprême pour transformer la société c'est le parlementarisme, la conquête légale de la majorité.

Restent les différences de méthode dans l'organisation de la vie des syndicats. Mais ce sont des différences qui deviennent de plus en plus superficielles au fur et à mesure que s'évanouissent les traditions spécifiques des différents courants syndicaux qui, depuis longtemps vidées de leur énergie classiste initiale, ne sont plus que des enveloppes idéologiques diverses servant à masquer une même déchéance historique. Le marchandage des principes par lequel les uns et les autres ont renié le but social dont ils se réclament s'est effectué, en ce qui concerne les "syndicalistes" et les réformistes de vieilles souches, contre des avantages de catégories professionnelles, par des tractations d'hommes à hommes, de ministre à dirigeant syndical, tandis que pour les stalinistes l'affaire s'est conclue à l'échelon plus large du parti et de l'Etat, échangeant la reconnaissance de l'Etat russe par le capitalisme mondial contre la garantie de loyalisme de l'ex parti de la révolution.

Sans doute en subsiste-t-il des modes de gestion et d'activité très différents des uns aux autres de ces courants dominant les actuels syndicats. Les réformistes et syndicalistes de leur foncière habitude de démocratie effective, ont conservé une roublardise et une habileté de manoeuvre qui sauvegardent les aspects de "libre décision" de la base. Tandis que les stalinistes formés à la discipline de parti et au rude mépris des comédies démocratiques fondent leurs "unanimités" sur des méthodes franchement policières. Mais de même que les premiers ne reculent pas, le cas échéant, pour bafouer la volonté des militants, les seconds

(1)- Les syndicalistes n'entendent pas se désintéresser des problèmes politiques; ils admettent qu'il faut participer, dans les grandes circonstances, aux importantes manifestations politiques, comme la "défense du régime démocratique" en 1934, par exemple, où ils ordonnèrent la grève générale. D'autre part ils acceptent d'utiliser parlementaires et ministres pour la satisfaction de telle ou telle revendication, mais refusent de "se lier à la politique d'un parti". Ils n'en font pas moins de la politique mais, dans des deux cas, une politique opportuniste.

ont fait de grands progrès dans la manipulation des "voix" et des mandats au point de rivaliser d'adresse, dans ce domaine, avec leurs aînés.

C'est pourquoi nous ne devons pas prendre au sérieux l'indignation des tenants des centrales "Autonome" ou Force Ouvrière devant le manque de démocratie interne de la C.G.T. staliniste. Ceux qui eurent à souffrir des méthodes policières, voire violentes, de la centrale staliniste ce ne furent pas les dirigeants mais bien les travailleurs eux-mêmes. Il suffit de se rappeler combien les pontifes réformistes vécurent en bonne intelligence avec les chefs actuels de la C.G.T., tant à l'époque du Front Populaire qu'à celle de la reconstruction capitaliste, pour se convaincre de leur mauvaise foi. A l'époque où ils étaient parfaitement d'accord avec les hommes de Moscou pour préconiser les "efforts productifs", ils ont prouvé qu'ils n'avaient cure de la démocratie interne des syndicats, du moins dans la mesure où le partage des sièges entre bureaucrates étant effectué, ils ne souhaitaient nullement que se fasse entendre la voix du militant de base exprimant son désaccord avec les méthodes d'opportunisme et de compromissions imposées par le sommet.

Les scrupules démocratiques des non-stalinistes recouvrent en fait des préoccupations bien moins généreuses. Derrière le pathos habituel et les classiques homélies sur l' "indépendance du mouvement syndical", la pétition de principe du Congrès des Enseignants à propos de l'unité syndicale en laisse deviner la nature. Ce que les dirigeants de cette centrale "autonome" rejettent, en fait de politique, ce n'est pas l'utilisation des politiciens et des élections, mais "la prédominance d'une fraction politisée de la classe sur le monde syndical" (1). Cette élégante formule signifie en fait que les dirigeants syndicaux veulent avoir les mains libres pour leur tractations avec les représentants des pouvoirs publics et pour le choix de leur ligne politique générale.

C'est un phénomène historique classique, particulièrement vérifié dans le mouvement ouvrier français, que toute dégénérescence opportuniste du parti de classe a pour effet de susciter chez les travailleurs une rancœur tenace, et contre le parti en général, et contre la politique "tout court". Après la décomposition staliniste du mouvement communiste international les "apolitiques" ont beau jeu pour redorer le blason de leur "indépendance" traditionnelle. Mais étant donné que l'utilisation

(1) - " L'Ecole Libératrice " du 20 Septembre 1957.

de moyens politiques, mais eux typiquement bourgeois - tels le parlementarisme et les élections - est admise par les modernes "syndicalistes", l'exclusive qu'ils lancent contre la politique en général est une exclusive uniquement dirigée contre la politique révolutionnaire de classe. Excluant la politique du seul terrain où, sous certaines conditions, elle puisse échapper à l'idéologie bourgeoise - le terrain de la revendication immédiate - l'apolitisme syndical livre en réalité la lutte ouvrière au compromis sordides avec la politique bourgeoise.

Si la revendication immédiate, comme c'est évident, n'est que l'expression contingente et limitée de la lutte de classe pour le renversement de la société bourgeoise, elle ne peut être favorable aux intérêts généraux du prolétariat qu'imprégnée d'une signification politique déterminée. La classe elle-même ne peut participer effectivement à ce mouvement que dans la mesure où elle est politisée. Comme elle ne peut l'être toute entière et d'un seul coup, il faut bien que ce soit seulement sa fraction la plus active qui le soit d'abord et qui serve de guide et d'encadrement à tout le restant de la classe.

De ce processus fondamental pour toute forme d'action collective, on a fait de telles caricatures qu'il faut en préciser quelques points. Dans ses rapports avec le reste de la classe, la "fraction politisée" ne saurait faire abstraction des réactions directes des travailleurs. Pour cette raison elle doit s'intéresser aux revendications limitées, aux préoccupations des catégories professionnelles. Mais elle ne saurait se borner à les enregistrer et à les coordonner : ces soucis et opinions sont contingents et peuvent même quelquefois tourner le dos à l'intérêt des ouvriers dans leur ensemble. Aussi son rôle est-il d'intégrer les revendications immédiates dans la revendication historique du prolétariat. En ce sens une véritable politique de classe dans les syndicats n'a rien de commun avec la démagogie et superficielle "participation" des stalinistes aux préoccupations de la "base". Ces derniers se bornent à additionner et à superposer les revendications de catégories faisant la partie belle aux "apolitiques" qui, à leur grande époque tout au moins, surent surmonter cette vision étroite et peuvent sans difficulté étayer leur condamnation de la politique et du parti sur ce comportement quasi-électoraliste des héritiers de deux dégénérescences prolétariennes successives.

Dans notre acception des termes "parti" et "classe" l'hypothèse que le parti puisse s'opposer à la classe est absurde.

D'abord parce que la classe n'existe que pour autant qu'elle épouse un programme de parti et oriente toute son activité suivant une perspective historique qui doit mettre fin à une sujétion économique et sociale à laquelle les revendications immédiates n'apportent que d'éphémères palliatifs. Ensuite parce que les luttes "primaires", lorsqu'elles prennent un caractère radical et tendent à englober de grandes masses de travailleurs, se placent obligatoirement, au départ tout au moins, sur la grande ligne historique du conflit entre le capital et le travail. La fidélité à cette ligne historique c'est l'apanage exclusif du parti de classe. Il est donc tout autant illogique d'opposer la classe au parti que d'opposer la revendication classiste immédiate à la revendication historique.

C'est seulement parce qu'on a cru que la lutte immédiate pouvait se développer jusqu'à la crise sociale en dehors de la ligne programmatique du prolétariat - c'est à dire aux cotés d'autres classes et derrière une idéologie au-dessus des classes - qu'on a constaté ces contradictions entre la masse des travailleurs et ces organisations qui usurpent le nom de "partis ouvriers". Dans ces conditions, qui sont les conditions actuelles, les partis de masse ne sont plus sur la ligne programmatique prolétarienne, et les courants politiques qui sont restés fidèles à cette ligne ne sont pas encore des partis de masse.

Ce but historique révolutionnaire du prolétariat - qui, même aux yeux des "apolitiques", conditionne l'efficacité des revendications immédiates - les syndicalistes le voient au travers du syndicat. Ils reprochent aux tenants du parti de le compromettre en suivant aveuglement une politique déterminée, mais n'hésitent pas pourtant à collaborer avec ceux d'entr'eux qui, non seulement ont trahi le programme révolutionnaire du prolétariat, mais encore ont ouvertement brimé les revendications immédiates, ce critère essentiellement syndical. Comment peut-on condamner la "politique en général" et fermer les yeux sur la politique bien définie de chantage et de trahison qu'ont suivie ces gens à qui on propose paisiblement "l'unité"? La réponse est simple. Politiciens et "apolitiques" se divisent sur les divers aspects de la politique bourgeoise, mais ils ont en commun au moins une donnée théorique et une base pratique : le culte de la démocratie "en général" comme idéologie, l'opportunisme comme conception d'activité et de rapports organisationnels. L'essence de l'opportunisme consiste d'ailleurs en cette position de principe de n'avoir aucun principe. Il lui faut avancer à tout prix et pour cela composer avec l'adversaire, jusqu'à accepter ses fondements généraux : placer au-dessus de tout des valeurs universelles, absolues. Sur le

plan ouvrier cela revient à placer au-dessus du prolétariat, de ses spécificités, violentes, autoritaires et anti-démocratiques formes de lutte, les valeurs soi-disant communes à toutes les classes de la société : la démocratie, la patrie, la liberté. Sur tous ces points, stalinistes, réformistes et syndicalistes sont d'accord. Ce qui sépare leurs représentants d'aujourd'hui sont des divergences d'ordre secondaire au regard de l'histoire et de la lutte sociale : l'opportunité des combinaisons parlementaires, la sauvegarde des respectifs privilèges démocratiques, le moyen le plus efficace de ne pas être emportés par une éventuelle vague de fond de la révolte ouvrière, en somme les impératifs de conservation d'une bureaucratie.

- Les chances de l'unité ou la paix sociale dans la paix
" tout court ".

Notre principal but est de montrer ici que le mot d'ordre de l'unité, comme n'importe quel autre mot d'ordre, ne possède aucune vertu magique permettant de bouleverser le rapport de force social. Nous vivons une période historique qui est encore sous le coup du tournant de la décade 1926 - 36, qui fut décisive pour la déchéance du mouvement prolétarien; et rien de positif ne peut en sortir, aussi longtemps que l'idéologie qui s'est alors implantée dans les organisations ouvrières n'aura pas fléchi. Or nous devons constater qu'elle supporte les pires démentis que lui infligent les événements politiques sans accuser de recul visible .

Ainsi jamais mot d'ordre n'est apparu aussi trompeur que celui de la "paix en Algérie", qui a servi de slogan électoral dans la "consultation" de 1956. Les ouvriers ont voté "socialiste" ou "communiste" pour retrouver la paix : la guerre continue et les stalinistes ont même accordé les pleins pouvoirs à ceux qui l'ont poursuivie après avoir promis la négociation. Et pourtant, à en juger par la place que lui accordent les débats syndicaux, c'est encore ce même mensonge qui pourrait cimenter l'unité entre les centrales réconciliées. Cette éventualité met en lumière le chaos inextricable dans lequel est tombée la classe ouvrière, devenue incapable d'exprimer une aspiration sociale sans emprunter les postulats idéologiques du système qui l'opprime. Elle montre aussi que l'opportunisme dispose encore d'atouts appréciables pour duper le prolétariat et que la lutte qu'on doit mener contre lui est encore toute défensive en ce qu'elle ne peut préconiser l'action mais doit oeuvrer au préalable à une laborieuse et ingrate réhabilitation doctrinale.

Sans nous étendre ici sur les autres points programmatiques vers lesquels convergent les conceptions des divers courants politiques et syndicaux - "interdiction massive des armes atomiques, collaboration internationale, réformes de structure" etc.... - nous nous bornerons à souligner leur unité de vue sur ce point crucial de la crise coloniale qui eut les honneurs de la "plateforme d'unité" proposée par les " Enseignants ".

Dans le rapport des forces actuel, l'attitude des ouvriers en face de la guerre d'Algérie est extrêmement difficile. Avant la première guerre mondiale, alors que l'impérialisme colonialiste était en plein essor, les partis et les syndicats de la classe ouvrière avaient eu la force, sinon d'empêcher les expéditions militaires en terres lointaines, du moins de les stigmatiser énergiquement et de les combattre. On ne saurait attendre la même attitude courageuse des organisations qui, depuis, ont capitulé sur tous les fronts devant le capitalisme. L'aspect le plus grave de leur carence n'est pas tellement l'impuissance dont elles font preuve devant la politique gouvernementale, mais le défaitisme qu'elles propagent au sein des files ouvrières en les entretenant dans cette illusion qu'il est possible de mettre fin à cette politique par la voie des majorités parlementaires et de l' "union des bons citoyens et des démocrates sincères ".

A l'analphabète politique qu'est aujourd'hui le "Français moyen" il peut apparaître que les stalinistes, en réclamant la paix en Algérie et en appelant tous les partis de "gauche" (et les autres) à s'unir sur cette large plateforme, font oeuvre consciencieuse de prolétaires et de socialistes. Mais il n'en est rien, car sous le couvert de ce pacifisme humanitaire ils continuent à militer pour une politique de collaboration de classe, qu'ils ont déjà assumée, mais dans le bellicisme le plus abject. Le démocratism qui leur a servi autrefois à dissimuler leur adhésion à une politique impérialiste, de rapine et de carnage, montre cette fois-ci par son impuissance qu'il n'était qu'un grand mensonge. Le temps est définitivement passé où, au sein de la petite bourgeoisie, voire de la bourgeoisie, des hommes étaient capables d'une véritable révolte lorsque leur classe trahissait ses propres principes. L'énergie des modernes défenseurs des droits démocratiques ne pèse pas plus qu'un discours parlementaire et ne trompe personne.... si ce n'est les ouvriers.

Bien qu'enclins à trop d'indulgence pour toute réthorique de ce genre, les socialistes de la grande époque, lorsqu'ils

combattaient la politique impérialiste, voulaient désolidariser le prolétariat des campagnes de conquête et d'oppression menées par la bourgeoisie. Tous ceux qui, aujourd'hui, prônent la paix en Algérie, le font, non pas au nom du prolétariat et de la lutte de classe, mais au nom de l'intérêt national "bien compris" et des intérêts supérieurs de la "démocratie". De telle sorte que les ouvriers ne sont pas seulement désarmés devant les conséquences pratiques, militaires et économiques, de la politique gouvernementale, mais encore bernés dans la solution même qu'ils escomptent et que leur promet tout ce conglomerat politique qui, des stalinistes jusqu'à certains radicaux, veut constituer avec leur appui une sorte de "front de la paix".

Loin de s'opposer sur un plan de classe à la politique capitaliste, cette propagande lui fournit au contraire une arme supplémentaire car elle lui permet de neutraliser, par personnes interposées, tout le mécontentement qui naît de la mobilisation des jeunes travailleurs et des inquiétudes et difficultés matérielles qui en découlent. En effet, l'écroulement du vieux colonialisme est un phénomène historique général, une perspective désormais inéluctable pour les impérialismes usés d'Europe occidentale; et le problème réel qui se posera à leurs bourgeoisies n'est pas d'éviter l'inévitable, mais de le retarder et d'en amortir les conséquences économiques et sociales. Rien n'y convient mieux que la disposition d'une opposition parlementaire loyale et "démocratique". Le précédent de la guerre d'Indochine et de la paix de Genève, dans laquelle les partis de gauche et les syndicats voyaient de même la condition d'une reprise de la politique de "progrès social", n'est-il pas édifiant quant aux conséquences de la liquidation d'une politique colonialiste lorsqu'elle s'accomplit, non pas sous la poussée de la lutte de classe, mais devant une nécessité inéluctable et sous l'égide de laborieuses négociations entre les grandes puissances mondiales ? L'abandon de la grande colonie d'Extrême-Orient n'a rien modifié aux rapports de force entre prolétariat et bourgeoisie de la métropole et rien retranché des illusions ouvrières sur les mérites d'une politique "démocratique".

Il en serait de même, dans les conditions présentes, si le capitalisme français se voyait contraint de céder, totalement ou en partie, aux revendications d'autonomie du grand département d'Afrique du nord. On peut légitimement nous objecter que l'évènement aurait une portée bien plus grande, mais ceci ne fait que renforcer notre thèse car, dans ce cas, plus nécessaire encore s'avérerait la mise en place d'un dispositif de propagande destiné à en aplanir les répercussions sociales internes. La bourgeoisie française ne consent pas facilement, cela se comprend,

à perdre son rang dans la compétition internationale, mais ce qui, pour elle, constitue une préoccupation bien plus grave, c'est d'éviter qu'en cette occasion, un prolétariat jusque là inerte ne vienne à faire irruption sur la scène politique. Les positions en faveur de la "négociation" en Algérie, telles que les développent partis et syndicats "ouvriers" lui offre cette inestimable garantie : dans le cas où la liquidation de l'affaire algérienne deviendrait effective ils s'emploieraient de toutes leurs forces à maintenir les travailleurs dans cette politique de conservation sociale qu'ils leur ont imposée et à la quelle, dans d'autres conditions politiques, une telle crise aurait pu porter de sérieux coups.

L'opportunisme, nous l'avons vu, prend toujours au sérieux les principes de l'idéologie bourgeoise, plus au sérieux que la bourgeoisie elle-même et c'est pourquoi, dans les périodes difficiles c'est toujours lui qui lui fournit les "solutions de rechange". La bourgeoisie décadente procède de façon toujours plus empirique. Elle peut osciller d'une politique à une autre, envisager la négociation et la paix après avoir encouragé l'intransigeance et poursuivi la guerre. L'essentiel, pour elle, est que ne soit pas ébranlée la stabilité sociale dont la neutralisation actuelle de la classe ouvrière est le meilleur garant. A cette nécessité l'attitude des partis et syndicats de la dégénérescence ouvrière répond efficacement. Les syndicats notamment, de la même façon qu'ils couvrent par leur "apolitisme" affirmé la seule politique de la bourgeoisie, couvrent par leur pacifisme la véritable guerre que conduit le capitalisme contre les forces qui ébranlent ses assises d'outremer. Mais si cette guerre échoue - pour des raisons qui ne doivent rien à l'action (!) et à la propagande de ces syndicats, la paix que ces derniers préconisent pourra servir de politique de rechange à la bourgeoisie. C'est là le sens véritable de l'orientation adoptée par les syndicats et les partis "de gauche" sur la question algérienne. Ils l'ont examinée sous tous les aspects. Ils ont envoyé sur place, tant sur initiative syndicale que parlementaire, des "commissions d'enquête" qui ont constaté le terrible problème démographique avec lequel l'Algérie se trouve aux prises. Ils se sont indignés sur la misère et l'analphabétisme qu'on leur a rapportés, ils se sont émus du fait que les éternels et impérissables "droits de l'homme" y soient, une fois de plus, bafoués. Mais ils n'ont jamais abordé la question sous l'angle des intérêts du prolétariat tant immédiats qu'historiques : la classe ouvrière doit-elle ou non donner son sang pour l'impérialisme colonialiste ? Le mûrissement de la future crise sociale et internationale peut-il ou non gagner à la liquidation de ce colonialisme ? Là serait véritablement les seuls critères de militants se préoccupant du socialisme et de la défense de la classe ouvrière.

Mais les uns et les autres ne savent que se torturer l'esprit pour élaborer des plans de négociation. Ce serait justement dans le cas où l'imbroglio algérien viendrait à se clore par une telle "solution" (1) qu'il apparaîtrait combien cette propagande peut être salutaire au capitalisme français dans la difficile tâche - qu'il semble bien incapable de réaliser lui-même si ses "alliés" atlantiques ne l'y contraignent pas - de substituer au "jusqu'au-boutisme" actuel un plus sage repli. Parce que la liquidation de la campagne militaire algérienne est revendiquée au nom de l'intérêt national et non pour soustraire le prolétariat à cet impôt de sang, parce que la campagne de paix "tout court" ne peut qu'engendrer l'idéologie de paix sociale, la bourgeoisie peut envisager sans trop d'inquiétude la suite des événements; elle a d'avance l'assurance de la collaboration active de ceux qui font opposition à sa politique actuelle. Les difficultés qui pourraient surgir, non pas tellement de la perte d'un territoire très surestimé, mais des imbrications de la question ethnique et d'autres problèmes mineurs, pourraient être abordées avec une certaine sérénité du fait que la paix obtenue sera considérée par les actuels et bruyants adversaires de la guerre, non pas comme une brèche ouverte dans le ciment de la solidarité nationale et en faveur d'un renouveau de lutte de classe, mais comme la liquidation d'un obstacle accidentel à la politique de redressement économique et de "progrès social" à laquelle, tout comme les bourgeois, ils se déclarent solennellement attachés.

C'est bien parce que les dirigeants des partis et syndicats "ouvriers" sont de la même essence historique opportuniste et jouent le même rôle politique et social qu'ils peuvent faire du mot d'ordre de la paix en Algérie une "plateforme d'unité".

- Destiné aux "redresseurs" : problème politique et non syndical.

A en croire les stalinistes de la C.G.T. toute l'histoire de plusieurs décades de lutte ouvrière pourrait se réduire à ce simpliste schéma: aux périodes d'unification syndicale correspondent les heures fastes des victoires revendicatives, aux périodes de division l'aggravation des conditions de vie et de travail des ouvriers. L'historique que nous avons retracé doit prouver que les déboires des luttes pour les revendications immédiates ont en réalité des causes bien plus profondes. Le capitalisme, que le prolétariat n'a pas su abattre lors de la grande crise révolutionnaire ouverte par l'Octobre russe, ne peut désormais donner à l'humanité que des misères et des destructions toujours plus grandes. La classe ouvrière, dont il conviendra de montrer, en une autre occasion, que rien de fondamental n'est changé dans sa situation du fait de l'avènement d'une politique bourgeoise "progressive" (assurances, plein emploi et hauts salaires), doit for-

(1)- C'est cette solution que le rapport moral du Congrès des "Enseignants" a l'humour de trouver "originale" !

cément voir s'y aggraver les maux dont elle souffre en propre : chute du pouvoir d'achat, incertitude de l'avenir, abrutissement du productivisme, despotisme de fabrique. Ce sont là des caractéristiques inséparables du mode bourgeois de production, mais qui prennent une extrême intensité après une contre-révolution triomphante et en pleine phase impérialiste du capitalisme. Le rôle néfaste de l'opportunisme ne s'y signale pas par une quelconque "originalité" (comme d'aucuns l'ont prétendu parlant du mystérieux pouvoir des "bureaucraties") mais parce qu'il contribue avec plus de cynisme et de force qu'auparavant à désarmer le prolétariat.

La division syndicale n'est qu'une conséquence de ce monopole opportuniste dans les organisations de classe, mais nous avons vu que l'unité aussi peut ne servir qu'à la trahison des intérêts des ouvriers, comme l'unité restée célèbre de 1936. Trahison de leur mission historique, mais aussi de leurs aspirations immédiates. L'avantage direct que ces unités devaient apporter, et au nom duquel on a sacrifié toute délimitation de la position classiste révolutionnaire avec l'opportunisme réformiste, ne s'est jamais durablement vérifié. La fusion organique des directions syndicales a eu pour résultat de grouper des professions jusque là rétives à toute organisation, elle a considérablement accru la masse des syndiqués mais elle est demeurée impuissante devant le processus historique et économique qui constitue la base objective de la division syndicale : la concurrence entre travailleurs, qui prend sa forme extrême avec le pullulement des catégories, la multiplication des "qualifications". Mieux, elle en a augmenté la portée et les méfaits. Le point central de la question de l'unité syndicale est donc celui-ci : dans quelles conditions les prolétaires peuvent-ils surmonter la concurrence qui les oppose de catégorie à catégorie et de profession à profession ? Au moment où de nombreux militants d'avant-garde font du redressement des syndicats le point de départ de la reprise prolétarienne, et de la réunification syndicale la condition de ce redressement, il est bon de leur rappeler qu'il leur faut, sans préjudice des autres difficultés, se prononcer là-dessus.

On sait quel acharnement mit la bourgeoisie du début du siècle dernier à empêcher les coalitions d'ouvriers. Ces derniers, privés du droit syndical, devaient succomber à la concurrence, dont ils ne sortaient que pour de courtes périodes et aux prix de sanglantes révoltes durement réprimées. Ils ne succombaient à la concurrence, tant à celle des machines qu'à celle des enfants, des femmes et des travailleurs moins exigeants, que parce qu'ils n'avaient pas encore la force de s'organiser. Mais aujourd'hui, après un long cycle d'activité syndicale puissante et soutenue, s'ils

y succombent encore, c'est parce que ceux qui revendiquent la tâche d'organiser la lutte ouvrière - et ne pourraient le faire qu'en invoquant les intérêts généraux et historiques de la classe - adoptent les postulats idéologiques du système à abattre et se livrent à l'apologie des procédés actuels de concurrence entre ouvriers : travail au rendement, hiérarchie, productivisme, etc...

Derrière une unité de façade de durée éphémère et fondée sur la négation de la lutte ouvrière au profit d'une perspective utopique de progrès social, les artisans des fusions syndicales successives ont en réalité consacré la division réelle, la concurrence entre ouvriers que le capitalisme, par son propre développement, impose aux vendeurs de la force de travail lorsqu'ils placent avant leur intérêt de classe les avantages immédiats de leur catégorie ou l'illusoire amélioration qu'apportent les modernes procédés de surexploitation.

Grâce à cette complicité, ce n'est plus seulement le poids aveugle du mécanisme mercantile capitaliste, dépréciant et différenciant la force de travail, qui dresse les catégories professionnelles les unes contre les autres, c'est aussi l'initiative du patronat et de l'Etat bourgeois qui multiplie les mesures tendant à renforcer tout sentiment individualiste et réactionnaire chez l'ouvrier : "participation" aux bénéfices, création d'une sorte "d'esprit de corps" de l'entreprise etc... Comme il ne s'agit pas là d'une simple propagande mais de mesures à base économique réelle, le danger de toute propagande en faveur de l'unité dans la situation actuelle, c'est qu'elle ne trouve audience qu'à la condition de ne pas heurter ces pratiques et de ne pas combattre leur idéologie. Autant dire que si on la présente dans un contexte politique classiste elle est vouée à l'insuccès, aussi longtemps du moins que le capitalisme disposera des moyens matériels de corrompre idéologiquement les ouvriers.

Nous disons donc que les conditions objectives ne sont pas favorables à un effort positif de regroupement classiste des masses ouvrières. Nous n'en considérons pas moins possible et nécessaire d'oeuvrer à la maturation des conditions subjectives de la reprise prolétarienne, c'est à dire à la cristallisation d'un noyau de regroupement d'énergies de classe qui pourrait dès aujourd'hui, à la mesure de ses moyens pratiques, lutter dans tous les centres d'activité ouvrière et en premier lieu dans les syndicats.

Mais ce qu'il faut avant tout savoir, avant de passer à cette "action" si modeste soit-elle, c'est comment de tels regrou-

pements peuvent être valables. Une certaine expérience des tentatives infructueuses qui furent faites dans ce sens dans les milieux français d'opposition anti-staliniste nous permet d'affirmer que c'est une voie négative et décevante que celle qui se préoccupe en premier lieu d'élaborer des tactiques à la petite semaine pour conquérir le plus vite possible des couches de plus en plus larges de travailleurs, de débattre à longueur de journée s'il convient de préconiser "l'unité" de tous les courants ouvriers ou au contraire de soutenir la constitution de comités "autonomes" d'action. Nous disons sans ambages que rien ne peut être fait, dans tous les champs de l'activité de classe, sans que soit auparavant tranchée la décisive question concernant l'organisme spécifique de la lutte ouvrière et précisé sans réticence, y compris à propos des conditions d'une orientation syndicale, à qui incombent les tâches d'organisation et de direction de la future reprise prolétarienne : au parti ou au syndicat ?

On sait que l'école syndicaliste assigne à ce dernier organisme, non seulement le rôle de défense des intérêts des ouvriers dans la société actuelle, mais aussi celui de l'organisation des rapports de production dans la société de demain. Nous, qui nous revendiquons du marxisme sans "révision" ni "mise à jour", nous affirmons que, si le renversement du capitalisme est un fait politique de pouvoir - et comme tel tâche de parti - l'orientation des luttes des travailleurs pour les revendications immédiates dans la perspective historique de classe entre également dans sa compétence, et à ce titre il ne saurait démocratiquement la débattre avec d'autres idéologies. Entre les syndicalistes et nous les divergences sont claires et la controverse est historiquement close.

Mais la plus grande source de confusion nous la trouvons dans la position de ceux qui oscillent continuellement entre les deux formes d'organisation, parti et syndicat, et qui composent avec l'idéologie des tenants de ce dernier. Ces divers "redresseurs" du mouvement ouvrier foisonnent, relativement; et on peut les classer en deux grandes catégories : ceux dont toute la politique est fondée sur le noyautage des organisations déjà existantes, et qui se bercent de phrases creuses sur la "démocratie ouvrière"... aux côtés des agents reconnus du capitalisme; ceux qui veulent créer de nouveaux organismes de lutte (difficilement définissables bien qu'ils les affublent le plus souvent du nom de "parti") et dont le grand argument repose sur la foi dans les ressources insoupçonnées de la "spontanéité de la base".

Les activistes de la première catégorie se dévoilent

bien vite comme de vulgaires opportunistes, dont les positions sont à peine discernables de celles des chefs des grands partis et syndicats. Mais ce sont les seconds qui jouent le rôle le plus néfaste du point de vue de la définition, indispensable avons-nous dit, de la nature et du rôle de la direction politique du prolétariat. Ils croient retrouver la pureté de la tradition révolutionnaire, perdue par l'opportunisme, en reniant formellement ce que ce dernier a lui-même, honteusement, trahi dans la pratique : les notions rigoureuses du programme et du parti. Cette position est d'autant plus inconséquente qu'elle éclot dans la phase historique où le nivellement de tous les concepts pré-marxistes ou anti-marxistes dans un opportunisme banal et uniforme vérifie cruellement la dure formule de Lénine sur l'incapacité des travailleurs de dépasser par leur seule expérience le niveau du trade-unionisme. Hors de l'appareil politique et syndical, les travailleurs en effet n'ont pas la force, sauf en de rares occasions (1), d'organiser leur propre action. Et c'est d'ailleurs pour cette raison que les moins scrupuleux des "redresseurs" proposent tout bonnement l'unité des directions syndicales qu'ils critiquent. Ou la trahison ou l'immobilité, tel est donc le dilemme dans lequel est enfermée la revendication ouvrière.

C'est une situation qu'on ne résout pas par les vertus d'un mot d'ordre, si populaire soit-il. Les conditions sont bien plus terribles qu'à l'époque de "Que faire" et c'est pourquoi la formule de Lénine n'en est que plus vraie. Au moment où il la lança, provoquant la haine définitive de tous les partisans de "l'auto-organisation", le niveau trade-unioniste de la "conscien-

(1)- Lors des grèves de St Nazaire en octobre dernier, les ouvriers des chantiers maritimes, aux prises depuis des années avec un patronat de combat, débordèrent à plusieurs reprises les organisations syndicales. La lutte prit une telle âpreté (un ouvrier trouva la mort au cours d'une échaffourée) que les trois syndicats, CGT, FO et CFTC de la métallurgie, durent amorcer une fusion et créer l'"Intersyndicale". Cette expérience est concluante en ce qui concerne l'efficacité de telles "unités". Dès lors qu'il faut les employer dans un but de classe : élargir le mouvement, intensifier l'agitation, etc... le réseau syndical et l'ensemble de "l'appareil" se trouvent comme enrayés, inutilisables. Les dirigeants syndicaux n'ont su que proposer leurs bons offices de médiateurs et, devant l'intransigeance patronale, laisser les ouvriers démocratiquement ... se débattre dans le dilemme que posait l'attitude des employeurs renoncer aux grèves "tournantes" - leur dernière arme après l'insuccès antérieur des grèves totales - ou subir le lock-out décidé par la direction des chantiers.

ce ouvrier" était au-dessous du niveau politique de classe, mais il n'était pas, formellement tout au moins, opposé à la finalité révolutionnaire. Aujourd'hui, où partis et syndicats propagent les postulats idéologiques de l'adversaire, où les ouvriers sont enfermés dans un ensemble de conditions matérielles qui les lient à la plus éhontée des exploitations, il ne sont plus capables, particulièrement dans les pays occidentaux où l'expression des contrastes sociaux est particulièrement assoupie, de donner quelque réalité aux critères élémentaires d'une action trade-unioniste. La compromission et le marchandage y sont le climat général de l'activité revendicative. Non seulement il est utopique de vouloir y greffer une paisible évolution vers de véritables positions de classe, mais on ne peut les diffuser qu'en taillant dans le vif d'une foule de préjugés et d'égoïsmes, d'hypocrisies et d'illusions, qui constituent la mentalité moyenne de la catégorie économique du salariat après des décades d'opportunisme et de trahison.

Il est probable que ce ne sera qu'à la veille de la grande crise sociale que ces positions - seules garantes d'une véritable unité ouvrière - pourront avec succès disputer la sphère d'activité syndicale à l'opportunisme. Mais seule le parti de classe, parce qu'il possède le programme historique du prolétariat et ne transige pas sur les principes au gré des "majorités", pourra leur frayer cette dure voie.

TRIVIALE RESURRECTION DE L'ILLUMINISME

De la théologie à l'illuminisme.

En plaçant la Terre au centre de l'Univers, la conception illustrée par Aristote, Thomas d'Aquin et Dante établissait une séparation absolue, une hiérarchie métaphysique entre le monde terrestre et le monde céleste. Le premier y apparaissait changeant corruptible et exposé aux atteintes de l'Homme, le second incorruptible, intouchable et interdit par principe et pour l'éternité au corps de l'Homme, ce ver de terre.

Où était la limite entre ces deux mondes ? Il est étrange que les catholiques ne l'aient pas établie, du moins à notre connaissance. Mais puisqu'aucun mythe ancien n'est purement poétique, nous pouvons assimiler la sphère de feu que Dante plaçait au-dessous du ciel de la froide lune à ce que les savants actuels appellent la ionosphère et mésosphère, piste de danse de charges et de radiations à demi inconnues, située à un millier de kilomètres de la superficie de la terre.

S'il est vrai que le satellite russe ait atteint les 900 kilomètres, sur toute son orbite ou, plus vraisemblablement, sur une partie de celle-ci, il n'est pas encore sorti des limites que Thomas d'Aquin assignait au monde corruptible, et le Vatican n'est pas tenu de l'excommunier. L'Homme n'a pas violé le Ciel.

Depuis longtemps, la conception moderne partie de Copernic, Galilée, Képler et Newton a abattu cette limite métaphysique entre monde terrestre et monde céleste. L'Eglise elle-même ne condamne plus cette opinion bien assise que les transformations de la matière qui se produisent sur la terre affectent également les corps célestes, qui, de témoins impassibles, deviennent ainsi acteurs du devenir universel. On a découvert que le ciel n'était pas immuable, et Newton a compris que le même principe expliquait le poids et les mouvements des corps sur la terre, et la gravitation des astres. Dans sa Philosophiae naturalis principia mathematica, il montra comment la lune (et tout autre satellite ou planète) tourne éternellement autour de la Terre, sans jamais y tomber, sa course sur l'orbite équivalant à une succession de très petites chutes, sans que pourtant le corps exerçant l'attraction soit jamais atteint. Est un corps pesant non pas ce qui tombe, mais toute parcelle de matière soumise à l'attraction : c'est ainsi que l'objet qui flotte, le ballon aérostatique ou la pierre lancée en l'air ne cessent pas d'être soumis à la pesanteur. Dans ces cas,

comme dans celui du satellite, le mouvement résulte de la combinaison (que l'on appelle justement résultante en mécanique) de l'action de la pesanteur d'une part, et, de l'autre, de forces telles que la poussée, la vitesse imprimée par le lancer, ou la force centrifuge (opposée à l'attraction centripète) qui se développe quand un mobile décrit une trajectoire courbe au lieu d'une ligne droite.

La lune ne tombera jamais, sans avoir pour autant besoin de force, d'impulsion, d'énergie mécanique ou de l'administration d'une énergie motrice : entre son poids (ou mieux l'attraction vers la terre) et la force centrifuge, il existe en effet un équilibre qui lie sa stabilité dans le ciel à la rapidité de son mouvement, dont Képler a déduit les lois de l'étude des positions successives des astres.

La science moderne ne fait donc plus aucune différence de principe entre le poids d'un corps à la surface de la terre et la force qui maintient la Lune en équilibre sur une orbite fixe par rapport à la Terre.

Depuis que l'on suit non plus Aristote, mais Galilée et Newton, un satellite observant les lois de Képler ne diffère plus en principe d'une pierre qui tombe ou roule parmi nous.

Ces notions appartiennent à l'humanité depuis les débuts de l'ère moderne; leur apparition a précédé les grandes révolutions libérales bourgeoises et leur idéologie illuministe, opposée au principe théologique d'autorité.

Les satellites lancés par les Russes vérifient donc les lois découvertes au début du mode de production capitaliste; la théorie et la technique utilisées pour ces entreprises appartiennent à la superstructure illuministe et anti-scolastique de ce mode de production.

o

o

o

Képler contre la propagande .

Quel rapport entre le satellite artificiel et les lois de Képler ?

Le 4 Octobre, le communiqué officiel de Moscou, annonçant le lancement du premier satellite indiquait seulement que le corps accomplissait sa révolution en 95 minutes et qu'il "suivait une trajectoire elliptique à une hauteur d'environ 900 Kms ". Il ajoutait que la vitesse "imprimée" à l'engin était de 8 000 mètres à la seconde. Ce qui eût été utile, pour la culture des non spécialistes, eût été de fournir toutes les données théoriques AVANT le lancement, pour qu'ils puissent voir si elles étaient vérifiées par l'observation. Au minimum, on aurait dû indiquer le grand et petit axe de l'orbite. Au lieu de cela au moment du lancement on

ignorait encore les extrêmes! C'est que dans la phase historique actuelle, les conquêtes de la science ne servent qu'à abrutir plus encore les masses,, que l'on courtise de toutes parts, mais dont tout le rôle se réduit, pour leurs adulateurs, à ouvrir la bouche jusqu'aux oreilles !

La loi qu'il était cependant donné de vérifier était la troisième loi de Képler (1). S'appuyant sur les données certaines concernant notre unique satellite, il s'agissait de voir si le rapport des CARRES DES TEMPS DE REVOLUTION respectifs de la Lune et du Spoutnik était bien égal au rapport des CUBES DE LEURS DISTANCES AU CENTRE DE LA TERRE.

Pour la Lune, la distance moyenne est de 60 rayons terrestres, c'est à dire de 384 000 kilomètres . Son temps de révolution est de 27 jours 7 heures, soit 655 heures.

Si, comme il semble, le Spoutnik accomplit sa révolution en 96 minutes, c'est à dire en 1 heure 36 minutes, le rapport du carré des deux temps est d'environ 169 000. Puisqu'il doit être égal à celui des cubes des distances, on trouve que le satellite est à 1,086 rayon du CENTRE de la terre, c'est à dire à 550 kilomètres seulement de sa surface. Inversement, pour une hauteur moyenne de 900 kilomètres, le temps de révolution aurait été, selon Képler toujours, de 104 minutes au lieu de 96, ce qui donne une vitesse moyenne de 7,3 kilomètres à la seconde au lieu des 8 annoncés. Comme on voit, les lanceurs du Spoutnik se comportent tout comme les poissonnières du marché; avec eux, il faut en rabattre sur les chiffres, comme avec elles, sur les prix ! Et voilà de quelles exagérations bien peu scientifiques est nourrie la campagne sur le satellite !

Le 4 Novembre, le public apprenait sans préavis le lancement du second Spoutnik. Le communiqué, comme de bien entendu, était à nouveau plus politique que scientifique : l'engin "accomplit sa révolution en 102 minutes, à une hauteur de 1500 mètres", la vitesse restant de 8000 mètres à la seconde . Ce temps coïncidait assez bien avec les 104 minutes calculées par nous. En outre, les petites histoires que la chienne du second Spoutnik (2) s'ac-

(1) - "Les carrés des temps des révolutions planétaires sont proportionnels aux cubes des grands axes des orbites ".

(2) - Depuis des dizaines d'années on fait des recherches sur la résistance du corps humain à des altitudes très élevées. Dans le spoutnik II, on a préféré le chien au mouton de la Montgolfière. Nous ne dirons qu'une chose à ce propos : il n'y a pas d'intérêt à envoyer l'homme regarder et s'informer dans les espaces sideraux, car il est l'instrument le plus imparfait et le plus fragile qui soit. Nous y enverrons des instruments-robots électroniques, presque insensibles et très légers. Quant à l'homme qu'il continue à observer le ciel lointain avec des moyens semblables à ceux des anciens Chaldéens. Le cerveau de l'homme sait ce qu'il doit savoir sans abandonner la mère-terre pour aller voir de près ce qu'il se passe. La science a des ressources plus grandes que celles du "transport sur les lieux" de la magistrature.

compagnaient de cet aveu que les hauteurs indiquées étaient toujours des maxima, le minimum ne dépassant pas 200 kilomètres !

L'effet cherché, en ne donnant officiellement que les maxima était d'impressionner le public à la fois par les hauteurs atteintes et par les grandes vitesses "obtenues". Il est vraiment grossier, si l'on a compris que grande vitesse SIGNIFIE faible altitude ! La Lune qui, comme on a vu est à une distance moyenne de 59 rayons terrestres de la surface de notre globe, va doucement : 1 kilomètre à la seconde ! Par contre, selon les lois de Képler, un satellite qui, hypothèse extrême tournerait à un rayon du centre de la terre, c'est à dire en effleurant les eaux de la mer (et, autre supposition absurde, non pas dans l'air, mais dans le vide) accomplirait sa révolution en 85 minutes, et sa vitesse serait donc de 7,9 kilomètres à la seconde. Elle ne diffère pas beaucoup de celle que nous avons calculée pour le premier Spoutnik, en ramenant sa hauteur à 550 kilomètres, et en conservant le temps officiel de 96 minutes : 7,5 à la seconde !

Si le satellite russe ne subissait pas d'autres effets que celui de Képler, il devrait ACCELERER justement en se RAPPROCHANT de la Terre ! En réalité, aussi paradoxal que cela puisse paraître, plus la vitesse est grande, plus le RALENTISSEMENT est proche : car plus elle est grande, plus aussi l'orbite de l'engin se resserre autour de l'atmosphère plus dense de la Terre, dans laquelle il finit par pénétrer.

La grande vitesse signifie donc non seulement la basse altitude, mais la chute !

Corps céleste, ou projectile terrestre ?

Dans le vide, le mouvement képlérien ne ralentit jamais, entre des extrêmes de distances et de vitesse qui sont constants. Une des caractéristiques qui autoriserait à classer le satellite parmi les corps célestes, ou, de façon moins métaphysique, parmi les mouvements relevant de la mécanique céleste et non de la balistique externe (1) serait donc son maintien sur une orbite fixe: or le Spoutnik se comporte comme une petite étoile de cinéma qui, après avoir été lancée, menace à chaque instant de tomber.

Dans la pensée moderne, aucune limite absolue, aucun "rideau de fer" ne sépare plus les deux domaines sus-mentionnés du savoir. La distinction subsiste pourtant, sur la base des différences des ordres de grandeur (ex.distances) selon que l'on considère le premier ou le second : le changement quantitatif est en même temps un changement qualitatif, selon la dialectique de HEGEL, qui restait lui aussi un idéologue du mode bourgeois de production.

(1) Science du mouvement des projectiles lancés par un canon ou tout autre dispositif.

Ce n'est pas seulement la précarité et l'incertitude de son mouvement (ni son besoin d'une réclame publicitaire) qui fait de l' "objet en question" (comme disait le Ned Land de J. Verne, avant de savoir s'il avait à faire à une baleine ou à un sous-marin) non pas un corps céleste, mais un projectile terrestre : c'est la disproportion entre l'ordre de grandeur de son diamètre et de sa distance à la terre, et ceux qui sont fournis par la statistique céleste.

Même si sa distance à la terre était de 900 kilomètres le Spoutnik n'aurait encore été qu'à un septième de rayon terrestre de nos têtes, contre les 59 de la Lune, 400 fois plus près !

Si l'on cherche dans les données astronomiques quel est le plus petit ordre de grandeur en ce qui concerne la distance d'un satellite ou d'une planète à son corps attracteur, on trouve que PHOBOS, la lune de Mars est à 2,77 rayons du centre, c'est à dire 1,77 de la surface de la planète, soit dans ce cas 6000 kilomètres. Qu'est-ce donc que les 550 kilomètres du Spoutnik, quand la statistique céleste nous donne une grandeur minimum onze fois supérieure.

En conclusion, les hommes pourront dire avoir construit artificiellement un corps de mouvement képlérien lorsqu'ils seront parvenus à l'envoyer à une distance d'un rayon terrestre de la surface de leur planète !

En ce qui concerne les diamètres, maintenant, les plus petites planètes naines - ou astéroïdes - comprises entre les orbites de Mars et de Jupiter, et que l'on considère comme les fragments d'une grande planète ayant fait explosion, atteignent l'ordre de grandeur de dizaines de kilomètres (Le plus grand, Cérès, a 780 kilomètres, la moitié du diamètre de la Lune). Le satellite artificiel ne pourra donc pas se contenter de 83 centimètres !... Nous proposons cette définition pour un satellite sérieux : ne pas avoir un diamètre inférieur à celui de l'ex-satellite terrestre de Moscou, la république de San Marino, qui n'atteint pas dix kilomètres !

Une vitesse réduite, une grande période de révolution (et donc la possibilité d'en étudier le mouvement exact au télescope) voilà quelles seraient les caractéristiques de ce satellite, suffisamment loin de la Terre et de son atmosphère. Cela oui, ça serait un véritable exploit technologique !

Notre "objet" actuel ne serait donc qu'un projectile terrestre relevant de la balistique externe? Encore quelques chiffres, et chacun pensera ce qu'il voudra de l'ordre de grandeur de la bêtise humaine !

S'il n'y avait pas l'air, l'angle idéal pour un canon serait de 45°; avec une vitesse de sortie de 625 m/s et une hauteur de tir de 4 km, il porterait à 40 km. Or la résistance de l'air est si forte que le projectile tombe à 3 km à peine, avec l'angle optimum de 32°.

Comme la densité de l'air décroît avec la hauteur, l'idée du missile était simple : un projectile parvenu très haut avec une bonne vitesse résiduelle rencontrera une action retardatrice toujours plus faible et reprendra une grande portée.

Il s'agit donc de propulser le corps à une grande hauteur, tout en lui conservant sa vitesse, ou plutôt en lui rendant la vitesse perdue pendant la montée. C'est ce que réalise la fusée (1) projectile porteur d'explosifs (ou d'un autre agent énergétique) dont l'utilisation ne se fait pas au moment du départ mais pendant la lancée. La fusée est un moteur qui agit même dans le vide: son principe n'est pas la résistance de l'air (contrairement à l'hélice d'avion), mais la réaction d'inertie. Le corps en mouvement lance une partie de sa masse dans une direction opposée à ce mouvement; le projectile résiduel acquiert la quantité de mouvement perdue par la masse émise sous forme de jet de gaz, et donc il accélère. Lorsque la charge produisant l'accélération est épuisée, on peut jeter l'enveloppe et le dispositif d'alimentation : du missile-fusée, on passa par stade successifs au satellite, par un changement quantitatif et non pas qualitatif pourvu que certaines conditions (une certaine hauteur finale et une certaine vitesse d'acheminement du dernier poids libre), calculables avec les formules de la balistique, soient respectées.

Le satellite artificiel qui reste dans le champ terrestre immédiat et n'a qu'un faible diamètre est une application de la balistique et du mouvement à réaction, et non pas une expérience de mécanique céleste. Celle-ci reste une science de pure observation. "Les Spoutniks", peuvent bien dire snobs et snobinettes, aristocratie mentale du XX^{me} siècle, "quel coup de canon!" C'est cela, au sens propre du terme !

Science d'aujourd'hui et science de demain.

La propagande occidentale prétend que la dictature étouffant l'esprit, le Communisme fait reculer la Science. Les comptes avec le communisme ne se font pas en Russie; où l'on n'en sent même pas l'odeur et où se développent au contraire la même science et la même technique que dans tout autre pays capitaliste. Mais si la forme de la dictature a remporté une victoire, nous-mêmes pouvons nous en réjouir, bien que, dans ce cas, cette forme appartienne au passé, et non à l'avenir. Et que le démocratisme ronge son frein !

Le fait d'avoir réussi à lancer le satellite même pour un seul tour est une expérience technique remarquable, et nous nous réjouissons hautement que les pequenots du corps scientifique

(1)- L'effet de la fusée à réaction avait été imaginée par J.Verne dans son livre "De la terre à la lune" non pour accélérer le départ du projectile occupé par des hommes, mais pour ralentir la chute à l'arrivée.

d'Amérique l'ait ratée ! Mais dans le développement d'une technique que les hommes ont fondée grâce à des contributions tantôt ridicules ou naïves, tantôt puissantes et même héroïques, ce nouveau pas ne s'est pas fait autrement - si ce n'est avec beaucoup moins de sérieux ! - que les découvertes qui se succèdent depuis quatre ou cinq siècles. Dans le climat social contemporain, il ne pouvait en être autrement. Aucune grande parole nouvelle ne pouvait venir annoncer l'apparition d'une attitude différente de celle qu'a connue l'époque capitaliste dans la prise de possession de la nature par l'homme.

Sans aucun doute, l'arrivée du prolétariat au pouvoir donnera à la science une grandiose impulsion, un élan inconnu aux anciens modes de production. On peut donc se demander quelles seront les nouvelles caractéristiques des conquêtes scientifiques de cette ère, puisqu'à n'en pas douter, elles seront différentes.

Dans la construction marxiste, la science deviendra science de la société toute entière et sera ouverte jusqu'au dernier de ses membres. LA DIVISION DU TRAVAIL et la DISTINCTION ENTRE TRAVAIL MANUEL ET MENTAL auront cessé. C'est là la pierre angulaire de notre doctrine.

Ces cercles d'experts qui abritent non pas le besoin humain de savoir et de faire, mais, puisqu'il s'agit de cerveaux offerts en location, seulement une fornication avec les milieux d'affaires, ces cercles fermés disparaîtront.

Disparaîtront de même les brevets, le secret, et la recherche dans le mystère, car avant même de passer aux vérifications expérimentales, on annoncera publiquement les prévisions théoriques. Le secret d'Etat et de nation est un secret de classe. Il ne vaut pas mieux que l'obscurantisme des despotes et des prêtres qui auraient voulu empêcher Galilée de lire Copernic; Képler, Ticho Brahé; et Newton, Képler.

Le vulgaire coup de théâtre des Spoutniks russes est non pas l'aube du travail scientifique d'un monde nouveau, mais un pas de l'illuminisme vers des formes d'obscurantisme et de science monopolisée, qui, dans l'histoire de la pensée, ne dépassent pas le niveau des théocraties antiques. Il est digne de la vieille théosophie ésotérique dans laquelle ce qui parvient aux masses n'est pas la conquête scientifique, mais la suggestion d'un rite suscitant leur terreur ou une admiration abrutie, qui, dans les deux cas, en fait des esclaves.

Pour l'accomplir, le capitalisme d'Etat russe a exploité à son droit l'avantage que lui conférait le fait d'être le plus jeune et organiquement le plus vigoureux, de bénéficier de l'expérience d'autrui, et surtout d'être économiquement et politiquement totalitaire. L'entreprise n'en reste pas moins une triviale réédition de l'illuminisme à plusieurs siècles d'écart, une réédition dans laquelle le contrôle du travail scientifique par l'Etat est glorifié comme une source de progrès !

Plus que jamais, et comme dans toute la dégénérescence de la révolution prolétarienne russe, l'accent est mis non sur ce qui est vrai et fort, mais sur ce qui mène à un succès facile et tangible.

Pâle et froid illuminisme lunaire ! Polémique non moins triviale que celle de l'autre bord pour la démocratie !

La leçon des Spoutniks.

Nous haïssons autant le pacifisme lacrymogène que la stupide émulation dont on célèbre, avec le Spoutnik, une des pires saturnales. Aussi, quand Mr. Krouchtchev dit que celui qui possède le satellite (suspendu là-haut à une incapacité mondiale de compter !) possède aussi le missile, qui sera sans pitié, demandons-nous simplement : c'est ça la supériorité de la culture et de la civilisation soviétiques ? Et ça, comment le faites-vous cadrer avec le reste de votre doctrine ? Celle-ci n'affirme-t-elle pas, en effet, que (tout comme si elle était une anticipation de l'humanité nouvelle et du communisme pour lesquels lutte le prolétariat du monde) la centrale russe a partout sur la terre des alliés, des disciples et des amis déjà convaincus, et qu'il n'y a plus qu'à embrasser son Verbe, et à suivre son exemple sur la terre et dans les cieux . Or le missile sera sans pitié aussi bien pour les amis que pour les ennemis de classe, pour les alliés que pour les adversaires, sans pitié pour les partisans en armes comme pour les populations des Etats en guerre !

Cela ne revient-il pas à déclarer que le temps de ces mensonges est passé, et qu'il ne reste plus aujourd'hui sur le terrain que la FORCE de puissances monstrueuses : les Etats impérialistes ? Par nature, ceux-ci seront sans aucune pitié pour les populations, quelles qu'elles soient. Ils n'hésiteront pas à construire à distance des nécropoles géantes, à l'échelle de territoires entiers, et telles qu'aucune forme historique n'en avait connu de pareilles, avant l'apparition du Capital. A MOINS QUE la lumière sinistre de l'illuminisme capitaliste ne soit éteinte kilomètre carré par kilomètre carré dans le grand corps à corps social, sur toute la surface de la Terre !

La seule conquête scientifique d'Octobre 1957 c'est la répétition de CETTE conquête scientifique :

LA TERREUR COMPTE PLUS QUE L'OPINION, DANS LA PHYSIQUE DE L'HISTOIRE !

L'EST EUROPEEN DANS LA PERSPECTIVE REVOLUTIONNAIRE

Dans l'effroyable galimatias de 56 pages que le numéro d'octobre de Démocratie Nouvelle consacrait à " La Hongrie, un an après" on trouve ce jugement fort intéressant jusque dans le mensonge et la fausseté :

" Si l'on veut analyser correctement les événements de Hongrie,
" il ne faut d'abord pas les isoler de la situation mondiale
" CENTREE autour de la lutte entre un système social déclinant,
" le capitalisme, et un autre en ascension vigoureuse,
" le socialisme. En automne dernier, la Hongrie s'est trouvée
" au FOYER de ces contradictions et est devenue le théâtre
" ouvert de la lutte des classes qui se poursuit à l'échelle
" mondiale ".

Deux choses à retenir dans ces quelques lignes : la version qui y est donnée de la lutte mondiale des classes - l'idée du "foyer".

Nous combattons depuis trop longtemps la première pour nous étendre longtemps sur elle. Rappelons seulement que le marxisme repousse complètement l'assimilation de la lutte mondiale des classes avec la lutte entre les deux "systèmes" en question pour au moins quatre raisons.

Parce que le mode historique de production est le même dans les deux secteurs : économie mercantile et à salariat tendue vers l'augmentation de la production et de la productivité, donc CAPITALISME. Une preuve, parmi d'autres, de cette identité : les appels " communistes " à la reprise et l'intensification des ECHANGES MONDIAUX.

Parce que le domaine géographique des deux prétendus " systèmes " n'a pas été lui-même délimité par la lutte révolutionnaire, mais par les accords impérialistes de Yalta.

Parce que loin de prévoir les moyens politiques et de lutte d'étendre ce domaine d'un prétendu socialisme, le communisme des "systèmes" y a ouvertement renoncé au XXme Congrès : coexistence pacifique - non immixtion de l'URSS dans les affaires des autres Etats - voies pacifiques et parlementaires au socialisme.

Parce que si le problème de l'extension se posait - c'est à dire s'il y avait vraiment du socialisme dans le secteur russe - elle ne pourrait avoir d'autre instrument que l'Internationale prolétarienne, à laquelle le communisme des systèmes a plus que jamais tourné le dos avec la doctrine des "voies nationales au socialisme"

La prémisses économique étant ce qu'elle est, les faits politiques ne pouvaient être autres. Ils vérifient parfaitement toutes les prévisions marxistes sur la dégringolade toujours plus accentuée des renégats vers le reniement total, ouvert du communisme.

Est-il vrai maintenant qu'en novembre 1956, la Hongrie se soit trouvée au foyer de la lutte mondiale des classes, c'est à dire, en termes marxistes, de la lutte entre le MODE CAPITALISTE et le MODE SOCIALISTE de production ?

L'intéressant est que les néo-staliniens ne sont pas les seuls à l'avoir dit, en mettant, il est vrai, le socialisme derrière les forces repressives et le capitalisme derrière les insurgés, comme le voulait leur version toute spéciale de la lutte des classes.

Bien qu'intervertissant les rôles, une opposition qui se réclame elle aussi du socialisme A AFFIRME EXACTEMENT LA MEME CHOSE du moment qu'elle a caractérisé l'insurrection hongroise comme "révolution ouvrière et socialiste". Bien plus, toutes ses réactions (1) aux événements de Pologne montrent que dans sa vi-

-
- (1) Pour le même LEFORT qui, lors des événements hongrois reconnaissait que "l'association des deux idées de l'internationalisme et du communisme hongrois national pouvait paraître confuse du point de vue des principes du communisme" mais qui affirmait que "dans les circonstances présentes, elles est parfaitement compréhensible", "Pologne, depuis des mois, ce nom signifie espoir". Et même Budapest détruit "La Pologne reste le pays de l'espoir" (Soc. ou Barb., Mai 1957 dans le reportage Retour de Pologne).
- Voir aussi dans le même n° ("La voie polonaise de la bureaucratisation") cette appréciation : "La situation de la Pologne, historiquement inédite (?), restait une situation REVOLUTIONNAIRE. Le courant révolutionnaire, s'il ne parvenait pas jusqu'à constituer des organes autonomes des masses - Conseils ou Soviets - PENETRAIT QUAND MEME PROFONDEMENT LES ORGANISATIONS EXISTANTES, en particulier LE PARTI COMMUNISTE. LA DISCUSSION au sein de celui-ci devenait LIBRE, des TENDANCES REVOLUTIONNAIRES s'y exprimaient OUVERTEMENT etc ... etc.....

(Suite page 78)

sion (si du moins elle en possède une de quelque cohérence) c'est l'Est européen qui se trouve actuellement au foyer de la lutte mondiale des classes, et qui a le plus de chances de s'y trouver dans les années à venir.

Non seulement cette appréciation et cette perspective sont fausses, mais, ce qui est plus important, elles TRAHISSENT UNE VERSION de la lutte mondiale des classes qui pour être bien différente de celle du neo-stalinisme n'en est pas moins pernicieuse. L'opposition qui partage l'opinion de ce dernier sur le foyer de la lutte (ce n'est pas un hasard) n'est pas l'antithèse du communisme renégat que nous abominons, mais son image en négatif. Pour que la version MARXISTE de la lutte de classe mondiale soit rétablie et que ne soient pas perdus les véritables enseignements d'un mouvement qui en comporte de précieux, elle doit être combattue.

Le socialisme scientifique s'est toujours préoccupé, à chaque phase, de déterminer quel pouvait être dans l'avenir le foyer de la lutte mondiale des classes. Mais par foyer, on n'entendait pas simplement le "lieu des événements", comme le font les petits reporters et les journalistes vulgaires qui osent aujourd'hui se réclamer du socialisme. Par exemple, quand après la défaite de la Commune de Paris (qui avait entraîné la dissolution de la première Association internationale des Travailleurs), Marx et Engels prévoyaient que le premier rôle pourrait revenir

(Suite renvoi (1) page 77

LA MENTALITE DES MEMBRES ETAIT TRANSFORMEE etc.. etc..." (p.59) (les majuscules sont de nous). L'auteur a hérité du trotskysme dont il sort la croyance qu'un "cours nouveau" à base de "liberté de discussion" avait ipso facto un sens révolutionnaire. Notre courant a toujours défendu cette position que la véritable trahison du stalinisme ne résidait ^{pas} dans la "suppression de la liberté ", mais dans la falsification du marxisme, et qu'il faudrait beaucoup plus que le "retour à la liberté" pour que le véritable communisme triomphe! Notons qu'il s'agit ici de la Pologne pacifique. Qu'est-ce que de tels gens ne devaient pas dire sur la Hongrie insurrectionnelle. Nous renvoyons le lecteur à leur brochure " L'insurrection hongroise", ainsi qu'à notre opuscule "Démocratie révolutionnaire, ou révolution socialiste ?"

au prolétariat allemand dans la phase suivante (1) c'est parce que celui-ci leur semblait le plus susceptible d'impulser la re-constitution du mouvement politique international du prolétariat sur une base supérieure à celle de la défunte organisation. Pourquoi ? Parce que le prolétariat allemand ne pourrait pas, quand viendrait son tour d'entrer dans l'arène, lutter avec les illusions du socialisme petit-bourgeois dont le creuset historique avait été la France et qui restait influent dans les pays latins. Si donc on prévoyait alors que l'Allemagne pouvait devenir le foyer de la lutte mondiale des classes, c'est parce qu'on comptait sur l'exemple de son prolétariat pour la victoire du socialisme scientifique dans le mouvement international.

- (1) Cf., en particulier, la préface d'Engels (1874) à La Guerre des Paysans. " Les ouvriers allemands ont, sur ceux du reste de l'Europe deux avantages essentiels. Premièrement, ils appartiennent au peuple le plus théoricien de l'Europe... Sans le sens théorique des ouvriers, ils ne se seraient jamais assimilés le socialisme scientifique au point où ils l'ont fait. ET CE QUI PROUVE QUEL AVANTAGE INFINI C'EST LA, c'est, d'une part, L'INDIFFERENCE à l'égard de TOUTE THEORIE, une des causes principales du peu de progrès du mouvement ouvrier anglais MALGRE L'EXCELLENTE ORGANISATION DES DIVERS SYNDICATS, et, d'autre part, le TROUBLE et la CONFUSION provoqués par le PROUDHONISME dans sa forme initiale chez les Français et les Belges, dans sa forme caricaturée, dans la suite, par Bakounine, chez les Espagnols et les Italiens. " Le second avantage, c'est que chronologiquement les Allemands sont venus au mouvement les derniers " et qu'ainsi ils ont pu profiter " des expériences chèrement acquises (du mouvement anglais et français) et EVITER A PRESENT LEURS ERREURS, ALORS POUR LA PLUPART INEVITABLES "...

" D'une part, EN RAISON DE LEUR POSITION AVANTAGEUSE, de l'autre par suite des particularités insulaires du mouvement anglais et de la violente repression du mouvement français, LES OUVRIERS ALLEMANDS SONT, POUR LE MOMENT, PLACES A L'AVANT-GARDE DE LA LUTTE PROLETARIENNE. On ne saurait prédire combien de temps les événements leur laisseront ce poste d'honneur ... " (les majuscules sont de nous).

Ce qui nous intéresse, dans ce passage, ce sont les CRITERES de l'appréciation. A la fin de sa préface, Engels écartait en effet toute interprétation tendancieuse de ses paroles dans les termes suivants, qui sont naturellement toujours valables :

" Il s'agit de maintenir le véritable esprit international qui n'admet aucun chauvinisme patriotique et qui SALUE AVEC JOIE TOUT NOUVEAU PROGRES DU MOUVEMENT PROLETARIEN, DE QUELQUE NATION QU'IL PROVIENNE ".

Dès le début du XX^{me} siècle pourtant le marxiste Kautsky (un allemand, justement) constatait que le centre de gravité de la lutte tendait à se déplacer vers l'aire slave. En effet, c'est en Russie (et non pas, malheureusement, en Allemagne) que la révolution a eu lieu, en Octobre 1917. Mais si nous pouvons bien dire qu'au début de ce siècle le foyer de la lutte mondiale des classes s'est trouvée en Russie, ce n'est PAS TELLEMENT parce que le prolétariat y a remporté la victoire, mais parce que sa révolution a été le point de départ de la reconstitution de l'Internationale prolétarienne, détruite en 1914 du fait de l'influence prédominante du courant social-patriote et réformiste dans les différents partis-membres.

Aujourd'hui, cette Internationale n'existe plus. IL N'EXISTE AUCUN MOUVEMENT POLITIQUE ORGANISE DU PROLETARIAT A L'ECHELLE MONDIALE. Si l'on n'en croyait pas les faits, il faudrait bien en croire du moins l'AVEU de Staline au XIX^{me} Congrès du Parti russe :

" Le mouvement actuel pour la paix se propose d'entraîner
" les masses populaires dans la lutte, pour maintenir la paix,
" pour conjurer une nouvelle guerre mondiale. PAR CONSEQUENT
" IL NE VISE PAS A RENVERSER LE CAPITALISME ET A INSTAURER
" LE SOCIALISME. IL se BORNE à des buts DEMOCRATIQUES de
" lutte pour le maintien de la paix. A cet égard, le mouve-
" ment actuel pour le maintien de la paix se DISTINGUE de
" celui qui existait dans la période de la PREMIERE GUERRE
" MONDIALE, et qui, visant à transformer la guerre impéria-
" liste en guerre civile ALLAIT PLUS LOIN ET POURSUIVAIT
" DES BUTS SOCIALISTES " ("Les probl. économiques du Socia-
" lisme en URSS ", ch. " de l'inévitabilité des guerres, etc. "
" février 1952).

Pour quiconque se place réellement (et non pas seulement en paroles !) dans la perspective de la lutte mondiale pour le SOCIALISME, cette absence d'Internationale prolétarienne est la caractéristique DOMINANTE de la phase historique actuelle. Sans Internationale, on ne peut parler de "lutte mondiale des classes pour le socialisme". Sans la manifestation d'une tendance à la RECONSTITUER, on ne peut parler de REPRISE de cette lutte, qui suppose "la constitution du prolétariat en CLASSE, et donc en PARTI politique ". Quiconque hésite sur ce point RENIE le Manifeste Communiste lui-même, et doit être traité en renégat.

Quel sera le foyer de cette reprise. Nous n'avons aucun droit d'adopter d'AUTRES critères que nos camarades du passé pour

répondre à la question. "L'excellente organisation des syndicats" n'était pas décisive, pour Engels. Aujourd'hui qu'il n'y a plus de syndicats de classe, ni d'organisations prolétariennes de masse quelconques, leur reconstitution serait sans doute un grand pas en avant. MAIS CELA NE DECIDERAIT TOUJOURS RIEN (et cette conquête elle-même ne saurait se maintenir) si les ouvriers ne montraient pas EN MEME TEMPS, pour reprendre les termes mêmes d'Engels " s'être assimilé le socialisme scientifique", "AVOIR PROFITE DES EXPERIENCES CHEREMENT ACQUISES", non plus seulement du mouvement anglais et français, mais du mouvement de toute l'EUROPE, et "SAVOIR EVITER A PRESENT LES ERREURS" qui l'ont fait sombrer depuis trente ans!

C'est seulement quand cela se vérifiera que l'on pourra dire : il existe dans le monde un foyer de la lutte de classes pour le socialisme. Quelle que soit la nation où cela se vérifiera on pourra dire que son prolétariat est à l'avant-garde de cette lutte. Un pas immense aura été fait vers la reconstitution du parti mondial de la classe ouvrière.

Est-ce le cas des ouvriers qui ont fait l'an dernier l'insurrection hongroise ? Des prolétariats de l'Est, en général, où une lutte sourde se poursuit ? Il ne s'agit pas ici de marchandiser mesquinement l'attribution de "postes d'honneur": si c'était seulement une question d'honneur, les ouvriers hongrois qui pour la première fois ont brisé l'immobilité de cadavre du prolétariat européen dans cet après-guerre mériteraient mille fois la première place! Il s'agit d'éviter que, serait-ce même à la faveur de l'enthousiasme, ne SOIENT REINTRODITES dans le trop faible mouvement socialiste d'aujourd'hui une idéologie, des revendications sans doute en grande partie INEVITABLES à l'Est, mais qui n'en trahissent pas moins une REGRESSION par rapport au mouvement qui existait dans la période d'après la première guerre ... et qui poursuivait des BUTS SOCIALISTES ".

Il se trouve qu'une grande autorité en matière de socialisme scientifique nous a donné cette admirable analyse des ..événements hongrois, qui conduit à tout autre chose qu'à ...un espoir de reconstitution de l'Internationale, détruite une seconde fois, grâce à la victoire du national-communisme dans les partis-membres :

- " De même que les ouvriers croyaient s'émanciper AUX COTES
- " de la bourgeoisie, de même ils pensaient, A COTE DES AU-
- " TRES NATIONS BOURGEOISES, A L'INTERIEUR DES FRONTIERES
- " NATIONALES de la (?), pouvoir accomplir une révolution

prolétarienne. Mais les conditions de production de la (?) sont déterminées par son commerce extérieur, par sa POSITION SUR LE MARCHE MONDIAL et par les LOIS DE CE DERNIER. Comment la (?) LES BRISERAIT-ELLE, SANS UNE GUERRE REVOLUTIONNAIRE EUROPEENNE ayant son contre-coup sur l' (?), le DESPOTE DU MARCHE MONDIAL?"

Cette "grande autorité" étant naturellement des nôtres, un lecteur chagrin pourra bien penser qu'il ne sied pas de se louer ainsi soi-même. Pourtant, la modestie est sauve: ces lignes n'ont pas été écrites par un camarade vivant, à propos de la Hongrie (ou de la Pologne), en 1956 ou en 1958. Elles concernent la France ... de la révolution de 1848, en un temps où le despote du marché mondial n'était pas encore les Etats-Unis, mais l'Angleterre. On les trouve dans la "Lutte des classes en France", de Karl Marx! Elles s'appliquent en plein à ces pays vers lesquels nous devrions regarder comme vers le foyer actuel de la lutte pour le socialisme, comme vers les pays de l' "espoir", à en croire une certaine opposition, dont jamais le communisme n'est apparu aussi douteux que depuis lors ! (1)

Etant bien entendu que jamais nous n'accepterons de troquer notre espoir dans la révolution socialiste contre le lâche et au reste vain espoir d'une "démocratisation", le seul "foyer" que nous pourrions reconnaître serait le pays dont le prolétariat proclamerait dans et par sa lutte JUSTEMENT qu'il n'est pas de révolution prolétarienne possible AUX COTES DE LA BOURGEOISIE, de même qu'il n'est pas d'émancipation AUX COTES DES AUTRES NATIONS BOURGEOISES, A L'INTERIEUR DES FRONTIERES NATIONALES.

Le message de la Hongrie insurrectionnelle a-t-il été celui-là ? Pis, est-il celui-là, l'enseignement de la Pologne réformée ? Voilà à quoi il faut répondre !

Politiquement, la revendication CENTRALE de l'insurrection hongroise (tout comme de la réforme polonaise) a été l'INDEPENDANCE NATIONALE. C'est en fonction de cette indépendance que s'expliquent toutes les autres revendications politiques, de caractère constitutionnel, du mouvement: retour à la multiplicité des partis, au moins de ceux se réclamant du socialisme - liberté des élections. En effet, c'est comme moyen politique d'obtenir l'intégration des économies des pays d'Europe Centrale à celle de la Russie que le "régime" du parti unique a été instauré, lorsqu'en réponse au lancement du Plan Marshall, cette dernière, renonçant à l'Europe unie, tira le "rideau de fer" devant

(1) voir note ci-dessus.

le courant mondial des échanges - ou du moins prétendit le tirer, selon la vaine fanfaronnade "anti-impérialiste" qui, du temps de Staline, n'avait pas encore fait entièrement place aux appels à la "coexistence pacifique".

Il est bien évident que réclamer la fin de l'intégration économique portait forcément à réclamer aussi l'abolition de la forme politique de cette intégration: le régime du parti unique. Or c'est bien ce premier résultat que les insurgés hongrois (et la réforme polonaise) entendaient atteindre avec l'INDEPENDANCE NATIONALE.

Cette intégration à l'économie russe, effectuée au nom de la lutte ANTI-IMPERIALISTE CONTRE LES ETATS-UNIS, mais destinée en réalité à améliorer la position de l'URSS DANS LA LUTTE IMPERIALISTE avec eux, avait entraîné des souffrances immenses pour le peuple hongrois (et polonais). Elle avait imposé un énorme effort dans le domaine de l'industrie lourde aux dépens de l'industrie de consommation, de la production de l'acier aux dépens de celle du "pain". Elle s'était accompagnée d'une véritable extorsion de richesses par l'URSS, ce que les insurgés voulaient faire savoir au monde en réclamant la publication des accords économiques entre leur pays et l'URSS. Enfin, elle privait les consommateurs de ces produits tant vantés de l'industrie occidentale, digne incarnation du "bien-être" américain, dont l'attrait semble avoir, hélas, franchi le rideau de fer !

Renonçant à un moyen aussi coûteux (et aussi illusoire mais cela n'est pas apparu dans le mouvement) de "lutter contre l'impérialisme américain", les insurgés hongrois (et les polonais) réclamaient la liberté " d'ouvrir des négociations avec tous les pays en vue d'établir des relations donnant aux parties des avantages réciproques sur la base du principe de l'égalité". Voilà ce qu'il faut entendre par la formule qu'une soi-disant opposition révolutionnaire en France a stupidement reprise, de "liberté du communisme hongrois de se développer comme il l'entend" !

Autrement dit, les ouvriers hongrois voyaient la solution pour échapper à leurs souffrances dans la REINTEGRATION DU MARCHE MONDIAL. Quel rapport avec la lutte pour le SOCIALISME? Admettre même un seul instant que c'était là un PAS dans cette direction, c'est croire que l'HONNETETE, et la LIBERTE COMMERCIALES allant jusqu'au droit de faire des échanges avec le DESPOTE DU MARCHE MONDIAL ont leur rôle à jouer dans ... l'EMANCIPATION DU PROLETARIAT ! Celui qui le croit le moins du monde ne vaut pas, en fait de marxisme, la corde pour le pendre. C'est un proudhonien attardé en notre siècle !

De fait, n'importe quelle classe NON PROLETARIENNE était bien capable de "découvrir" pareille solution, et pouvait bien y trouver intérêt !

Mais le prolétariat ? Supposons que les insurgés aient vaincu, que la sujétion économique à l'URSS se fût relâchée : l'économie nationale aurait-elle cessé de subir les LOIS DU MARCHE MONDIAL, avec leurs effets sociaux désastreux ? Où aurait-elle donc été, la victoire "socialiste" ? Supposons encore qu'en dépit de ces lois, la rupture de cette sujétion ait permis un certain ralentissement de la folle accumulation du temps des Geroe et des Rakosy : l'ACCUMULATION CAPITALISTE aurait-elle pour autant cessé d'être la loi ? Là encore, où aurait donc été le "socialisme" de cette victoire ?

En adhérant à la revendication d'INDEPENDANCE NATIONALE, le prolétariat hongrois (et polonais) n'a fait qu'adopter la solution des AUTRES CLASSES pour résoudre sa situation particulière dans le cadre d'une économie soumise à l'impérialisme russe : il ne formait donc pas un PARTI spécial dans la société, où, selon la conception marxiste, il n'agissait pas encore comme CLASSE. Comment son insurrection peut-elle donc être considérée comme le début de la lutte pour le socialisme, comme une promesse de renaissance du mouvement politique révolutionnaire mondial ? IL CROYAIT POUVOIR S'EMANCIPER AUX COTES DES AUTRES NATIONS BOURGEOISES, A L'INTERIEUR DES FRONTIERES NATIONALES !

La tâche qui revient au prolétariat comme CLASSE, c'est de BRISER LES CONDITIONS DE PRODUCTION imposées à chaque pays par l'organisation NATIONALE de celle-ci et par les LOIS DE L'ECONOMIE MERCANTILE qui ne leur permet d'entrer en contact que par le COMMERCE.

Plus encore qu'au temps de Marx, cela n'est possible que par une GUERRE SOCIALE REVOLUTIONNAIRE à l'échelle au moins européenne. Imagine-t-on que les prolétariats qui commenceront cette lutte en vue d'abolir les relations d'ECHANGE non seulement chez eux, mais entre eux (c'est à dire la nation bourgeoise en même temps que la société bourgeoise) puissent se proposer, après avoir unifié l'Europe sous leur dictature de "commercer à avantages réciproques" avec le DESPOTE YANKEE du marché mondial ? Nous pensons plutôt que la dictature révolutionnaire tentera d'asphyxier l'infâme capitalisme de l'autre côté de l'ATLANTIQUE par le plus formidable blocus de l'histoire, seul moyen de soulever là-bas un prolétariat qui comptera longtemps encore parmi les plus arriérés politiquement du monde !!

l'Espoir ! (1)

RIEN, enfin, qui puisse annoncer au prolétariat mondial un terme plus ou moins proche aux tourments de cette ère de folle accumulation capitaliste, au cauchemar de la guerre impérialiste pesant sur l'avenir. RIEN qui puisse enflammer sa lutte dans les autres secteurs du globe! RIEN qu'une triviale ressucée de démocratie et de proudhonisme, sous le prétexte plus trivial encore de "révolution anti-bureaucratique"!

Le déshonneur de l'opposition ne saurait toutefois rejaillir sur les ouvriers de l'Est, hongrois ou polonais, qui ont agi et agiront comme les y déterminaient les conditions générales, économiques et politiques, dans lesquelles ils se trouvaient placés. C'est justement pour cela qu'il faut partir de ces conditions pour juger s'ils ont des chances de se placer demain à l'avant-garde de la lutte mondiale pour le socialisme.

L'Est européen, si nous faisons abstraction pour un moment de l'U.R.S.S., c'est quelques 85 millions d'hommes enfermés dans un conglomérat d'Etats nationaux dont l'existence seule, comme le disait Marx en 1849 pour les "déchets de peuple" qui les habitent (2) est une "PROTESTATION CONTRE UNE GRANDE REVOLUTION HISTORIQUE".

De ces 85 millions, l'immense majorité est constituée par des paysans : 60% en Pologne, beaucoup plus partout ailleurs, sauf en Tchécoslovaquie. Dans la révolution moderne qui, à la différence de la révolution russe d'Octobre 1917, ne peut ni ne doit instaurer une "dictature démocratique du prolétariat et des paysans", mais une PURE dictature prolétarienne, ces chiffres définissent un rapport de forces DEFAVORABLE au prolétariat. Il s'agit là d'un secteur à l'économie traditionnellement arriéré. Déjà à l'époque du Manifeste, le marxisme considérait que la mission de le moderniser revenait à l'Occident. Non seulement l'Occident n'a pas accompli cette tâche, mais la "guerre des races" dans laquelle la révolution de 1848 avait dégénéré en Europe orientale a continué tout au long de l'histoire, hypothéquant lourdement les chances de la révolution libérale d'abord, puis, comme on put le constater au lendemain de la première guerre mondiale, de la révolution socialiste.

(1) On trouvera ce détail en même temps que celui concernant le droit d'écouter la BBC, dans Retour de Pologne (n° 21 de Soc. ou Barb.) de Lefort, qui ne se tient pas d'aise devant ces victoires démocratiques !

(2) Il faisait exception pour les Hongrois et les Polonais.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, après la défaite de l'Allemagne, ce secteur était la proie toute désignée de l'impérialisme russe, et, ce qui est pis, du "socialisme" dont celui-ci prétendait être le champion. Proclamant comme son but le "développement des forces productives" et l'"industrialisation", cette espèce mensongère de "socialisme" pouvait rencontrer un certain écho dans des pays qui, à les considérer isolément (1), souffraient plutôt de l'indigence du développement capitaliste que de sa pléthore. La seule condition pour cela était que le courant marxiste et internationaliste ait été suffisamment décomposé dans le monde, et qu'aucune autre solution historique pour sortir de leur condition arriérée (en l'espèce, la révolution prolétarienne en Occident) ne se présentât donc comme une possibilité plus ou moins proche aux yeux de ces peuples. Cette condition n'étant que trop parfaitement remplie par la contre-révolution stalinienne, la "révolution par en haut", sous les auspices de la seconde puissance impérialiste du monde pouvait bien, moyennant une démagogie anti-capitaliste appuyée sur de larges nationalisations, rallier les sympathies et l'appui de la classe ouvrière, qui accepta la substitution de la démocratie populaire à la dictature du prolétariat.

C'est de 1948 que l'on date cette étrange "révolution" sans lutte de classe qui aurait soi-disant liquidé la classe des capitalistes. On ignore s'il y eut alors à l'Est des voix révolutionnaires pour mettre en doute les effets sociaux positifs d'une transformation patronnée par un IMPERIALISME et pour nier qu'il pût y avoir une révolution prolétarienne sans destruction de l'Etat bourgeois, AUX COTES DE LA BOURGEOISIE, fût-elle la petite bourgeoisie paysanne et artisanne. On ne sait pas davantage s'il s'est trouvé des minorités pour montrer que le socialisme ne se définissait pas par le développement des forces productives, mais par leur application à l'AMELIORATION DES CONDITIONS DU TRAVAIL VIVANT, but auquel la nationalisation à base mercantile était bien incapable d'atteindre, d'autant plus qu'elle frappait souvent des unités économiques ne présentant même pas les conditions de travail associé et de technique scientifique qui sont à la base de toute socialisation. On ignore tout autant si le nationalisme chauvin des nouvelles républiques fut dénoncé, autrement qu'à partir d'un internationalisme sentimental, et en particulier en force de cette évidence que seul un APPORT EXTERIEUR

(1) - Car il est évident que la guerre impérialiste qui ne les avait pas épargnés prouvait, elle, que le mal le plus général était bien l'excès du développement industriel !

à condition que ce ne fût pas sous la forme capitaliste du COMMERCE (1), pouvait permettre d'obtenir rapidement dans l'Est arriéré une amélioration sensible des conditions du travail vivant, en faisant l'économie d'une phase d'accumulation avec tous les effets sociaux désastreux que cela comporte.

Il est par contre certain qu'eussent-elles même été défendues, ces positions (qui furent celles d'un très faible mouvement révolutionnaire rescapé, en Occident, de la débâcle générale du communisme) n'auraient guère rencontré d'écho, sans parler de la répression impitoyable qui se fût abattue sur les propagandistes. Pour les adopter, la masse des ouvriers aurait en effet dû pouvoir ANTICIPER sur un avenir que la contre-révolution avait rejeté dans un lointain quasi-fantastique : celui de la victoire prolétarienne en Occident, et en premier lieu en Allemagne; la réaction anti-germanique provoquée par la guerre, et surtout la totale absence du prolétariat allemand sur la scène politique et de la lutte sociale au lendemain du conflit empêchait une telle anticipation. Que dire alors d'une perspective de révolution en URSS, seul autre secteur qui, dans les conditions POLITIQUES ET SOCIALES radicalement différentes créées par un tel événement, aurait été en mesure de lui fournir cette aide économique ?

Mais si la réalisation d'aucune de ces deux éventualités ne se dessinait le moins du monde dans les faits, comment les prolétariats de l'Est n'auraient-ils pas reculé à l'idée d'une révolution qui les aurait obligés à affronter une paysannerie (2) bien supérieure en nombre, et n'ayant, surtout, pas

-
- (1) pour cette simple raison que, là, la règle est " donnant donnant " et que les pays arriérés, ayant justement peu à donner, ne peuvent pas s'attendre à beaucoup recevoir!
- (2) comme le disait Lénine : " Il n'a pas été très difficile de chasser les propriétaires fonciers; il n'est pas très difficile non plus de chasser les capitalistes. Mais IL EST INFINIMENT PLUS DIFFICILE DE SUPPRIMER LES CLASSES: LA DISTINCTION ENTRE OUVRIERS ET PAYSANS SUBSISTE TOUJOURS.. Il faut que tous travaillent d'après un plan commun, sur un sol commun, dans les fabriques et usines communes, et selon un règlement commun. EST-CE FACILE A REALISER ? " Assez facile à réaliser - et donc à SE PROPOSER - pour le prolétariat d'un pays comptant, comme l'Allemagne 65% de sa population totale dans les villes, et 35% seulement à la campagne, ceci avec une productivité supérieure, même dans l'agriculture. Infiniment plus difficile pour des pays où le rapport est directement inverse !

atteint le niveau technique permettant une rapide transformation du travail parcellaire en travail collectif, même si cette idée leur avait été présentée? Les rapports de force internationaux et intérieurs ne favorisaient pas seulement la solution capitaliste de fait des problèmes séculaires de l'Est; ils rendaient plus difficile que partout ailleurs la constitution du prolétariat en parti véritablement révolutionnaire! Ces conditions ont-elles changé en dix ans de façon que nous devrions arriver à la conclusion radicalement inverse, c'est à dire que cette constitution y est devenue PLUS FACILE que dans tout autre secteur du monde? Si cela était, on se demande pourquoi diable les derniers mouvements auraient bien mis en cause la domination russe, mais nullement le communisme national, dès lors que les héros d'octobre 1956 ont été Imre Nagy et Gomulka; ni davantage la démocratie populaire, dès lors que toutes les revendications politiques exigeaient qu'elle fût EFFECTIVE !

Pour se porter à la tête de la lutte mondiale des classes pour la révolution socialiste, le prolétariat de l'Est devrait réaliser l'impératif que le marxisme n'a cessé de présenter comme l'exigence majeure de la victoire: la rupture politique avec toutes les couches bourgeoises, fauteuses de revendications libérales qui sont la forme politique adéquate de la liberté COMMERCIALE, et donc de la survie du capitalisme. NUL PROLETARIAT N'EST SANS DOUTE AUSSI MAL PLACE POUR LE FAIRE, SUR LE CONTINENT EUROPEEN !

Pourquoi ? En premier lieu, parce que les dix ans d'orgie productive qui viennent de s'écouler n'ont pas pu liquider l'arriération économique de l'Est européen, et ceci d'autant moins qu'ils ont été dix ans de la pire domination impérialiste. Or, que l'on écoute ce que Lénine disait des conséquences politiques de "rapports économiques arriérés ou retardant dans leur développement " :

"(ils) suscitent constamment l'apparition de partisans du
" mouvement ouvrier qui ne s'assimilent que certains côtés
" du marxisme, que certaines parties de la nouvelle conception ou certains mots d'ordre et revendications, et QUI
" SONT INCAPABLES DE ROMPRE AVEC TOUTES LES TRADITIONS DES
" CONCEPTIONS BOURGEOISES en général et des CONCEPTIONS
" BOURGEOISES DEMOCRATIQUES en particulier"(Les divergences dans le mouvement ouvrier européen, déc. 1910).

En second lieu, parce que le système de gouvernement appliqué pendant la période stalinienne a été la méthode de la

violence, c'est à dire la méthode consistant à refuser toute concession au mouvement ouvrier: or l'effet "unilatéral" de ce système de gouvernement a toujours été le développement de l'anarcho-syndicalisme, fait qui n'est pas démenti par tout ce que l'on sait des positions apolitiques (1) de la critique égalitaire sommaire du prétendu socialisme d'Etat (2) dans lesquels les ouvriers de l'Est tombent dès qu'ils cessent de suivre la national-communisme qui, considéré dans ses rapports avec le mouvement de masse autant que dans sa version du socialisme, figure parfaitement le côté réformiste, puisque pratiquement les conquêtes socialistes s'y limitent à la nationalisation. Or l'anarcho-syndicalisme se caractérise par le fait que, tout en marquant son mépris à la démocratie parlementaire, il reprend à son compte le principe démocratique, d'une part ! (loi de la majorité considérée comme la vérité absolue); et que d'autre part, il substitue à la révolution de classe BOULEVERSANT TOUS LES RAPPORTS DE PRODUCTION ce que l'on a appelé à bon droit une "révolution d'ordre" (3) dans laquelle les rapports restent calqués sur le modèle capitaliste (ECHANGE), le "sujet opérant" étant, bien sûr, les "travailleurs eux-mêmes". Sous couvert d'apolitisme, il favorise donc le maintien du prolétariat dans l'ornière politique bourgeoise ou petite-bourgeoise de la nation, de la démocratie, du pacifisme etc... etc... etc...

(1)- Les ouvriers hongrois, par exemple, auraient demandé alors certaines informations pour les conseils ouvriers "une représentation autonome dans la future assemblée nationale", en même temps qu'ils déniaient à tous les partis le droit de créer des cellules dans les usines, chassant même de nombreux organisateurs de celles-ci : mélange tout à fait original d'apolitisme anarcho-syndicaliste et d'illusions parlementaires qui ne pouvait naître que dans la prodigieuse confusion provoquée à l'Est par la sommation de quasi TOUTES les déviations antérieures du mouvement ouvrier réalisée dans le méprisable "national-communisme".

(2)- Cette constatation ne comporte aucune complaisance à l'égard de l'"inégalité" contrairement à ce que le fanatisme ouvriériste tente de faire accroire chaque fois qu'on le met en présence de la critique marxiste de l'égalitarisme, dont "Staline" a naturellement usé et abusé (preuve des effets "anarchisants" de cette politique!) Nous renvoyons le lecteur à Progr.Com. N°1, ch. Marxisme et économie des conseils, p. 72, et en particulier à la citation de la Critique du Programme de Gotha : " Il faudrait dire : AVEC LA SUPPRESSION DES DIFFERENCES DE CLASSE disparaît d'ELLE-MEME toute INEGALITE SOCIALE ET POLITIQUE résultant de ces différences".

Les ouvriers hongrois qui, en même temps qu'ils réclamaient la "FIXATION D'UN PLAFOND DES TRAITEMENTS", admettaient une représentation PARLEMENTAIRE NATIONALE, c'est à dire reconnaissaient des DROITS POLITIQUES aux classes NON PROLETARIENNES ont démontré ainsi qu'ils avaient au contraire la conception ingénue selon laquelle c'est en supprimant(ou limitant) les INEGALITES que l'on pouvait supprimer les DIFFERENCES DE CLASSES. En effet, le premier pas vers la SUPPRESSION DES CLASSES, c'est la dictature SUR les classes attachées à la petite production mercantile!

(3) Cf. Travail de groupe n°5, juillet-août 1957, DANSE DES FANTOCHES, p. 14. et Fondements du Communisme révolutionnaire marxiste... Progr.Com. n° 1.

L'oppression impérialiste de l'URSS, en mettant en branle TOUTES les classes de la société, a consolidé au lieu d'affaiblir l'ALLIANCE POPULAIRE et NATIONALE, fondement de la forme politique de cette oppression : la démocratie populaire monoparti!

Cet étrange résultat s'explique fort bien par la dépravation totale des principes politiques du prolétariat réalisée sous le national-communisme NON NATIONAL: mais quand l'opposition veut nous le présenter comme une création positive d'une "situation révolutionnaire inédite" comme la formule politique (1) de la révolution contre la bureaucratie nous pouvons que la renvoyer à ses origines bourgeoises!

Tout serait changé parce qu'il n'y aurait plus de CLASSE CAPITALISTE A L'ESR! Que nous importe, si c'est JUSTEMENT CE FAIT (ou cette APPARENCE des nationalisation) qui a permis la PREMIERE ET UNIQUE réalisation historique INSURRECTIONNELLE de cette directive, dans laquelle Staline résumait au XIX^{me} Congrès l'essentiel du reniement et de l'imposture du communisme officiel auquel son nom reste attaché, en dépit des Khrouchtchev :

" Auparavant la bourgeoisie était considérée comme le chef " de la nation, elle défendait les droits et l'indépendance de la " nation, les plaçant au-dessus de tout. Maintenant, il ne reste

(1) - Force nous est, puisque l'on met de l'"inédit" là où il n'a que faire, de citer l'ABC du marxisme (le Manifeste Communisme!!) sur la nature des classes avec lesquelles Sa Confusion l'Opposition Anti-Bureaucratique voudrait à toute force nous allier!

"Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne SONT DONC PAS REVOLUTIONNAIRES, mais CONSERVATRICES; bien plus elles sont REACTIONNAIRES: elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels. Elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat ".

Est-ce que les classes moyennes combattent la "bureaucratie" parce qu'elle est une menace... pour l'ex prolétariat socialiste? Y compris celles qui vendent de la philosophie, de la poésie et une espèce quelconque d'"art"?

Les paysans hongrois qui dissolvaient les coopératives; les paysans, les artisans, les petits commerçants polonais - qui sont les plus clairs bénéficiaires de la "révolution polonaise"-défendaient-ils leurs intérêts FUTURS ou pas plutôt leurs intérêts ACTUELS ? ABANDONNAIENT-ILS LEUR PROPRE POINT DE VUE POUR SE PLACER A CELUI DU PROLETARIAT ou ne défendaient-ils pas plutôt ce point de vue avec une fureur qui eût fait d'énormes difficultés

(voir suite page 92)

même plus trace du principe national. IL NE FAIT PAS DE DOUTE QUE CE DRAPEAU, C'EST VOUS COMMUNISTES, QUI DEVEZ LE RELEVER ET LE PORTER EN AVANT... SI VOUS VOULEZ DEVENIR LA FORCE DIRIGEANTE DE LA NATION. Nul autre que vous ne peut le relever !"

Laissons à d'autres le soin d'épiloguer sur l'ironie de l'histoire qui a voulu que cette directive de Staline se retournât contre ses successeurs ! Ce qui nous importe, c'est que là où elle est "appliquée", il n'y a ni "révolution ouvrière" ni socialisme !

La structure de classe des démocraties de l'Est européen, la confusion incroyable qu'y a apporté dans le mouvement ouvrier la montée au pouvoir d'un communisme renégat, ces deux aboutissants de tout un passé historique convulsé, ne semblent pas fournir des conditions favorables pour que le prolétariat de ces pays prennent la tête de la lutte mondiale pour le socialisme, ou, ce qui revient au même, pour que ce secteur devienne LE FOYER de cette lutte. Par contre, les tourments mêmes que l'histoire semble vouloir imposer jusqu'au bout à ces peuples, l'instabilité sociale de ces Etats permettent de prévoir qu'au premier ébranlement révolutionnaire en Europe, ils seront, quoiqu'à des degrés bien différents, immédiatement entraînés dans le tourbillon.

D'où peut provenir cet ébranlement ? Il est manifeste que pour l'opposition la réponse est : DE RUSSIE ! Une telle réponse prouve simplement que pour ces gens, il faut infiniment moins d'effort pour imaginer une REVOLUTION LIBERALE (nous avons montré que tel était le contenu de la fameuse révolution... anti-bureaucratique) que pour prévoir une REVOLUTION SOCIALISTE ! C'est que pour la première, il suffit de rabâcher quelques très vieilles erreurs, quelques superstitions bien éculées du courant démocratique, ouvriériste, illuministe et populaire qui, depuis

(Suite renvoi (1) page 91)

A UNE VERITABLE REVOLUTION PROLETARIENNE ?

C'est ce que l'opposition n'a eu garde de se demander, avant de revendiquer... l'UNION SACREE CONTRE LA BUREAUCRATIE et de sacrer "révolutionnaire", l'an dernier, le mouvement paysan hongrois ! (Cf. sur ce point notre brochure "Démocratie révolutionnaire, ou révolution socialiste ? " ch. "Le Mouvement paysan ").

Proudhon et Bakounine, n'ont malheureusement pas cessé de "provoquer le trouble et la confusion " chez les Latins, d'abord (qui sont en passe de s'en débarrasser) et, en cette seconde moitié de siècle, jusque chez les Slaves, que seule le maintien d'une solide tradition du socialisme scientifique en Allemagne aurait pu préserver de ce malheur !

Tandis que pour la seconde! Il faut regarder avec des yeux neufs (parce que débarrassée de toutes les scories que traînait hier encore avec lui un mouvement encore mal dégagé des conditions historiques de l'ère précédente) une réalité neuve parce qu'elle montre avec une évidence qui ne fut jamais aussi criante, l'impossibilité d'une révolution autre que PUREMENT Socialiste, d'un attardement à des tâches TRANSITOIRES quelconques, DES LE MOMENT où la grande "locomotive de la Révolution" aura repris sa marche en avant! Le socialisme scientifique, disait Rosa Luxembourg, est inassimilable par la bourgeoisie, en même temps qu'IL EXCEDE LES BESOINS DE LA LUTTE DES CLASSES ! Cela explique que LE PLUS ANCIEN (nous l'avons affirmé bien des fois!) soit aussi en réalité le plus NEUF: les défaites de la lutte des classes obligent à METTRE EN OEUVRE pour la REPRISE de la lutte des classes une partie toujours plus grande autrefois INUTILISEE, du socialisme scientifique (1). Malheur à qui, au lieu de puiser au trésor encore intouché, préfère passer chez les brocanteurs de la vieille ferraille qui TRAHIT son XIXme siècle libéral et libertaire !

Ce sont pourtant ces gens-là qui se croient "inédits"!

Pour en revenir à la Russie, admettre que son prolétariat puisse une SECONDE fois dans le même siècle, ou demi-siècle, DONNER LE SIGNAL de la révolution prolétarienne et socialiste, cela revient pratiquement à lui reconnaître les mêmes vertus messianiques que le "stalinisme" lui attribuait! On pourrait s'en étonner, de la part des gens qui ont combattu ce dernier comme une religion (ce qui fut souvent bien comique !); mais cela correspond à un mécanisme mental très simple, et même infantile: l'opposition VEUT que le mouvement REEL reparte non pas d'où les conditions MATERIELLES réelles indiquent qu'il partira le plus PROBABLEMENT, mais de là où sa PROPRE INTELLIGENCE s'est arrêtée!

(1)- Ainsi tous les développements positifs de Marx sur la société socialiste, que le préjugé courant ignore pour ne pas parler des classiques les plus galvaudés, mais aussi les moins connus !

La révolution russe de la première moitié du XX^{me} siècle a bénéficié PRECISEMENT DU RETARD HISTORIQUE DU PAYS, puisque c'est ce retard qui a prêté à la révolution OUVRIERE la formidable énergie sociale accumulée par la non-réalisation de révolution bourgeoise. Les "dialecticiens" de l'opposition sont-ils capables de comprendre que dans la seconde moitié du XX^{me} siècle, c'est encore son RETARD par rapport aux pays de vieille révolution bourgeoise qui lui RETIRE cette fois toute chance de prendre la tête du mouvement ?

La force du marxisme orthodoxe - du bolchévisme - en Russie lui est venu, nous l'avons déjà dit, de ce qu'il avait été semé sur un terrain vierge, où l'opportunisme n'avait pu encore exercer ses ravages. Cette condition ne sera plus, après un demi-siècle de révolution capitaliste stalinienne (en se plaçant dans les vingt ans de la crise prévisible) camouflée en révolution socialiste ! Alors, le rapport des forces qui donne un avantage écrasant à la paysannerie, d'autant plus fortement ancrée dans la propriété privée que celle-ci se mitige avec une forme pseudo-collective dans le kolkhos, jouera à plein contre le prolétariat révolutionnaire, qui, en 1917, trouvait en elle une alliée, parce qu'il ne s'agissait pas d'une révolution socialiste pure ! L'Etat capitaliste assis sur une base aussi puissante, plus jeune que tous les autres, aura des ressources également supérieures pour détourner les assauts du prolétariat. L'espoir de la " guerre européenne " réside essentiellement dans le fait que, cette fois, contrairement à ce qui s'est passé en 1929, et du fait du relèvement forcé (et prévu par nous il y a longtemps !) du rideau de fer, la Russie ne sera pas épargnée par la CRISE. Plus " la garde blanche à l'horizon de l'Europe ", donc. Mais pas non plus le futur "foyer de la lutte mondiale des classes " !

Pour terminer, il faut indiquer quel est au fond le secret de la localisation slave du foyer révolutionnaire par cette opposition qui divise le monde en "sociétés bureaucratiques" et " sociétés bourgeoises"; qui réduit le passage d'un mode historique de production à un autre à un "problème" de formes nouvelles " de gestion et de coordination (sic!) des entreprises"; qui reconnaît une portée "révolutionnaire" au mouvement paysan de l'Est; qui postule l'ALLIANCE DEMOCRATIQUE DE TOUTES LES CLASSES POPULAIRES CONTRE LA "BUREAUCRATIE" et qui, pour couronner le tout dignement, ne souffle mot de l'INTERNATIONALE et de sa RECONSTITUTION, résultat trop gigantesque pour sa vision éti-quée, trop lointain pour sa courte patience !

La constitution du prolétariat en classe, qui dans la réalité ne s'est accomplie (et ne s'accomplira) qu'au travers de catastrophes politiques affectant des générations entières, et en tous cas l'intellect des oppositions; en d'autres termes : le bond dialectique de la lutte revendicative à la lutte politique révolutionnaire, moment essentiel de la lutte de classe, l'opposition les " réalise " à l'aide de quelques " par là même " au ciel de la Logique abstraite (1), pour courir victorieusement à sa conclusion de derrière la tête :

(1) - Tout le ch. Conseils ouvriers dans " Voie polonaise de la bureaucratisation (Soc. ou Barb. n° 21) serait à citer ! Tenons nous en au minimum. On nous dit que les Conseils polonais ont tendance à se fédérer : "cela signifie que les ouvriers veulent REMPLACER par l'activité COORDINATRICE VIVANTE (deux fois sic!) des producteurs eux-mêmes la coordination extérieurement imposée (mais pas "vivante" elle ? Or de la praxis ?!) par le plan bureaucratique " Et cela continue : " PAR LA MEME, l'existence et l'extension du mouvement des Conseils, en TANT QUE MOUVEMENT ECONOMIQUE, pose une foule (sic!) de problèmes politiques".

Et est-ce qu'il les résoud également "PAR LA MEME"? "En tant que mouvement économique "? Et ramène cette "foule" désorientée à UN grand problème général, celui du POUVOIR, pour faire un exemple ? Question polémique ? Mais la réponse Y EST! ET QUELLE réponse" ce qui se passe dans l'usine est déterminé (n'est-ce pas ?) par ce qui se passe hors de l'usine (quelle façon plus plate, plus triviale d'aborder le problème central des liens entre rapports de production et pouvoir politique ? et donc entre LUTTE REVENDICATIVE et LUTTE POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE ?). "DONC (variante a : par là même!) les Conseils ne PEUVENT QUE VOULOIR ETENDRE leur pouvoir au-delà de l'usine, puisqu'aussi bien leur rôle dans l'usine risque (sic!) de devenir illusoire, s'il se limite à l'usine". Oui! Selon ce splendide raisonnement, on pourrait tout aussi bien dire (en abrégé) : le rôle du syndicat risque de devenir illusoire s'il se limite à marchander le prix de la force de travail; DONC le syndicat NE PEUT QUE VOULOIR étendre son rôle au-delà de ce marchandage (sous-entendu, mais pas dit : à révolutionner le MODE DE PRODUCTION lui-même). C'est bien ce que voulait le syndicalisme de la belle époque! Mais même dans la fleur de son romantisme, non seulement le SYNDICAT N'A NI POSE, NI RESOLU le problème du POUVOIR, mais il a adhéré, comme on sait, à la GUERRE IMPERIALISTE !

Et c'est la "courtoisie" qui s'imposerait, devant cette ressucée inavouée, embarrassée du VIEUX SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE habillé en SOCIALISME D'ENTREPRISE !

" A l'Est toutes les institutions représentent en théorie
 " la classe ouvrière. Cela fait que dès que la mobilisation
 " révolutionnaire des masses atteint un certain degré (chan-
 " gement quantitatif, ou bond qualitatif, demandons-nous?) la
 " grande majorité des membres du Parti communiste peut se
 " trouver luttant les armes à la main contre l'Etat et le
 " Parti. Or (c'est ici que l'opposition triomphe :attention!)
 " QU'EST-CE QU'UN ETAT BUREAUCRATIQUE SANS LE PARTI ? ET QU'
 " EST-CE QU'UN PARTI SANS SES MILITANTS ? "

ET QU'EST-CE QU'UN PHILISTIN, sinon celui qui voit
 le PRINCIPAL obstacle de la révolution dans la FORCE REPRESSIVE
 DE L'ETAT ? Mais poursuivons :

"... Cette situation PRESQU'INCONCEVABLE EN SOCIETE BOURGEOI-
 " SE (c'était donc ça!) s'est réalisée en HONGRIE - et a
 " été près de se réaliser en POLOGNE ".

En Hongrie, là où DE MEME QU'ILS CROYAIENT S'EMAN-
 CIPER AUX COTES DE LA BOURGEOISIE, DE MEME LES OUVRIERS PENZAIENT
 A COTE DES AUTRES NATIONS BOURGEOISES, A L'INTERIEUR DES FRON-
 TIERES NATIONALES, POUVOIR ACCOMPLIR UNE REVOLUTION PROLETARIEN-
 NE !

En Pologne, au pays de la "révolution" pacifique!

Tu as compris maintenant, cher lecteur, ce qui ré-
 tient si curieusement les regards de cette opposition sur l'Est
 européen comme sur un foyer de la lutte mondiale de classe ? Le
 grand ESPOIR qu'elle voit s'y lever ? - depuis que le terrible
 Staline est mort, il est vrai. Mais l'espoir de la révolution
 FACILE, de la révolution A MOINDRE FRAIS qu'ici ! (2)

Que ne l'avions nous deviné plus tôt ! Son grand
 critère POLITIQUE, c'était.... la peur de la trique !

(1) - même source p. 75

(2) Voir au contraire la préface d'Engels (1895) à La Lutte des Classes en France
 qui admet, avec plus de vraisemblance que " du côté des insurgés, toutes les con-
 ditions sont devenues plus mauvaises" (que dans la révolution de 1848) et que "UNE
 INSURRECTION A LAQUELLE TOUTES LES COUCHES DU PEUPLE SYMPATHISENT SE REPRODUIRA
 DIFFICILEMENT; dans la lutte des classes TOUTES LES COUCHES MOYENNES ne se grouperont
 SANS DOUTE JAMAIS EXCLUSIVEMENT AUTOUR DU PROLETARIAT au point que le parti réac-
 tionnaire rassemblé autour de la bourgeoisie (de l'Etat national-communiste, c'est
 la même chose!) DISPARAISSE PAR CONTRE PRESQUE COMPLETEMENT ".
 Cette appréciation n'est pas occasionnelle, ni "d'époque". Elle est liée à la diffé-
 rence qui existe entre la révolution LIBERALE et la révolution SOCIALISTE, et à
 l'appréciation marxiste du caractère non seulement conservateur, mais REACTIONNAI-
 RE des couches moyennes. Les sociaux-démocrates avaient falsifié cette préface pour
 faire apparaître Engels comme légaliste à tout prix. Les social-barbaristes, eux,
 falsifient le sens des événements de l'Est pour rassurer les socialistes philistins
 sur les "violences" et les "difficultés" de la CONQUETE du POUVOIR !

ELEMENTS DE L'ECONOMIE MARXISTE

Le travail que nous commençons à publier dans ce numéro constitue une réexposition de la matière économique du Premier Livre du Capital; il n'est pas un résumé et moins encore une "vulgarisation". L'étude de l'oeuvre fondamentale de Marx exige une préparation économique, historique et philosophique dont les résultats doivent être appliqués en même temps : dans ces notes, la partie économique a été isolée dans une certaine mesure, et seule développée; il a également été fait appel au langage mathématique plus souvent que dans l'oeuvre de Marx. Mais nous voulons décevoir par avance tous ceux que le prurit des "faits nouveaux" et des "voies originales" ne laisse pas en repos: le mérite essentiel de cette étude est la fidélité (on serait même tenté d'écrire, en se souvenant d'une réplique fameuse de Lénine - et pour éviter cette peine à nos adversaires : le dogmatisme). Il ne saurait s'agir ici de l'attachement à un individu ou à un nom, quelques grands qu'ils fussent, mais de la fidélité à ce corps complet de positions théoriques et pratiques, vieux déjà de plus d'un siècle, mais auquel tout le développement ultérieur n'a fait qu'apporter une série de confirmations expérimentales : le marxisme révolutionnaire.

Il sera bon, avant tout, de donner quelques indications sur la signification de l'ensemble du Capital. Envisageons tout d'abord l'ossature de l'ouvrage : le Capital devait comprendre, dans le plan de Marx, quatre Livres ou Volumes, dont il ne put écrire que les trois premiers (on sait que, si le premier fut achevé entièrement et édité du vivant de Marx, les deux suivants furent publiés par Engels, à partir des manuscrits laissés par Marx). Le second Livre traite " du procès de circulation du capital", le troisième des aspects que revêt le procès économique dans son ensemble; le quatrième devait exposer l'histoire de la théorie, au sujet de laquelle on trouve cependant de nombreuses indications dans les trois premiers volumes.

Il est bon de démolir cette opinion courante, très souvent utilisée à des fins révisionnistes, qui prétend que le second et le

troisième Livres examinent une partie du procès économique réel qui aurait été omise dans le premier, et que cette analyse a été développée par l'auteur jusqu'à le conduire à des rectifications importantes - sinon à des abandons purs et simples - des doctrines principales du Livre Premier, comme celles de la plus-value, de l'accumulation du capital, de la misère croissante, etc... Cette opinion, démentie par le contexte des oeuvres, même les plus récentes, parues jusqu'à la mort de Marx (1883) et par la suite, comme par les réexpositions posthumes dues à Engels, correspond à une évaluation erronée de l'ossature générale de l'oeuvre. Le premier Livre couvre le domaine complet de la doctrine de Marx sur le capitalisme et ce n'est certes pas une exposition abstraite des rapports existant dans la sphère de production, qui négligerait les rapports de celle-ci avec la circulation des marchandises et la monnaie. Croire ceci équivaldrait à détruire le contenu substantiel de la méthode de Marx.

Le rapport entre le premier Livre et le reste de l'oeuvre doit être défini par un critère tout différent. Malgré son incomparable richesse historique, critique, bibliographique, polémique, le premier Livre conduit d'un seul jet l'étude de tout le processus économique, qui part du premier échange (troc en nature) et passe par la naissance et l'accumulation du capital, pour parvenir à la conclusion (tracée lapidairement dans l'avant-dernier chapitre) que succèdera au capitalisme une économie sociale et non mercantile. Les faits, l'étude et les lois de la circulation sont déjà entièrement contenus dans ce développement. Mais tout ce matériel est repris dans les volumes suivants - et nous pouvons dire dans tout le travail postérieur et même futur des marxistes - au titre d'étude des phénomènes particuliers du développement capitaliste, dont, étant donné le caractère de la méthode, on doit continuellement tirer la vérification et le contrôle de la théorie générale et la preuve de son efficacité.

Le premier Livre nous donne donc le développement essentiel du procès capitaliste et de ses caractéristiques sociales réelles dans le rapport entre capitaliste et salariés (qui ne peut être exposé, ni même imaginé, sans tenir compte des phénomènes de la circulation et de la consommation) et trouve les lois de ce processus sans les cristalliser dans la statique d'un monde abstrait mais en les vérifiant dans toutes les situations : capitalisme naissant mis en rapport avec des types économiques différents, puis développement du capitalisme qui conquiert finalement le monde entier. Il est donc toujours tenu compte de l'ambiance historique réelle, car on ne pourra jamais dire que l'on est en présence d'un "modèle" d'économie capitaliste à l'état "pur".

Et en fait, la première Section sur la circulation est le fondement sur lequel repose toute l'étude de la Production; les avertissements de Marx lui-même ou de ses meilleurs commentateurs nous la présentent comme la plus difficile, surtout pour les lecteurs mal préparés, bien que sa compréhension soit tout à fait indispensable à l'intelligence de l'ensemble.

Il a été signalé également de nombreuses fois qu'une oeuvre comme celle de Marx, dans laquelle tout " a priorisme " et toute métaphysique des principes ont été éliminés, doit être possédée dans toutes ses parties, et que, donc, la lecture des premiers chapitres présuppose une certaine assimilation des thèses développées dans les parties suivantes. Marx lui-même suggère à certains lecteurs de commencer à la seconde moitié du Livre, par les chapitres descriptifs et historiques, pour en venir ensuite aux chapitres décisifs de l'analyse scientifique.

Le premier Livre est donc à tout le reste de l'oeuvre comme la trame fondamentale, la ligne directrice de tout le système; il est complet en lui-même et il a été écrit par l'auteur sur la base de tous les matériaux que l'histoire économique, des origines à son époque, lui offrait, et dont il réserva l'exposition particulière aux Livres suivants.

Ce premier Livre tient la place qui appartient, dans la physique et l'astronomie modernes, aux " Philosophiae Naturalis Principia Mathematica " d'Isaac Newton (1687). D'un seul jet, à partir de cette découverte due à Galilée que la force agissant sur un corps matériel en mouvement est la cause, non pas de sa vitesse, mais de son accélération (c'est à dire en augmente ou en diminue la vitesse elle-même) le développement mathématique (employant les méthodes du calcul des quantités infiniment petites découvert par NEWTON) conduit directement à établir les lois du mouvement d'une planète autour du soleil et retrouve déductivement les lois que Képler avait tirées des observations de Tycho Brahé sur les révolutions des planètes. Le principe théorique reçut ainsi une éclatante confirmation. Il est utile de noter que la première partie de l'oeuvre de Newton, qui établit sous forme géométrique les propositions premières du calcul infinitésimal (redécouvert au même moment par Leibnitz, sous une forme plus expressive) est pénible à étudier et même ennuyeuse. Au contraire, la déduction des chapitres suivants, dans lesquels est établie la célèbre loi de la gravitation universelle, est grandiose et brillante - même dans la forme.

Les trois ou quatre énonciations simples de Galilée, Newton et Képler rendent pleinement compte de tous les mouvements des corps du système solaire, planètes et satellites, et ont une valeur définitive dans l'histoire de la science. Ceci n'empêche pas qu'elles dérivent d'un cas pur et abstrait, celui du mouvement central, qui considère deux corps célestes seulement, alors que dans le système solaire ils sont en grand nombre. L'effet véritable est donc beaucoup plus compliqué. Déjà le "problème des trois corps" apparaît, analytiquement, comme beaucoup plus difficile - et de loin. En fait, en admettant la célèbre "actio in distans" de Newton, chaque corps attire tout autre corps et en déforme plus ou moins la trajectoire. Quelque chose de semblable au passage de la forme du simple troc $M = M'$ de Marx au cadre général du mouvement économique d'aujourd'hui. Nous comparerons donc les livres suivants du Capital au gigantesque travail postérieur à Newton, exécuté par les astronomes qui déduisirent les mouvements particuliers des divers corps, et plus particulièrement la classique et fondamentale "Mécanique Céleste" de Laplace et les applications fameuses comme la découverte de Neptune par Le Verrier grâce au calcul des perturbations de l'orbite de Saturne qui lui permit de déduire la position précise de l'hypothétique Neptune, puis d'en vérifier l'existence au moyen du télescope.

La même théorie discipline donc l'étude de toutes ces déviations de détail effectives par rapport à la loi type, à la pure ellipse de Képler, mais la loi de Newton en sort solidement renforcée et consolidée. Le processus type est absolument valable et pourtant il ne se réalise jamais. Non seulement les cieux ne sont plus immuables et incorruptibles comme pour Aristote et pour Thomas, et sont régis par la mécanique qui est valable pour le mouvement des corps terrestres étudié par Galilée, mais les orbites géométriquement parfaites de Képler ne constituent plus le plan immuable du mouvement des planètes. Chacune d'elles ne reparcourt jamais deux fois la même orbite, le phénomène réel est toujours différent de la théorie, mais ceci ne fait que confirmer la validité et l'efficacité de la loi scientifique.

Après l'introduction ultérieure de considérations sur les processus thermiques, il devint possible de tenter une histoire du système solaire et Laplace avança son hypothèse sur l'origine des planètes à partir du soleil et sur leur future résorption en lui. Naturellement ceci ne touche en rien à la validité de la conquête scientifique contenue dans la classique construction de la loi générale du mouvement.

A seule fin d'éviter des confusions - qui ne sont pas toujours innocentes - nous aborderons un dernier point. Les questions

méthodologiques que nous avons rappelées ne sont pas infirmées, pour ce qui concerne le parallèle que nous avons mené avec le problème cosmogonique, par les dernières acquisitions et doctrines scientifiques qui introduisent dans le bilan, en plus des considérations thermiques, celles de l'énergie atomique; ni même par de plus vastes constructions comme celles de la théorie relativiste qui n'a pas détruit (dans le sens qui nous intéresse ici) la loi de la gravitation, mais l'a encadrée dans une construction plus vaste, en qualité de "cas limite". Tout ceci, comme la question du déterminisme dans les sciences de la nature et dans la science de l'homme, nous le réservons à une étude ultérieure sur le marxisme et la connaissance humaine, que nous publierons en appendice à ces "Eléments de l'économie marxiste".

Mais il est un autre problème, plus brûlant encore peut-être qu'il s'agit d'éclaircir ici, avant d'entrée dans le vif du sujet : qu'est-ce que le Capital ? Beaucoup n'y ont vu - ou ont feint de n'y voir - qu'une simple description, statique et froide, de l'économie capitaliste (1). Certains d'entre eux lui reconnaissent, à l'intérieur de ces limites, une valeur objective et scientifique indéniable; d'autres, au contraire, nient tout caractère scientifique à la doctrine économique marxiste, tout en lui attribuant une possibilité certaine de mobiliser et d'entraîner les masses: sur ce terrain se rencontrent nos adversaires de l'école bourgeoise et les syndicalistes de la tendance sorélienne (le marxisme n'est pour eux qu'un "mythe social" efficace); un troisième groupe enfin, le plus dangereux peut-être pour le mouvement prolétarien à venir, reconnaît que le marxisme a donné une analyse scientifiquement valable de l'économie bourgeoise d'une certaine période historique (en gros la phase pré-impérialiste), mais considère que cette analyse, tout comme les principes politiques qui lui sont liés, ont été "dépassés" par le développement historique du capitalisme lui-même et qu'une "nouvelle élaboration" de la théorie s'appuyant sur ces "faits nouveaux" doit être mise en chantier.

- (1) - Il faut ranger dans cette catégorie la plupart des révisionnistes "ancien style" de la II^e Internationale, et Staline également (cf. "Les problèmes du socialisme en URSS"); quant à ses successeurs, s'ils ont conservé les principales énormités de l'économie politique "stalinienne", leur culte de l'"enrichissement" et des "voies nouvelles" leur servilité idéologique vis à vis d'économistes vulgaires modernes comme Keynes, bref, tout l'édifice nauséabond du XX^e Congrès les ferait plutôt placer dans le 3^e groupe - le pire : celui des "modernisateurs".

Ce sera une des tâches principales de cette publication que de lutter contre ces trois positions, également fausses - et non pas seulement sur le terrain de l'étude économique. Dans cette courte introduction nous nous contenterons de leur opposer la position du marxisme révolutionnaire - le seul qui puisse se réclamer du nom de Marx.

Pour nous, Marx n'a pas consacré sa vie à décrire, fût-ce scientifiquement, le capitalisme, mais bien plutôt à prévoir et à décrire scientifiquement le socialisme. Ou, pour être plus exact son analyse de l'économie bourgeoise n'est qu'un moment dialectique d'une synthèse beaucoup plus vaste, embrassant d'un seul coup le passé et le présent des sociétés humaines pour déterminer le futur. Le couronnement de ce corps de doctrine complet est la démonstration de la nécessité (non pas morale, mais scientifique) de l'avènement d'une nouvelle forme sociale de production, le socialisme, dont les caractéristiques principales ne peuvent être confondues avec celles des constructions généreuses (et souvent géniales) des Utopistes; la définition de ces caractéristiques au contraire, constitue le résultat scientifique le plus considérable du marxisme, celui que l'on ne peut négliger sans perdre toute possibilité de comprendre la réalité sociale du soi-disant "socialisme" du bloc soviétique et sans abandonner complètement, finalement, la théorie du prolétariat.

Mais peut-être trouvons-nous commode de nous inventer un Marx selon nos désirs ? Il faudrait renvoyer tous ceux - et ils seront certainement nombreux - qui le penseront, à la ostface de la deuxième édition allemande du Capital, écrite en 1873. Marx y cite de longs extraits d'un article paru dans le "Messager européen" (revue russe publiée à St.Pétersbourg) et entièrement consacré au Capital. Nous en tirons les passages suivants, particulièrement caractéristiques :

" Une seule chose préoccupe Marx : trouver la loi des phénomènes qu'il étudie; non pas seulement la loi qui les régit
" sous leur forme arrêtée et dans leur liaison observable
" pendant une période de temps donnée. Non, ce qui lui importe, par dessus tout, c'est la loi de leur changement, de leur développement, c'est à dire la loi de leur passage
" d'une forme à l'autre, d'un ordre de liaison à l'autre....
" Pour cela, il suffit qu'il démontre, en même temps que la
" nécessité de l'organisation actuelle, la nécessité d'une
" autre organisation dans laquelle la première doit inévitablement passer, que l'humanité y croie ou non, qu'elle en
" ait ou non conscience "

"..... En se plaçant à ce point de vue pour examiner l'ordre économique capitaliste, Marx ne fait que formuler
" d'une façon rigoureusement scientifique la tâche imposée
" à toute étude exacte de la vie économique La valeur
" scientifique particulière d'une telle étude, c'est de mettre en lumière les lois qui régissent la naissance, la vie
" la croissance et la mort d'un organisme social donné, et
" son remplacement par un autre supérieur; c'est cette valeur-
" là que possède l'ouvrage de Marx " (1)

Très bien, nous dira-t-on, mais ce n'est là que l'opinion d'un tiers sur la méthode de Marx. Certes, mais voici ce que Marx lui-même en pense, de cette "opinion" :

" En définissant ce qu'il appelle ma méthode d'investigation
" avec tant de justesse, et, en ce qui concerne l'application
" que j'en ai faite, tant de bienveillance, qu'est-ce donc
" que l'auteur a défini, si ce n'est la méthode dialectique?" (1)

Il n'est besoin de rien ajouter, mais peut-être pourrait-on conseiller aux savants académiciens de l'institut "Marx, Engels, Lénine" d'aller s'instruire en compulsant certaines revues parues au temps de l' "obscurantisme" tassariste ?

L'école marxiste, lorsqu'elle luttait contre les Utopistes, ne leur a jamais reproché d'avoir essayé d'anticiper, d'avoir voulu définir le passé. Elle leur reprochait seulement d'avoir construit un futur selon leurs vœux, sur la base de critères éthiques, religieux ou philosophiques, bref, d'avoir voulu substituer au dynamisme réel, matériel de la société, l'idéal qu'ils avaient tiré de leurs cerveaux, agissant un peu à la manière d'un ingénieur qui élaborerait les plans d'un avion en ignorant les lois de la pesanteur. Mais si la science nie le point de départ et la méthode des Utopistes, elle rejoint leur point d'arrivée - avec cette différence essentielle que la science prévoit et définit le futur à partir d'une connaissance des lois du passé et du présent lui permettant de mettre à jour le dynamisme réel (expérimentalement contrôlable) de l'objet étudié: la société humaine dans notre cas, alors que l'Utopisme se contente d'imaginer et de désirer un futur arbitrairement conçu. (Ajoutons toutefois que toutes subjectives qu'elles fussent ces " Utopies " méritent infi-

(1) - Le Capital, Livre premier, Tome I, p. 27- 29 (Editions sociales). Les passages soulignés le sont par nous.

niment plus de respect et contiennent en définitive plus de vérités objectives que les échafaudages fragiles de tous les partisans du "concret" ou de la "nouveau" (1) - ceux que nous qualifions d' "immédiatistes" dans notre précédent numéro - qui infestent aujourd'hui l'atmosphère politique).

Marx, dans le Capital, ne fit donc pas oeuvre de science descriptive mais oeuvre de science dialectique: il n'étudia pas le capitalisme comme un objet statique, éternel, mais au contraire mit en relief son dynamisme, son mouvement pour conclure à sa destruction par la dictature du prolétariat - et il faut bien comprendre que l'aspect politique n'est pas surajouté, mais intimement solidaire de l'aspect économique ou philosophique. Les rapports de l'école marxiste avec l'économie bourgeoise classique illustrent bien ceci. Ces rapports débutent par une alliance (2): contre l'école physiocratique qui affirmait que seul le travail agricole (ou mieux la conjonction du travail humain et de la nature) fournit de la richesse; contre l'école mercantiliste qui faisait dériver l'augmentation de la richesse (ou des valeurs) du seul échange, se dressèrent tour à tour l'école de Ricardo et celle de Marx. Ricardo montra que la propriété foncière, tout autant que le commerce, était improductive et que toute la valeur produite dérivait du travail humain; il mit à jour les principales lois du capitalisme : valeur déterminée par le temps de travail, naissance de la richesse - ou mieux, du capital - à partir de la plus-value, équivalence de valeur entre les marchandises échangées. Marx reprit et défendit ces thèses comme représentant bien, du point de vue d'une analyse scientifique, les lois du capitalisme (3).

-
- (1) Que l'on pense seulement qu'Owen, par exemple, avait très bien vu que le passage au socialisme était conditionné à l'exclusion de la production marchande, exclusion qu'il proposait de réaliser par l'emploi des bons de travail (on sait que c'est là un point central du programme marxiste pour la transition du capitalisme au socialisme : voir "Programme Communiste", n°I, p.60-78). Beaucoup de savants qui lui succédèrent font figure de pygmées devant ce grand Utopiste : depuis Proudhon - qui voulait introduire le bon de travail au sein de la production marchande, alors que chez Owen (et chez Marx) cette introduction va de pair avec la destruction du mercantilisme et suppose donc la prise du pouvoir politique par le prolétariat, ainsi que la socialisation des moyens de production et du travail - jusqu'à Staline et Khrouchtchev qui prétendent utiliser l'argent, la monnaie, la production marchande dans l'édification du socialisme".
- (2) Comme du reste sur le plan social et politique : la bourgeoisie reçut l'aide du prolétariat naissant pendant sa révolution, et le prolétariat se retrouva à ses côtés lors de toutes les tentatives de restauration de l'ancien régime.
- (3) Nous négligeons volontairement ici le fait que c'est Marx seulement qui sut exposer avec la rigueur scientifique nécessaire et dans toute leur généralité ces différentes lois de l'économie capitaliste.

Mais là où l'oeuvre de Ricardo s'achevait, la sienne commençait à peine. Ricardo, en penseur bourgeois conséquent, croyait avoir découvert les lois d'une société stable, qui réaliserait une harmonie définitive avec la nature, pourvu que ces lois fussent respectées. Toute l'oeuvre de Marx, au contraire, fut de montrer comment ces lois elles-mêmes engendraient de nouvelles contradictions qui iraient en s'amplifiant avec la diffusion géographique et sociale du capitalisme - jusqu'au paroxysme d'une révolution qui mettra fin à ces contradictions en rasant les fondements mêmes de la société capitaliste. Alors que Ricardo voyait dans la diffusion du capitalisme, puis dans sa suprématie définitive sur les économies prébourgeoises, la suppression de tout antagonisme social, l'harmonie enfin atteinte, Marx montra qu'elles n'étaient que le point de départ d'une nouvelle révolution sociale, celle de la classe prolétarienne. En écrivant l'histoire de la naissance et de la vie du capitalisme, il démontrait la nécessité scientifique de sa mort et pouvait dessiner avec sûreté les traits essentiels de la société qui lui succéderait. Plus encore, pour démontrer l'inéluctabilité de la révolution prolétarienne, il accepta un schéma idéal de la société capitaliste, sans perdre de temps à discuter des différents écarts de la réalité vis à vis de ce "modèle". Basant la prévision du socialisme sur un "modèle idéal" de la société bourgeoise, il fit non seulement oeuvre scientifique (comme nous l'avons montré dans la première partie de cette introduction), mais encore oeuvre polémique, fustigeant sans pitié tous ceux qui se proposeraient seulement d'améliorer le capitalisme ou de dénoncer ses "excès"(1).

Veut-on un échantillon de cette science dialectique? Il suffit de savoir lire, entre autres, un des chapitres les plus importants du Premier Livre : "Le caractère fétiche de la marchandise et son secret ". En quelques pages ce chapitre fournit un

-
- (1) - Un exemple évident de cette attitude est la construction démagogique (et électorale: il faut flatter la basse jalousie du philistin petit-bourgeois dont la rhétorique est toujours encombrée du récit des méfaits de quelques "grands", Responsables de tous nos malheurs) de nos "communistes", montant constamment en épingle le "scandale" de quelques gros trusts en les isolant soigneusement de tout le contexte économique et social dont ils sont solidaires. Que l'on se souvienne aussi du temps de la campagne anti-CED où l'on distinguait les "bons" capitalistes (ceux qui, pour des raisons assez éloignées de la "morale patriotique", craignaient le réarmement - économique, plus que militaire - de l'Allemagne) des "mauvais".

raccourci historique des diverses économies humaines et, partant de cette donnée que les économies passées ne furent pas toutes mercantiles, démontre dans une formidable synthèse dialectique que la première condition qui définit l'économie socialiste c'est qu'elle ne sera ni mercantile, ni monétaire (1). Est-ce là science descriptive ou bien Programme de la Révolution ? Dédions cette question à tous nos actuels "modernisateurs" du marxisme, toujours prêts à discourir de l'"insuffisance" du programme marxiste "classique" face à la situation économique et sociale de l'URSS, et conseillons leur de la rapprocher d'un fait, non seulement expérimentalement constatable, mais encore avoué en "haut lieu" (Staline, Khrouchtchev...), l'existence, en Russie, du salariat dans l'ambiance d'une économie mercantile et monétaire en pleine extension.

○ ○ ○

Nous avons maintenant, dans le cadre d'une simple introduction, suffisamment insisté sur ce fait que pour nous l'essentiel du Capital n'est pas la description de l'économie bourgeoise, mais le fait qu'il est partie intégrante du Programme Communiste. Nous ne pourrions mieux conclure qu'en faisant un parallèle avec ce qui constitue l'essentiel de l'aspect politique du marxisme, et qui, au même titre que l'aspect économique, est aujourd'hui "oublié", dénaturé et renié cent fois par jour par tous ceux qui - staliniens et anti-staliniens, khrouchtcheviens et anti-khrouchtcheviens - ne jurent plus que par les "voies nouvelles au socialisme". Tous ces amateurs de nouveauté ne savent "découvrir" que de très vieilles recettes, qui toutes possèdent ce dénominateur commun : l'opportunisme; mais ils restent aveugles devant ce qui constitue l'originalité fondamentale de la doctrine du prolétariat. Laissons à Marx le soin de le leur rappeler :

" En ce qui me concerne, je n'ai le mérite d'avoir découvert
" ni l'existence des classes dans la société contemporaine, ni
" la lutte qu'elles se livrent entre elles. Des historiens bourgeois avaient exposé bien longtemps avant moi le développement
" historique de la lutte de classes, et quelques économistes
" bourgeois l'anatomie économique de celles-ci.

(1) - Cf note p. 104.

" Ce que j'ai fait de nouveau, c'est d'avoir démontré :

" 1°/- que l'existence des classes ne concerne que certaines
" phases du développement de la production.

" 2°/- que la lutte des classes conduit nécessairement à la
" dictature du prolétariat.

" 3°/- que cette dictature elle-même n'est qu'une transition
" vers la suppression de toutes les classes, vers la société
" sans classe ".

(Lettre à Weydemeyer du 5 Mars 1852).

SECTION I

LA MARCHANDISE ET LA MONNAIE

1°/- La Marchandise.

Une marchandise est un objet qui possède deux propriétés :

- a)- être utile, c'est à dire apte à satisfaire des besoins humains,
- b)- être susceptible de s'échanger contre d'autres marchandises.

Nous désignons par l'expression valeur d'usage la propriété a). Correspond-elle à une grandeur susceptible de mesure quantitative ? Non, parce que la valeur d'usage d'une même marchandise varie suivant les circonstances de temps, de lieu et de personne. La valeur d'usage est donc une propriété qualitative qui ne peut être traitée comme une grandeur quantitative (1).

2°/- La valeur d'échange.

Nous désignons ainsi la seconde propriété de la marchandise, c'est à dire sa permutabilité. La valeur d'échange est-elle quantitativement mesurable ? Et si oui, à quelles grandeurs connues doit-on la ramener ? Nous répondons affirmativement à la première question car, bien qu'à première vue une marchandise donnée permette d'effectuer de nombreux échanges isolés contre des quantités diverses d'autres marchandises, dans toutes ces relations il doit y avoir quelque chose de commun.

Quant à la seconde question, nous ne pouvons ramener la mesure de la valeur d'échange aux propriétés spécifiques qui définissent la valeur d'usage, comme la couleur, la saveur, la forme, la composition chimique, etc..., car la marchandise peut s'échanger contre d'autres marchandises de valeurs d'usage quelconques sans pour autant changer de valeur d'échange. Le caractère commun à diverses marchandises indifféremment échangeables

(1) - A cause de sa longueur, la note a été renvoyée à la fin de la section I.

ne peut être ramené qu'au fait qu'elles sont toutes des produits du travail humain.

Nous nous proposons donc de mesurer la valeur d'échange en nous référant au travail, en tant que grandeur mesurable. Le travail humain ne peut être mesuré que comme temps de travail.

Il est bien entendu qu'il n'est pas question du temps de travail occasionnellement nécessaire pour produire une marchandise donnée - temps que mille circonstances peuvent faire varier - mais du temps de travail moyen nécessaire pour la reproduire systématiquement, c'est à dire du temps de travail socialement nécessaire.

La valeur d'échange est l'aptitude de la marchandise à être échangée contre d'autres marchandises dans un rapport donné, et c'est une grandeur mesurable.

Le nombre qui mesurera la valeur d'échange par rapport à une unité de mesure conventionnelle est toujours proportionnel au temps de travail social moyen nécessaire pour produire une marchandise déterminée, c'est à dire que le nombre lui-même est donné par ce temps divisé par le temps de travail nécessaire pour produire l'unité de valeur d'échange.

La force productive du travail moyen varie avec les procédés de la technique. Lorsque la technique est améliorée dans un secteur donné de la production, la valeur d'échange des marchandises de ce secteur varie. Bien entendu elle varie également pour les marchandises restantes, produites avec le système non perfectionné et donc avec un temps de travail plus long.

Par suite on voit que même la formule : la valeur est du travail cristallisé, est erronée, et qu'il est nécessaire de formuler la loi dans les termes précis énoncés plus haut.

Dans la marchandise le travail est représenté sous une forme double : la valeur d'usage est en rapport avec la qualité particulière du travail employé; la valeur d'échange est en rapport avec la quantité de temps de travail humain générique nécessaire à la reproduire.

Lorsqu'on parle de temps et de force de travail, on se réfère au travail simple, dont doit être distingué le travail complexe ou qualifié. Dans tout l'exposé on réduit toujours le travail complexe au travail simple, comme on le verra mieux par la suite.

3°/- La forme simple de la valeur.

La marchandise a deux formes : sa forme naturelle, le plus souvent physique et matérielle, et sa forme valeur.

Et sous quelle forme nous apparaît la valeur ? En pratique, comme donnée expérimentale, la valeur nous apparaît sous la forme argent, qui au fond est le prix. Il s'agit d'arriver à cette donnée pratique, familière à tous, par une analyse déductive qui parte de la simple propriété de s'échanger que possèdent toutes les marchandises, puisque nous avons établi qu'elles ont une valeur (d'échange) dans la mesure où elles peuvent s'échanger.

Nous partirons du fait le plus simple : l'échange entre deux lots de marchandises :

$$x \text{ marchandise A} = y \text{ marchandise B}$$

La valeur apparaît ici dans une première forme que nous appellerons simple ou particulière. Nous avons une égalité, avec deux membres. Bien que nous puissions, comme dans toute égalité quantitative, inverser les deux membres, les expressions x marchandise A et y marchandise B ont un caractère différent. Elles expriment la même quantité de valeur, mais la quantité y de la marchandise B sert à définir combien vaut la marchandise A. A cause de cela nous appellerons le premier membre forme relative, le second forme équivalente.

$$\begin{aligned} \text{Valeur de } x \text{ marchandise A} &= \text{Valeur de } y \text{ marchandise B} \\ &= \text{Valeur V} \end{aligned}$$

$$\begin{array}{ll} \text{(forme relative)} & \text{(forme équivalente de la} \\ & \text{valeur)} \\ \text{(forme simple de la valeur)} & \end{array}$$

Si nous voulions exprimer par un nombre la valeur absolue de la valeur V, c'est à dire l'exprimer suivant une unité de mesure générale, applicable à toutes les marchandises A, B, C, D, etc... nous ne pourrions le faire en partant des données de la formule simple. Nous pouvons en fait déduire de cette relation:

$$\begin{aligned} &\text{Valeur de } x \text{ unités de marchandise A} \\ &= \text{Valeur de } y \text{ unités de marchandise B} \\ &= \text{Valeur V} \end{aligned}$$

Mais ceci ne nous permet pas de dire quelle est la valeur d'une

unité (Kg, etc) de A, parce qu'elle dépend de la valeur de B. De plus la valeur de A, comme celle de B, peuvent changer par suite de variations du temps de travail nécessaire pour A ou pour B; dans ce cas le rapport y/x changera, et nous aurons donc diverses expressions de la valeur cherchée, c'est à dire que nous ne serons pas encore arrivés à la mesure absolue.

4°/- Forme valeur totale ou développée.

Avec la forme simple, la marchandise qui nous intéresse ne trouve qu'un seul équivalent, et nous ne parvenons pas à une mesure générale de la valeur. Faisons un pas de plus en avant, et supposons que nous connaissions tous les équivalents de la marchandise A, exprimés par les autres marchandises qui sont sur le marché:

Valeur de x marchandise A
= Valeur de y marchandise B
= Valeur de z marchandise C
= etc...

Pour avoir une idée de tout le marché (nous pensons à l'époque du troc) nous devons savoir écrire pour chaque marchandise la forme développée indiquée ci-dessus. S'il y a n marchandises, celle-ci se compose de n - 1 égalités, et en tout il y a n (n - 1) égalités. Par exemple pour 10 marchandises nous devons connaître 90 relations.

Les n (n - 1) ou les 90 relations ne sont pourtant pas toutes indépendantes, et sont toutes contenues dans les n - 1 ou dans les 9 de la forme développée. Nous n'avons alors qu'à renverser celle-ci et à référer la valeur de toutes les autres n - 1 marchandises à celle de la marchandise A, devenue équivalent unique ou équivalent général. Nous aurons :

y marchandise B)
z marchandise C)
m marchandise D)
etc.....) = x marchandise A

En pratique ceci signifie que, le troc s'étant généralisé, pour ne pas avoir à se souvenir de 90 relations, on a élevé une marchandise au rang d'équivalent commun de tous les autres.

Nous n'avons pas encore une expression absolue de la mesure ou de la quantité de valeur, mais nous en avons une mesure

pour ainsi dire officielle, exprimée par la quantité de la marchandise équivalent qui correspond à chaque marchandise spéciale. Ainsi les sauvages, par exemple, font le commerce des bestiaux en exprimant la valeur en livres de sel.

Avec le développement du commerce la marchandise équivalent remplit, non seulement une fonction mnémotechnique, mais encore s'échange en fait contre toutes les autres marchandises, le contact direct entre les échangeurs individuels ayant disparu. La forme simple (par exemple : 1 vache = 3 chèvres) ne se réalise plus, mais on a l'échange entre une vache et 30 livres de sel, puis entre 10 livres de sel et une chèvre. Ou bien le commerçant s'interpose entre celui qui vend la vache et celui qui vend la chèvre, car ils peuvent être tous deux matériellement distants; le commerçant porte sur lui la marchandise ou l'équivalent sel pour rapprocher tout le monde. Le sel ne circule plus seulement pour être consommé, mais beaucoup plus fréquemment pour faciliter la circulation des autres marchandises.

Il est nécessaire, toutefois, que la marchandise équivalent soit facile à transporter, peu volumineuse, absolument inaltérable. Ces qualités se trouvent réunies dans l'or qui est devenu l'équivalent général : et nous passons ainsi à la forme argent de la valeur.

5°/ - Caractère historico-social de la question.

Parvenu à ce stade de l'analyse de la valeur, Marx insère un chapitre sur "le caractère fétiche de la marchandise et son secret". Ce chapitre a un caractère historique et polémique et il présuppose une énonciation de la doctrine du déterminisme économique qui n'entre pas dans l'objet du Capital, mais est inséparable de la doctrine marxiste sur le caractère de l'économie marxiste.

Ce chapitre ne constitue pas une digression, et il ne s'agit pas ici d'en donner un résumé, alors qu'il faudrait plutôt lui donner le plus large développement.

En faisant l'analyse des formes de la valeur nous avons appliqué à la question la méthode scientifique positive. Mais l'objet de notre recherche n'était pas des faits de caractère absolu et immanent, comme par exemple la nature des éléments chimiques - découverte en 1800, mais valable aussi bien pour discuter des conditions de la nébuleuse originelle que celles du futur lointain

de l'univers. Nous avons dû aller sur le terrain historique pour expliquer les étapes de notre recherche, en liant la forme simple de la valeur à l'époque du troc en nature, la forme générale à celle du commerce, etc... Donc les résultats auxquels nous tendons n'ont pas un caractère immanent, mais sont relatifs aux diverses époques et degrés de développement de la société.

Reconnaître dans le temps de travail la mesure des quantités de valeur ne saurait suffire sans une analyse qui applique cette clé aux diverses économies.

Ce qui est acquis pour la première fois par la recherche marxiste, c'est que la valeur d'échange n'est pas une propriété absolue des choses, mais le reflet des rapports d'organisation sociale. Les objets sont des marchandises parce qu'il existe un système déterminé de rapports entre les hommes qui les produisent et les consomment. De plus il est naturel que les économistes qui nous ont précédés voient au contraire dans la marchandise une donnée première, car ils prennent pour des rapports définitifs et naturels ceux-là même qui correspondent à la société dans laquelle ils vivent et aux intérêts des classes qu'ils représentent. Et Marx développe ici notre doctrine, qui fait dépendre les opinions du stade de développement de l'économie sociale et de la lutte des classes.

Avant tout, la polémique contre les économistes traditionnels ne s'engage pas sur un terrain qui soit commun à l'un quelconque d'entre eux, et ils jouent le rôle d'objets passifs de la recherche, plutôt que celui de collaborateurs - ou même d'adversaires. Nous ne nous préoccupons pas de ce qu'ils pourront alléguer ultérieurement, et ceci même pendant un très long avenir : de même les fondateurs de la mécanique et de l'astronomie modernes ne considèrent pas les développements bibliques et péripatéticiens comme un matériel de travail. Si l'on ne saisit pas ceci il est inutile d'espérer comprendre comment l'analyse, partant du fait minime de la permutation de deux objets, parvient à la doctrine de la plus-value qui doit fournir la clé de l'interprétation positive et historique du mécanisme productif contemporain.

Nous dépouillons donc la marchandise de son caractère fétiche en découvrant les lois qui lui assignent une valeur et nous fournissent le moyen de la mesurer dans les relations entre les hommes et les groupes d'hommes pour lesquels il s'agit de marchandises et de valeurs.

(Le chapitre II, "le procès de l'échange", est implicitement résumé dans les considérations historiques indiquées parallèlement au passage de la forme simple à la forme monnaie).

6°/- La circulation. Valeur et prix.

Nous avons cherché à considérer la valeur comme une quantité mesurable, afin de la traiter par la méthode scientifique et découvrir les lois qui lui sont relatives. Nous avons posé comme hypothèse que la quantité valeur est proportionnelle au temps de travail social moyen. En procédant à l'analyse des faits expérimentaux, nous avons appliqué et vérifié l'hypothèse. Nous sommes parvenus jusqu'à la marchandise équivalent général et un nouveau pas en avant nous a fait passer à la monnaie.

Nous laissons de côté les observations sur le mono ou le bi-métallisme.

L'or par sa quantité et par son poids, exprimés dans la terminologie monétaire, indique donc avec une certaine unité de mesure la valeur des marchandises.

En conclusion nous avons ramené la mesure cherchée à la valeur de l'or, c'est à dire, selon notre hypothèse, au temps de travail nécessaire pour produire l'or. Si bien que le terme de comparaison est variable, et il peut donc se produire des oscillations générales, faciles à interpréter.

Le prix exprime le rapport entre la valeur de la marchandise considérée et la valeur de l'unité d'or (par exemple, selon le rapport originel : une livre = sterling).

Ou, ce qui est la même chose, le prix, selon nous, exprime le rapport entre le temps de travail nécessaire pour la marchandise et le temps de travail nécessaire pour la livre d'or.

Lorsque nous parlons de temps de travail nécessaire, nous tenons à le distinguer du temps de travail qui a été effectivement exigé dans tel cas spécifique; ce temps-là peut être supérieur ou inférieur par suite d'erreurs ou au contraire de secrets de fabrication du producteur. En outre, par suite d'autres considérations, le prix peut exprimer plus ou moins que la valeur abstraite de la marchandise, à cause de circonstances exceptionnelles de l'aliénation.

Si, par exemple, tout en employant le temps moyen nécessaire, tous les producteurs fournissent un marché donné d'une quantité de la marchandise X excédant la consommation, mettons de 20%, à la suite d'une erreur dans la division sociale du travail, ces 20% seront perdus. Et ceci pourra également se manifester sous la forme d'une baisse provisoire du prix au-dessous de la valeur, chaque producteur faisant un rabais de 20% de son temps de travail, comme dans le cas où, par suite de maladroites, il aurait employé 6 heures au lieu de 5. Le cas inverse peut également se présenter, c'est à dire une hausse du prix au-delà de la valeur.

On ne doit pas confondre ce cas avec celui d'une baisse des prix comme conséquence de nouvelles inventions techniques qui diminuent le temps de travail nécessaires; car, dans ce cas, c'est la valeur elle-même qui a baissé et qui ne remontera plus. Dans les cas précédents des phénomènes connus, provoquant l'ouverture de nouvelles entreprises ou la fermeture des vieilles, tendent à niveler les prix.

(Le cheval vainqueur du Derby a un prix très élevé parce que parmi 20 chevaux concurrents, qui ont absorbé des soins égaux (temps de travail), un seul peut remporter ce prix. Le bénéfice d'un éleveur compense les pertes des 19 autres, mais ceci n'empêche pas que subsiste la relation entre la valeur d'un cheval et le temps de travail absorbé par son élevage. Il s'agit seulement d'une production qui, pour des raisons techniques, ne donne pas une série d'objets égaux, mais des produits très différents par suite de circonstances imprévisibles au début de l'entreprise).

On peut donc parler d'une quantité de valeur qui ne coïncide pas nécessairement avec la forme prix, mais qui en est la base, le prix pouvant osciller au-dessus et au-dessous de la valeur. Une recherche opportune réussira à la déterminer.

De même dans les sciences physiques, il est difficile d'établir à première vue la masse d'un corps donné, d'une boule de bois par exemple. On sent que celle-ci tend à tomber, et on en mesure le poids : mais il varie suivant que nous sommes au pôle ou à l'équateur, au niveau de la mer ou en montagne, et enfin il devient même négatif si l'on plonge la boule dans l'eau. Ceci n'empêche pas que la quantité constante de masse soit mesurable, et que l'on puisse l'employer pour formuler les lois qui élucideront toutes ces variations de poids, qui auparavant se présentaient

comme un amas de données contradictoires. Un affinement ultérieur des résultats scientifiques, qui établit que la masse d'un corps en mouvement varie en même temps que sa vitesse, n'empêche pas que c'est à bon droit que l'on a introduit et traité cette grandeur dans le domaine des phénomènes considérés dans la recherche.

La science mécanique naquit lorsque l'on sut mesurer la masse, donnée qui, dans un certain sens, n'est ni concrète ni sensible; la science économique naît avec la mesure de la grandeur valeur, tandis que l'on ne fait pas oeuvre scientifique si l'on prétend devoir se limiter à connaître et enregistrer les prix contingents, sous le prétexte que ce sont eux seulement qui se mesurent et s'expriment en chiffres.

Poursuivons maintenant l'analyse du marché en examinant le chemin suivi par la marchandise. Le possesseur la porte sur le marché, la cède contre une certaine quantité d'argent qui ne lui sert pas à son usage propre, mais seulement à acheter une autre marchandise. Le cycle est :

Marchandise - Argent - Marchandise
(M - A - M)

La seconde partie de ce cycle (A - M) est, pour le possesseur de l'autre marchandise, la première partie (M - A) d'un autre cycle et ainsi de suite, indéfiniment. L'ensemble de tous ces cycles, dont chacun a une moitié commune avec un autre, représente la circulation, suivant le schéma :

$M_1 - A - M_2 - A - M_3 - A - \text{etc.}$

7°/- Cours de la monnaie.

Dans le mouvement de circulation de la marchandise, l'argent passe à son tour de main en main; mais tandis que chaque marchandise arrive sur le marché de l'extérieur pour en sortir aussitôt, l'argent au contraire y demeure constamment. Il n'est évidemment pas nécessaire que l'argent en circulation soit égal à la somme des prix de tous les " achat-vente " individuels; au contraire chaque fragment d'or circulant plusieurs fois, une somme inférieure suffit. On appelle vitesse de circulation dans un temps donné le quotient de la somme de tous les prix (chiffre des affaires) pratiqués dans ce temps par la masse d'argent disponible.

On doit noter, au sujet de la monnaie, le passage de la forme où l'on utilise l'or pur à la forme de la monnaie en or -

- dont le poids peut être inférieur à la valeur théorique - puis à la petite monnaie d'argent et de métaux non nobles avec une valeur en partie conventionnelle, et enfin à la monnaie de papier, dont la valeur est purement figurative : toutes formes qui, dans des conditions normales, n'altèrent en rien les rapports de circulation entre l'argent et les marchandises.

L'argent peut, de plus, assumer d'autres fonctions, outre celles de mesurer la valeur des marchandises ou de servir de véhicule à leur échange. Ces formes sont : la thésaurisation ou accumulation; le dépôt pour faire front à des paiements anticipés ou retardés par rapport au moment où la marchandise change de possesseur (jeu du débit et du crédit); la monnaie universelle ou élément de compensation dans les échanges entre nations, pour lesquels les transferts d'or compensent les déséquilibres des balances commerciales, l'or étant, en ce sens, l'unique monnaie effectivement valable dans le monde entier. Aujourd'hui, chose qui n'existait pas au temps de Marx, ce n'est plus l'or seulement qui est capable d'assumer une validité mondiale, mais une monnaie de papier également : le dollar, qui circule sans s'échanger contre les autres monnaies nationales.

L'étude détaillée de ces phénomènes économiques n'est pas indispensable avant de procéder à celle de la transformation de l'argent en capital, qui se trouve au point de départ des lois de la circulation qui met en jeu la marchandise et l'argent.

Note (1)

Il est particulièrement important de traiter de grandeurs quantitativement mesurables dans la recherche scientifique. Le but de toute science est l'exposition organique d'un groupe donné de faits ou de phénomènes acquis par notre expérience, de manière à mettre en évidence les relations qui existent constamment entre ces faits eux-mêmes. L'expérience scientifique de telles relations s'appelle loi. La forme la plus complète et la plus satisfaisante d'une loi scientifique est celle d'une relation entre quantités mesurables (formule mathématique). Pour qu'une grandeur soit mesurable il faut pouvoir la référer à d'autres grandeurs déjà connues, et c'est la loi elle-même qui sert de fondement à cette référence. Exemple : on sait mesurer l'espace (longueur) en mètres, le temps en secondes: on mesure la vitesse en prenant pour unité une vitesse d'un mètre à la seconde; et l'on applique la loi : vitesse = espace/temps.

Certaines lois traduisent des relations, correspondant à l'expérience, entre des grandeurs déjà toutes connues; nous avons alors véritablement une nouvelle découverte. D'autres, comme celle que nous avons donnée comme exemple, se réduisent à introduire déductivement une nouvelle grandeur, et elles ont la valeur de conventions théoriques. Toutefois, l'application aux phénomènes de leurs conséquences logiques décidera de leur validité. Ainsi par exemple, avec l'hypothèse atomique on introduisait la notion d'une grandeur "poids atomique", et alors que pendant longtemps on pensa que ce n'était qu'un expédient commode pour faire cadrer les formules chimiques, les études ultérieures sur des données expérimentales permirent d'accepter la réalité de l'existence des atomes et de déterminer leur poids absolu et leur poids relatif à l'unité hydrogène.

En anticipant sur une conclusion qui pourra faire partie de recherches sur la "théorie de la connaissance" dans le système marxiste, nous pouvons également relever que le fait de traiter les entités qui font l'objet de la recherche par des mesures numériques et des relations mathématiques établies entre leurs mesures quantitatives, conduit à rendre moins individuelles, plus impersonnelles, les notions et les relations ainsi que leur maniement, et leur donne une valeur collective. La simple estimation qualitative contenue dans des jugements ou des résultats communiqués dans le langage commun, garde l'empreinte personnelle dans la mesure où les mots et leurs rapports prennent une valeur qui change d'un homme à un autre suivant ses tendances et prédispositions matérielles, émotives et intellectuelles. Tous les jugements et les principes moraux, esthétiques, religieux, philosophiques ou politiques, communiqués et diffusés par la voix ou l'écrit sont donc personnels et subjectifs. Les systèmes de chiffres et les relations entre les symboles mathématiques (algorithmes), avec lesquels ont peu de familiarité même les personnes qui se prétendent cultivées, tendent à établir des résultats valables pour tous les chercheurs, ou que l'on peut du moins étendre à de plus vastes domaines sans qu'ils soient facilement déformés par des interprétations particulières.

Ce passage, dans l'histoire de la société et de ses connaissances, n'est certainement pas aisé; il est ardu et difficile, et jalonné de retours en arrière et d'erreurs, mais c'est dans ce sens que se constitue la méthode scientifique moderne.

L'examen des "algorithmes" modernes qui ont atteint une puissance telle qu'ils peuvent travailler et progresser "pour leur propre compte" et dans un certain sens en dehors de la conscience et de l'intelligence, comme de véritables "machines" à connaître, aura un très grand intérêt dans le but de donner une valeur objective réelle et matérielle à la connaissance humaine. Leur science devient non plus le fait du "je", mais un fait social. Le "Je" théorique, comme l'économique ou le juridique doit être abattu!

Marx voulut traiter par la méthode scientifique les faits de l'économie humaine, d'une manière comparable à ce que la science et la philosophie bourgeoises avaient fait pour les faits de la nature physique.

Il n'usa pas explicitement d'un algorithme, parce qu'il pensait et travaillait, exposait et combattait tout au même temps, et en plus des armes de l'époque moderne il devait et il sut user de celles qui permettaient à l'ennemi de résister: la polémique, l'éloquence, l'invective, le sarcasme, sous lesquels il abattit tant de fois les contradicteurs.

C'est dans le fracas de cette bataille que s'est construite la nouvelle science de la société et de l'histoire.

Maintenant il s'agit de dépasser un premier point : pour faire une science de la valeur, que cela plaise ou non aux économistes en mal de philosophie, il est nécessaire d'introduire une mesure, de même que Galilée et Newton ne purent faire une science de la gravité qu'en mesurant des masses, des accélérations et des forces. La fécondité de la nouvelle méthode, qui toutefois apporte des solutions susceptibles de développements futurs plus grandioses et ne conduit pas à ces "vérités absolues" étrangères à la science, écrasa et enterra définitivement les méthodes erronées du passé vis à vis de tels problèmes.

SECTION II

LA TRANSFORMATION DE L'ARGENT EN CAPITAL .

8°/- De la circulation monétaire à l'apparition de la plus-value.

La formule de la circulation monétaire de la marchandise est donc $M-A-M$, si l'on considère celui qui apporte une marchandise pour l'échanger contre une autre de valeur d'usage différente mais contenant, en dehors de circonstances secondaires, la même quantité de valeur (d'échange). Pour celui-ci l'argent est seulement le signe de la valeur et le véhicule de l'échange. Mais dans le complexe du système mercantile la monnaie introduit immédiatement de nouveaux rapports et de nouveaux personnages, dont l'intervention rend possible aux autres l'échange des valeurs d'usage. Ils utilisent l'argent pour acheter des marchandises qu'ils revendent à nouveau pour de l'argent. La circulation, de ce second point de vue, est représentée par la formule $A-M-A$. Il doit exister un mobile qui explique l'intervention de ce second groupe de personnages.

Ce mobile ne peut être la recherche de valeurs d'usage, puisque leur argent redevient finalement argent, sans changement qualitatif. Donc le but et le mobile ne peuvent résider que dans un changement quantitatif. Si l'on s'explique bien l'opportunité du mouvement dans le cas $M-A-M$ à valeur constante, on ne se l'expliquerait plus dans le cas $A-M-A$ si la somme d'argent restait identique après l'achat et la vente. La philanthropie ou toute autre force idéale ne pouvant constituer le moteur des porteurs d'argent, celui-ci est déterminé par le fait qu'en général l'argent est, la seconde fois, en quantité supérieure à la première. La formule devient ainsi $A-M-A'$, où $A' = A + dA$, c'est à dire qu'à l'argent A initial s'est ajouté un incrément dA (delta A). Une telle augmentation reçoit le nom de plus-value.

Pour le professeur d'argent le but et la cause du mouvement de l'argent dans les échanges est la production de cette plus-value, qui, additionnée immédiatement à la valeur préexistante, entre dans le cycle pour s'accroître à son tour.

C'est ainsi que l'argent, de simple symbole de la valeur et de simple véhicule de l'échange, devient nécessairement CAPITAL.

Le capital est une valeur dont la caractéristique est de s'accroître continuellement.

Un système mercantile, une fois dépassé le stade du troc en nature, doit aboutir au capitalisme.

Cette définition tirée de la formule A-M-A semblerait ne concerner que le capital commercial, c'est à dire celui qui est entre les mains des porteurs d'argent qui, par profession, se tiennent sur le marché en offrant des marchandises achetées aux producteurs.

Mais même en ce qui concerne le capital industriel, il y a de l'argent qui se transforme en marchandise et qui revient à la forme argent par la vente de cette dernière - ceci formera l'objet du chapitre suivant.

Marx, au début de cette section, établit - dans une de ces références historiques fondamentales qui accompagnent le développement du procès capitaliste - que :

" La circulation des marchandises est le point de départ du capital. Il n'apparaît que là où la production marchande et le commerce ont déjà atteint un certain degré de développement. L'histoire moderne du capital date de la création du commerce et du marché des deux mondes au XVIème siècle ".

La forme pure A-A' représente l'usure, dans laquelle il n'y a pas passage par la marchandise. Nous appelons ici usure tout placement d'argent donnant un intérêt.

C'est à A-A que nous pourrions réduire la formule de la thésaurisation, qui soustrait l'argent à la circulation et par là même lui ôte la possibilité d'engendrer une plus-value. Ce n'est donc pas encore une forme de capital.

9°/- Recherche de l'origine de la plus value.

La plus-value, c'est à dire l'augmentation de A qu'a subi la somme A en devenant A', n'a pu et ne pourra jamais être expliquée dans le domaine de la seule circulation.

Toutes les tentatives faites dans ce sens s'effondrent devant ce fait élémentaire que la circulation se compose d'une série d'échanges entre équivalents.

On peut indiquer de nombreuses exceptions à cette loi, mais elles sont impuissantes à expliquer pourquoi se vérifie non pas d'une manière exceptionnelle, mais d'une manière régulière, l'augmentation de A à A'.

Si l'on attribue à l'achat la vertu de causer un déséquilibre en faveur du porteur d'argent, on doit attribuer cette même vertu à la vente car, que ce soit dans le simple cycle A-M-A, ou dans le complexe de la circulation, chaque intéressé apparaît autant de fois comme vendeur que comme acheteur. Donc les différences supposées se compensent dans une parité générale. Il en serait de même si tous les prix baissaient ou montaient simultanément.

Cette explication qui déclare que celui qui achète pour consommer paie plus cher que celui qui vend après avoir produit, n'explique rien à son tour, car le consommateur tire son argent du fait qu'il a été lui-même producteur. On devrait donc supposer des consommateurs qui tireraient de la valeur d'autre chose que du travail productif, c'est à dire en dehors de l'échange.

Une telle classe recevrait donc l'argent, non pas grâce à la circulation, mais en extorquant, dans le sens matériel du terme, la marchandise ou l'argent appartenant à autrui. Cette explication est inadéquate à l'époque mercantile.

Ouvrons une parenthèse pour montrer que le système des syndicats ou même le monopole des producteurs ne peut expliquer la genèse normale de plus-value dans la sphère de la circulation. Si en régime mercantile ordinaire de libre concurrence un producteur de la marchandise A était libre d'en élever le prix, il aurait ainsi réalisé une plus-value. Mais ceci ne peut jamais se présenter, car il est évident que les acheteurs l'abandonneraient pour se tourner vers les autres vendeurs de la même marchandise, si bien que ce mécanisme, sauf phénomènes secondaires, maintient tous les prix à un niveau minimum correspondant à la valeur d'échange. Or on pourrait supposer que la totalité ou une partie des producteurs de la marchandise A s'entendent pour élever arbitrairement son prix; voilà le jeu de la concurrence éliminé et une plus-value issue purement et simplement de la circulation a été réalisée.

A une telle objection on peut répliquer que si, dans l'analyse, nous voulions substituer au système général et typique de la libre concurrence, un système stable de monopoles - et non

un système intermédiaire qui restera toujours à examiner, mais qui sert à l'application et non à la recherche des lois générales - nous serions alors conduits à considérer que tous les groupes de producteurs se sont constitués en monopoles, et se vendent réciproquement les marchandises à des prix sur-évalués mais qui retrouvent un nouvel équilibre par compensation. Nous nous trouverions ainsi ramenés au même point. Les accords de monopolisation auront réalisé, dans un stade intermédiaire, une appropriation de valeurs sur le dos des monopoleurs retardataires, mais ils n'auront pu produire de la plus-value.

En conclusion, le problème se réduit en ces termes apparemment contradictoires : dans la circulation les échanges s'effectuent seulement entre équivalents; l'argent circulant comme capital sort de la circulation en ayant subi une augmentation.

Dans la recherche de la solution, on ne doit pas perdre de vue le fait que dans une société économique capitaliste stable et normale les énonciations ci-dessus ont toutes deux une valeur systématique (c'est à dire qu'elles se réalisent dans la grande majorité des cas), si bien que le fait de citer des cas particulier ou des périodes d'instabilité ne peut servir à éluder la nécessité de donner une solution tout aussi générale au "système d'équations" que l'on peut écrire ainsi :

Valeur de A = Valeur de M
Valeur de M = Valeur de A
Valeur de A' supérieure à Valeur de A.

Nous verrons pourquoi ces équations ne sont pas incompatibles, comme on pourrait s'y attendre en leur attribuant un sens purement arithmétique - ou, en d'autres termes, pourquoi cette contradiction patente aux règles de la logique formelle du syllogisme (contradiction qu'Aristote découvrit - comme Marx le rappelle - mais qu'il ne sut, ni ne pouvait expliquer avec les données de son temps) se réalise dans la réalité de la vie économique, puisqu'elle engendre le capital.

10/- La marchandise " force de travail ".

Dans quel stade du processus peut donc naître l'augmentation de valeur? Elle ne peut naître des vertus propres à l'argent, puisqu'une quantité d'argent reste matériellement

inaltérée. Donc l'augmentation résulte de l'échange Argent contre Marchandise. Elle ne peut résulter du second acte M-A', comme elle ne peut résulter du premier A-M, si ce sont des échanges entre équivalents.

La découverte fondamentale de Marx est la suivante: l'augmentation ne peut résulter des deux échanges; elle ne peut donc résulter que de l'usage de la marchandise, en tant qu'il existe sur le marché une marchandise dont l'usage coïncide avec une élévation systématique de sa valeur d'échange.

Si l'usage d'une marchandise produit de la valeur, et si la valeur correspond à l'utilisation du temps de travail, la mystérieuse marchandise en question doit être capable de fournir du travail humain : une telle marchandise est précisément le travail, ou, plus exactement, la force de travail.

Dans certaines conditions historiques, tandis que celui qui achète une marchandise quelconque la revend en général pour une même somme d'argent (valeur), celui qui achète de la force de travail la paie une certaine somme tandis qu'il la revend pour une somme systématiquement supérieure. Ce que revend l'acheteur de force de travail ce sont en réalité des marchandises matérielles, auxquelles il a fait subir des transformations en leur appliquant la force de travail qu'il a acquise. Cela se produit lorsque le travailleur, ou possesseur de la force de travail, ne peut prendre contact avec la marchandise à transformer (matière première), par suite des conditions juridiques et sociales, soit parce qu'il ne peut anticiper la valeur de la matière première elle-même, n'étant pas possesseur d'argent, soit parce que l'application du travail nécessite des moyens techniques (instruments de travail, concentration d'un grand nombre de travailleurs) qui sont le monopole d'autrui (des possesseurs d'argent ou capital).

Il y a une autre condition : c'est que le travailleur soit libre, car il doit rester possesseur de sa propre force de travail pour pouvoir la revendre durant une période de temps donnée. Dans le cas où il pourrait ou devrait la céder toute entière en une seule fois, il deviendrait lui-même une marchandise (esclavagisme).

Donc dans certaines conditions historiques - qui n'ont pas toujours existé, et qui ne peuvent prétendre devoir toujours

exister dans l'avenir - conditions que nous définissons comme propres à l'époque capitaliste, la production de plus-value et son accumulation en capital se réalisent au moyen de l'achat-vente de la force de travail, c'est à dire au moyen de l'organisation du salariat de la part de ceux qui possèdent l'argent et les instruments techniques du travail.

La plus-value et le capital, en tant que phénomènes économiques, apparaissent plus tard que l'échange et la valeur d'échange, et même plus tard que la monnaie.

Tout d'abord (en reparcourant rapidement les principales phases historiques de l'économie) chacun consomme lui-même ce qu'il a produit : les produits ne sont pas encore marchandises et n'ont pas d'autre valeur que celle d'usage. Ensuite, mais seulement pour une faible partie des produits, apparaît le troc, c'est à dire un embryon de division du travail productif. Avec l'augmentation du volume des échanges apparaît la marchandise équivalent général, et enfin la monnaie. Nous sommes en plein dans le domaine de la valeur d'échange et du commerce, mais ceci ne signifie pas que nous sommes déjà en présence du capitalisme et d'une production de plus-value.

Il semblerait que le gain réalisé par ceux qui font le commerce d'objets produits par autrui - gain qui apparaît avec l'échange et peut-être même avant la monnaie - fut déjà une plus value réalisée par des non-producteurs. Ceci est erroné, car le transport des marchandises du lieu de production au lieu de consommation est un acte productif, en tant qu'il exige du temps de travail humain. Le petit commerçant qui l'exécute par ses propres moyens a une figure sociale parallèle à celle de l'artisan qui vend son produit plus cher que la matière première, y ayant ajouté du travail et donc de la valeur (d'échange), mais sans que l'on puisse parler de plus-value. Même si le commerçant fait les choses en grand, grâce à l'oeuvre d'esclaves, il n'y a pas de plus-value mais simple appropriation de force de travail humaine (au même titre que pour celle des animaux domestiques). Lorsque le commerçant emploiera des salariés dans le travail commercial, il réalisera alors de la plus-value, non pas dans la sphère de la circulation, mais bien dans celle d'une entreprise organisée sur le mode capitaliste. Il ne faut pas confondre avec la plus-value - fait normal et général, phénomène auquel on peut toujours accoler un signe positif - les bénéfices résultant de l'escroquerie ou de la spéculation, qui sont des phénomènes à double signe : les bénéfices étant compensés par une masse égale de pertes dans la sphère de la circulation.

Nous pourrions parler de plus-value, répétons-le, lorsque se trouveront face à face sur le marché le travailleur libre et le capitaliste possesseur des moyens de production.

11°/- Achat de la force de travail.

Comment est établi le montant du paiement de la marchandise force de travail (salaire) ? Comme pour toute marchandise celui qui la recherche la paie le moins possible, c'est à dire qu'il s'adresse ailleurs si on la lui offre à de meilleures conditions; si bien que le prix tend à atteindre un minimum, déterminé par le temps de travail nécessaire à produire cette marchandise.

La force de travail est une marchandise dans ce sens également, car pour la produire le travailleur doit pourvoir aux dépenses de son propre organisme. C'est à dire qu'il doit se procurer :

1°/ Des moyens propres à assurer sa subsistance personnelle, comme les aliments et un minimum de satisfaction des autres besoins.

2°/ Des moyens de subsistance pour sa famille, sans lesquels la classe des travailleurs disparaîtrait.

3°/ Une éducation professionnelle, qui demande du temps et des frais.

Ce minimum est réductible à une somme de marchandises qui, achetées aux producteurs, c'est à dire aux possesseurs, doivent être payées à un prix déterminé par le temps de travail nécessaire à les produire (selon notre hypothèse fondamentale). Ce prix sera réclamé par le travailleur pour aliéner sa force de travail (dans des conditions moyennes, c'est à dire en faisant abstraction de phénomènes exceptionnels).

Lorsque cet achat-vente de la force de travail s'est effectué, le capitaliste qui en est devenu maître l'emploie. (Nous ne nous occuperons pas ici de cet autre avantage qui revient au capitaliste : la possibilité d'employer la force de travail avant de l'avoir effectivement payée, grâce à l'usage de payer les salaires à la fin de la période de travail).

On emploie de la force de travail, achetée à son juste prix, en l'appliquant à des matières premières, également achetées à leur juste prix.

Pour comprendre comment le juste prix de vente des marchandises laisse entre les mains du capitaliste une somme supérieure à celle des différents juste prix qu'il a effectivement déboursée (naissance de la plus-value), il nous faut passer du domaine de la circulation - où tout se fait au nom de la pure équivalence et de la pleine liberté - à celui de la production, où l'on découvre au contraire des bases de la non-équivalence ou plus-value et de la division en classes.
